

La livre continue à baisser

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 da : Maroc, 1,50 dir : Tunisie, 100 ms : Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch : Belgique, 12 B : Canada, 5 C : Danemark, 3 kr : Espagne, 20 pes : Grande-Bretagne, 20 s : Grèce, 18 dr : Iran, 45 rls : Italie, 200 L : Liban, 125 P : Luxembourg, 12 F : Norvège, 2,75 kr : Pays-Bas, 1 fl : Portugal, 120 esc : Suède, 2,25 kr : Suisse, 1 fr : U.S.A., 65 cts : Yémen, 10 r. d. d. Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 46 60 72
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le cas basque

Une fois encore c'est au Pays basque que reprend une agitation politique et sociale qui, si elle s'étend au reste de l'Espagne — comme le fait craindre la grève prolongée des postiers de Madrid, — menace le « parti libéral » de M. Adolfo Suarez. La « journée nationale de lutte » organisée lundi par l'ensemble des partis basques d'opposition pour commémorer l'assassinat, voici un an, de cinq militants révolutionnaires — dont deux Basques membres de l'ETA — et réclamer une application intégrale de l'amnistie a été très largement suivie.

Près de quatre cent mille personnes ont fait grève pour la dixième fois en quinze jours. De Bilbao à Saint-Sébastien tous les magasins sont restés fermés, tandis que les transports publics étaient paralysés. Plusieurs manifestations ont donné lieu à des affrontements avec la police — notamment en Biscaye et dans le Guipuzcoa — au cours desquels trois personnes ont été blessées et une quarantaine arrêtées. La police, cependant, respectant les consignes récentes du ministre de l'Intérieur n'a à aucun moment, tiré, comme jadis, à balles réelles sur la foule.

Au-delà des slogans dénonçant les brutalités policières et réclamant la libération des quelque deux cents prisonniers basques exclus de l'amnistie, la revendication « nationaliste » était évidemment présente au cours de cette journée, et le drapeau d'indépendance a été hissé sur plusieurs bâtiments publics. Le cas « basque », d'une manière beaucoup plus brutale que le régionalisme catalan ou galicien, vient ainsi rappeler régulièrement au nouveau gouvernement espagnol que le dossier « régional » demeure l'un des plus explosifs et des plus délicats de l'après-Franquisme.

A plusieurs reprises, M. Suarez a témoigné en ce domaine d'une volonté de conciliation assez nouvelle. Le 17 juillet, dans sa première déclaration d'intention, il évoquait la « diversité des peuples » composant l'Espagne. Le rétablissement au moins partiel des « fueros » — droits particuliers des quatre provinces basques abolies en 1876 — n'est plus totalement exclu. Récemment, le gouvernement a même autorisé l'utilisation du drapeau basque dans les manifestations, à condition toutefois qu'il ne remplace pas les couleurs nationales espagnoles. Ces concessions ne sauraient aller bien loin, et l'« unité indissoluble de l'Espagne » demeure le postulat officiel. D'autre part, il est certain que les données politiques particulières prévalant au Pays basque aboutissent à un blocage du processus de libéralisation dans les quatre provinces, et donc à un durcissement des Intes parentement sociales qui s'ajoutent aux effets de l'irréductibilité.

L'opposition espagnole, qui est loin d'être unanime au sujet de l'embarrasement « cas » basque, tout en réaffirmant à chaque occasion sa solidarité de principe avec les militants emprisonnés, a décliné à plusieurs reprises — notamment en avril dernier, après l'assassinat par l'ETA d'un basque — la voie terroriste qui permet à la droite de justifier la répression.

Sensibles à ces reproches, socialistes d'éviter un isolement de nouvelles perspectives du jeu politique pour faire avancer leur cause, certains membres de l'ETA viennent de renoncer à la lutte armée. Un parti socialiste basque « régionaliste », et non autonome, avait déjà été constitué dans le courant de l'été. Il y a là une évolution prometteuse. Nul ne peut dire cependant si les profondes querelles idéologiques qui depuis vingt ans divisent le mouvement basque — entre révolutionnaires « espagnolistes » et combattants « nationalistes » — pourront être surmontées.

Aujourd'hui encore toute aggravation de la situation au Pays basque, quelle qu'en soit la raison initiale, contient en germe une charge émotionnelle et un danger particuliers.

Les socialistes allemands reprennent confiance en leurs chances électorales

A cinq jours des élections du 3 octobre, les sociaux-démocrates allemands paraissent reprendre confiance dans leurs chances. Ils se trouvent encouragés par les quatre principaux instituts de sondage qui accordent une légère avance à la coalition, mais M. Helmut Kohl, leader de l'opposition chrétienne-démocrate, a mis en doute la valeur de ces résultats acquis avant que soit connu l'effet des socialistes suédois.

En tout cas, le S.P.D. multiplie les efforts pour dissiper l'impression de relative apathie qu'avait pu donner — du côté de la coalition sortante — les premières semaines de campagne. M. Helmut Schmidt, notre correspondant a suivi en province, est même allé jusqu'à « gauchiser » son vocabulaire en déclarant que le mot de « socialisme » ne lui faisait pas peur.

De notre correspondant

Stuttgart. — La politique n'est pas seulement une question de raison ou d'énergie, c'est aussi une question de cœur ; et le cœur se trouve légèrement, très légèrement à gauche. Par cette boutade, M. Helmut Schmidt a situé son parti. Huit mille personnes se sont rassemblées sur la place de la mairie de Stuttgart, applaudissant. Le chancelier salue de la main : son discours est terminé. Il a parlé un peu plus d'une heure, et déjà il se hâte vers son prochain rendez-vous à l'extrême sud du Bade-Wurtemberg, près de la frontière suisse. La semaine dernière, Stuttgart était la première étape d'un périple de 1800 kilomètres qui allaient mener M. Schmidt, dans son train spécial, du Bade-Wurtemberg à Munich, Passau, puis Hanovre. Au cours de cette campagne électorale, le chancelier aura parcouru 28 000 kilomètres et tenu soixante réunions.

Quand, un peu après minuit, il rejoint les journalistes au wagon-restaurant, il a les traits tirés par la fatigue. Visiblement, la campagne ne lui procure aucun plaisir. Pour lui, c'est du temps perdu. Il lui manque un adversaire à sa taille. Mais, dès qu'il est à la tribune, il retrouve toutes les qualités qui lui valurent naguère au Parlement le surnom de *Schmittschmaltz* (Schmidt-la-grande gueule). A Munich, le

représentant d'un comté de son état, ouvre lui-même une statuette de Vulcain fabriquée par la manufacture de porcelaine de la ville, en déclarant : « En politique, vous n'êtes pas l'enclume, vous êtes le marteau ». Et Helmut Schmidt frappe fort.

Il n'éprouve que du mépris pour son rival, Helmut Kohl. Dans le discours, qu'il répète inlassablement, qu'il soigne le lien et le public, il s'en prend essentiellement à M. Strauss, qui est « trois fois plus intelligent que M. Kohl, mais aussi quatre fois plus bête ». La variété des images choisies pour évoquer le tandem Kohl-Strauss est inépuisable. « Helmut Kohl, j'ai du mal à l'imaginer, explique par exemple le chancelier, il reste en surface, négocie de belles courbes, fait glisser beaucoup d'eau mais n'annonce pas le vent ; c'est Strauss qui le tire ».

Franz Josef Strauss, voilà au moins quelqu'un à qui il s'attache à mesurer ! C'est lui le véritable chef de l'entreprise chrétienne-démocrate, les autres ne sont que des comparses. Le jeu de massacre continue : M. Eberhard, secrétaire général de la C.D.U., est un « marchand de lessive ».

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 5.)

Les délibérations des élus U.D.R. seront dominées par le contentieux entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac

Pour la première fois, les députés U.D.R. se réuniront, à la veille d'une session parlementaire, de mercredi à vendredi, à Rocamadour, sans qu'un premier ministre appartenant à leur formation vienne participer à leurs travaux. M. Raymond Barre a certes été invité, par déférence et par fidélité majoritaire, à prononcer un discours vendredi au cours de la séance de clôture, mais il sera reçu comme un hôte et non comme un « compagnon ».

M. Jacques Chirac, qui ne se rendra pas à Rocamadour, consulte et met au point sa tactique.

Le groupe parlementaire U.D.R. va s'efforcer, du mercredi 29 septembre au vendredi 1^{er} octobre, veille de la rentrée des Assemblées, de se consacrer à son ordinaire tout d'abord. Il lui faut se convaincre qu'il est toujours le plus fort de la majorité et se persuader que si l'intérêt et la prudence lui imposent la solidarité, sa discipline conditionne la pérennité de la majorité présidentielle.

Depuis le départ de M. Chirac du gouvernement, le groupe est plus libre d'exprimer son originalité, de faire valoir ses revendications et de rappeler ses propres options. C'est ce qu'ont déjà dit, à plusieurs reprises, les leaders du mouvement, comme MM. Guéna, secrétaire général, Labbé, président du groupe parlementaire, voire même M. Debré. La tutelle qu'exerceait M. Chirac et l'autorité qu'il avait acquise en deux ans n'ont pas été remplacées, et le retour au gouvernement d'anciens « barons » a plutôt contribué à distendre les liens déjà bien lâches qui existaient entre les gaullistes et le président de la République.

Les membres de l'U.D.R. qui participent au gouvernement — qu'il s'agisse de survivants de l'équipe précédente comme MM. Galley et Bourges, ou de nouveaux promus, comme MM. Guichard et Boulin — ont une audience limitée. Pour la première fois depuis dix-huit ans, le groupe parlementaire devra donc se déterminer lui-même.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Entre deux chaises

Si l'on en croit les derniers sondages, les Français attendent bien M. Barre, mais ils n'aiment pas son plan de lutte contre l'inflation. En somme, M. Barre recueille les sympathies, mais ne suscite pas la confiance, alors que le rôle du gouvernement serait que le plan de lutte contre l'inflation suscite la confiance, quitte à s'aliéner les sympathies.

C'est là aussi tout le drame de la République giscardienne : elle sollicite en son sein la confiance électorale de ceux qui n'ont aucune sympathie particulière pour elle. Elle glisse au-dessus la sympathie de ceux qui ne lui manifestent aucune confiance.

Le résultat est que le changement fait sourire les Français et que la continuité les fait grogner.

BERNARD CHAPIUS.

Le renouveau difficile des coopératives de production

M. Giscard d'Estaing a participé, ce mardi 28 septembre, à la séance d'ouverture du vingt-sixième congrès de l'Alliance coopérative internationale (A.C.I.), qui se tient jusqu'au 1^{er} octobre à Paris, au palais de l'Unesco. L'A.C.I. qui est présidée par un Français, M. Roger Karnein, regroupe 167 organisations coopératives et représente 325 millions de coopérateurs.

Le président de la République s'est félicité de l'essor des coopératives, qui allient sans des responsabilités et participation individuelle à un effort solidaire. « Le modèle coopératif », a-t-il déclaré, me semble bien répondre aux

aspirations de nombreux pays en développement. (Lire page 42.) Pour la France, un projet de loi sera bientôt soumis au Parlement, a indiqué M. Giscard d'Estaing, en vue de faciliter le développement de ce type d'entreprise. Le mouvement coopératif français est déjà présent dans des activités fort diverses : banques, commerce, assurances, pêche, artisanat, professions libérales et aussi industrie, grâce aux coopératives ouvrières de production. (« Le Monde » du 22 septembre.) Nous commençons aujourd'hui une enquête sur ces dernières entreprises, originales à plus d'un titre.

I. — Manuest et les autres

par VÉRONIQUE MAURUS

« Notre boulot, c'est de démanteler le pouvoir et les patrons traditionnels. » C'est un « patron » qui parle, de vingt-sept ans, avec une « gueule d'archange », des hennissements et le verbe dru d'un Don Quichotte. « Le plus difficile est de créer le dialogue avec la base, et la responsabilité. Si on se casse la figure au bout de deux ans, on aura détruit une énorme espérance... »

Cette fois, c'est au tour de Sancho Pança d'intervenir. A peine plus âgé que son acolyte, il a le visage rond et paisible, les

lunettes et le costume de son emploi de directeur. Tous deux dirigent, depuis avril 1975, la « Société coopérative ouvrière de production Manuest ».

Il y a deux ans, les méseures de cette petite entreprise coïncidaient avec une voie ferrée et la campagne vosgienne, qui sent bon le bois, la colle et le vernis, avaient mis en émoi toute la région. Mise en liquidation en octobre 1974, elle était occupée par ses cinq cent soixante ou-

vriers, qui, pour tenir et attirer l'attention du public, produisaient des meubles et organisaient des « ventes sauvages », venant même occuper, en janvier 1975, un stand au Salon du meuble. Scandale dans les Vosges — « Ici on nous considère comme des sauvages » — et agitation de l'administration locale.

Pourtant, aucune solution industrielle « classique » valable ne se présentait, et en février 1975, le tribunal de commerce acceptait la solution coopérative demandée par les salariés. Les deux jeunes experts, qui avaient été envoyés par la Confédération nationale des Scop (Sociétés coopératives ouvrières de production) pour étudier les chances de succès et le montage d'une entreprise, proposaient aux salariés de les assister dans la gestion (les cadres de Manuest étaient partis). En avril 1975, l'usine redémarrait, avec cent personnes sous leur direction.

Aujourd'hui Manuest marche. Pas mal même. Deux cent soixante-dix personnes au total ont été embauchées, les carnets de commandes se sont remplis (avec un coup de pouce important des coopératives de consommation), le chiffre d'affaires devrait atteindre l'an prochain 40 millions de francs (30 millions cette année, soit seulement 25 % de moins qu'avant la chute de Manuest (avec moitié moins de personnel). Enfin, le seul de rentabilité a été retrouvé dès novembre 1975 et les comptes devraient être équilibrés cette année.

(Lire la suite page 38.)

LA TENSION EN CORSE

- Un légionnaire avoue avoir tué les deux bergers de Bustanico.
- Appels à la grève à Corte pour les obsèques.

Un légionnaire déserteur, M. Ludwig Werner, dix-neuf ans, a avoué, ce mardi 28 septembre, qu'il était l'auteur du meurtre de deux bergers corses, les frères Xavier et Pasquin Ruggeri, cinquante-neuf ans et cinquante-six ans, dont les corps ont été découverts dimanche matin à Bustanico, un petit village près de Corte.

Les obsèques des frères Ruggeri auront lieu ce mardi, à 15 heures, dans cette dernière localité. Un comité de vigilance et des organisations de commerçants ont demandé à la population de cesser le travail durant la cérémonie.

Après le double meurtre de Bustanico, et à la veille du procès devant les assises de la Corse, Bastia, de deux légionnaires allemands accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme, le climat s'est alourdi en Corse, où l'hostilité contre la légion étrangère stationnée dans l'île a été réaffirmée et a donné lieu à des incidents significatifs. C'est ainsi qu'un autre légionnaire déserteur, M. Dieter Träder, dix-neuf ans, qui portait une perruque pour dissimuler ses cheveux courts, a été pris à partie par la foule lundi en début d'après-midi dans un café de Corte. Il a été frappé d'un coup de couteau avant de pouvoir être dégagé par la police. Ce mardi matin, toujours à Corte, des coups de feu ont été tirés en direction de la villa du colonel commandant la légion étrangère.

Plusieurs organisations, le Comité anti-répression, l'Association des patriotes corses (A.P.C.) et le mouvement autonomiste Fronte Corcu ont, dans des communiqués, demandé avec insistance le départ de l'île de la légion étrangère tandis que l'Union des syndicats d'exploitants agricoles de la Corse (UDSEA) annonçait son intention de se « porter partie civile contre la légion et contre X... dans l'affaire du meurtre des frères Ruggeri ».

(Lire page 34 l'article de notre envoyé spécial Jacques de Barrin.)

LIRE PAGE 16

La rentrée universitaire

LE DÉCLIN

par Maurice Duverger

Mémoires de Suez

Vingt ans après, l'expédition de Suez continue d'inspirer les mémorialistes. En attendant l'ouvrage annoncé de celui qui en fut l'âme, M. Abel Thomas, directeur du cabinet du ministre de la Défense nationale de l'époque, M. Bourges-Maunoury, et les Mémoires du général Dayan, MM. Christian Pineau, alors ministre des affaires étrangères, et Jacques Bayens, qui participa à l'aventure en tant que conseiller diplomatique « sans instructions précises », lui consacrent chacun un livre.

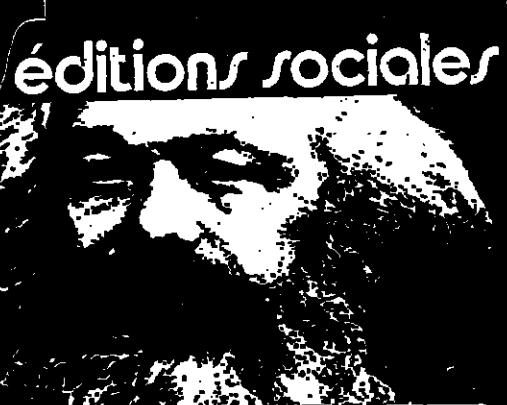
Il n'y a pas que le ton qui sépare le plaidoyer pro domo de M. Pineau,

dont l'humilité n'est pas toujours feinte, et le récit joyeusement iconoclaste de son ancien collaborateur. Par moments, leurs assertions sont si contradictoires qu'on pourrait se demander s'ils parlent bien du même événement. D'après l'ancien ministre socialiste, « il n'était pas question d'une intervention militaire » au lendemain de la saisie par Nasser, le 26 juillet 1956, du canal de Suez. Faisant confiance aux assurances du président de la compagnie internationale, M. Jacques Georges-Picot, le gouvernement de Paris aurait cru dur comme fer que le départ des pilotes français suffirait à rendre inopérante la nationalisation ; mais dans un autre ouvrage, paru l'an dernier (1), M. Georges-Picot se défendait d'avoir eu à cet égard « une certitude positive ou négative ». M. Bayens, quant à lui, affirme que c'est « immédiatement » que « Mollet, poussé par Bourges-Maunoury, proposa à Eden une action militaire avec un appui israélien ». A l'en croire, « la troïka Mollet, Pineau, Bourges » était si déterminée à agir que dès le début d'août deux divisions étaient mises sur le pied de guerre en Algérie.

ANDRÉ FONTAINE

(Lire la suite page 8.)

(1) Jacques Georges-Picot, *Le Vétéralisme de Suez*, 1 vol. de 244 p., aux Ed. de la Revue politique et parlementaire, 42 F.



Éditions sociales

KARL MARX/LE CAPITAL

POUR LA PREMIÈRE FOIS, EN LIVRES DE POCHES

TEXTE INTÉGRAL, SUIVI DE PAGES INÉDITES DE MARX, INTRODUCTION DE PAUL BOCCARA

3 VOLUMES 59 F.

Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

AMÉRIQUES

États-Unis

Selon le « Washington Post »

M. GERALD FORD AURAIT BIEN USÉ ILLÉGALEMENT DE FONDS ÉLECTORAUX

MM. Bob Woodward et Carl Bernstein, les deux journalistes dont les révélations sur l'affaire du Watergate ont contribué à la chute du président Nixon, ont affirmé, lundi 27 septembre, en première page du Washington Post, que l'accusation portée contre le président Ford d'avoir fait un usage illégal de fonds électoraux dans ses campagnes passées comme membre de la Chambre des représentants est « sérieuse ». Un « grand jury » de Washington, chambre de mise en accusation dont les délibérations sont secrètes, a été convoqué à la fin du mois d'août par M. Charles Ruff, procureur du Watergate.

L'enquête porte sur des sommes que M. Ford aurait personnellement reçues et qui proviendraient de fonds électoraux versés lors de la campagne de 1970 par deux syndicats d'officiers de la marine marchande à un comité républicain du comté de Kent, dans la circonscription électorale de M. Ford dans le Michigan. Selon le Washington Post, des enquêteurs du F.B.I. ont interrogé à ce sujet, et notamment sur l'utilisation d'une somme de 4 500 dollars, les anciens responsables de la campagne de M. Ford dans le Michigan. Ces derniers ont affirmé qu'il ne s'agissait que de remboursements de routine pour des frais de déplacement liés à la campagne. M. Leon Jaworski, ancien procureur dans l'affaire du Watergate, a déclaré lundi qu'il n'y avait pas lieu à son avis de poursuivre l'enquête.

Un porte-parole de la campagne U.S. Steel, la plus importante entreprise sidérurgique américaine, avait reconnu d'autre part il y a quelques jours que sa société avait invité à trois reprises en 1974, 1975 et 1976, M. Ford à des week-ends de golf dans le New-Jersey avant son arrivée à la Maison Blanche. La commission américaine de contrôle des dépenses et des valeurs a ouvert une enquête.

M. Jimmy Carter a saisi l'occasion qui lui était ainsi donnée de fustiger « la clique en place à Washington ». « Ils recourent à leurs conseils et leur soutien financier de lobbies spéciaux et de groupes d'intérêts, ils jouent au golf ensemble, mangent dans les mêmes restaurants, vont aux mêmes clubs », a-t-il déclaré lundi 27 septembre à Portland (Oregon).

Conseiller de M. Carter

M. BRZEZINSKI EST ATTAQUÉ PAR LA « PRAVDA »

La Pravda a dénoncé, vendredi 24 septembre, M. Zbigniew Brzezinski, professeur à l'université Columbia à New-York et conseiller de M. Carter en matière de politique étrangère, comme un « idéologue de l'anticommunisme » qui aurait « élaboré un ensemble de méthodes politiques et idéologiques visant à faire passer les pays socialistes ». L'auteur de cet article, le professeur Yuri Kravtchenko, estime que « certaines idéologies bouillonnent, qui sont encore plus dangereuses que la dévotion, ne témoignent d'aucune tendance à vouloir renoncer à leur combat contre le socialisme ».

M. Brzezinski, qui est parti lors de son voyage à Washington comme un successeur possible de M. Kissinger au département d'État en cas de victoire de M. Carter, a été attaqué à plusieurs reprises par les commentateurs soviétiques. — (A.F.P., Reuters).

Recevant l'ambassadeur d'Argentine

PAUL VI DÉNONCE VIVEMENT L'EXTENSION DE LA VIOLENCE

Cité du Vatican (A.F.P.). — Paul VI s'est vigoureusement élevé le 27 septembre contre l'extension de la violence en Argentine et au Brésil.

Le pape a pris position dans sa réponse à M. Victor Manuel Blanco, nouvel ambassadeur d'Argentine près le Saint-Siège, qui lui présentait ses lettres de créance. Il a notamment demandé des « explications » sur les récents assassinats de prêtres et de religieux en Argentine. « Il s'agit de faits qui ont eu lieu dans des circonstances qui attendent toujours les éclaircissements nécessaires », a-t-il dit.

« Nous déplorons ce regain de violence aveugle qui a gravement troublé la vie du peuple argentin ces derniers temps », a ajouté Paul VI. L'ambassadeur a mis cette violence sur le compte d'une « doctrine matérialiste » rejetant tout « pluralisme ».

Deux prêtres français ont été assassinés en Argentine en juillet dernier, ce qui portait à neuf le nombre des ecclésiastiques tués depuis le début de l'année.

D'autre part, le pape a protesté officiellement contre l'enlèvement de Mgr Adriano Hypolito, évêque brésilien récemment retrouvé ligoté dans une banquette de Rio.

AFRIQUE

LE RÉGLEMENT DU PROBLÈME RHODÉSIE

Washington maintient que la « procédure fondamentale » du plan Kissinger est acceptée par les deux parties

Deux jours après la décision prise à Lusaka par cinq chefs d'État africains de rejeter les propositions anglo-américaines de règlement (le Monde du

LE BOTSWANA CÉLÈBRE LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE SON INDÉPENDANCE

(De notre envoyé spécial.)

Gaborone. — Des tambours, des grelots et des chants résonnent depuis dimanche 26 septembre dans chaque village du Botswana. Ce pays de six cent cinquante mille habitants fête le dixième anniversaire de son indépendance.

A Gaborone, la capitale, située à proximité de la frontière sud-africaine, des groupes de femmes revêtues de peaux de bête et parées de colliers multicolores, des hommes aux coiffures de plumes, des enfants, chantent et dansent dans le stade.

De nombreux présidents africains devaient assister à ces fêtes. Plusieurs se sont décommandés, notamment parmi les chefs d'État dits de « première ligne », qui, le week-end dernier, à Lusaka, avaient rejeté le plan Kissinger pour un règlement de la question rhodésienne.

M. Julius Nherere, président tanzanien, ne viendra pas. Le voyage de M. Machel, président du Mozambique, a été également annulé.

MM. Kenneth Kaunda, président zambien; Mobutu Sese Seko, chef de l'État zaïrois, et les leaders nationalistes rhodésiens, M. Joshua Nkomo et Mgr Abel Muzorewa, devaient participer aux fêtes et à des entretiens en marge des cérémonies. Le secrétaire d'État adjoint américain aux affaires africaines, M. William Schauffele, et le secrétaire adjoint au Foreign Office, M. Ted Rowlands, étaient aussi attendus mardi à Gaborone. — C. C.

28 septembre), Washington maintient que le « cadre » du plan Kissinger a été accepté à Lusaka. C'est notamment ce qu'a assuré lundi 27 septembre M. William Rogers, secrétaire d'État adjoint pour les affaires économiques.

M. Rogers a fait ressortir que les dirigeants africains avaient accepté la « procédure fondamentale » (basic sequence) du plan Kissinger :

- 1) Acceptation de la règle de la majorité d'ici deux ans ;
- 2) Participation à une réunion pour la formation d'un gouvernement intérimaire ;
- 3) Négociations pour la préparation d'une conférence constitutionnelle.

M. Rogers a également révélé, lundi, que plusieurs parmi les cinq présidents africains avaient, à l'issue de la publication du communiqué de Lusaka, adressé des messages à M. Kissinger pour le remercier de ses efforts et marquer que la négociation « était toujours sur les rails ».

L'un de ces chefs d'État lui aurait même écrit : « Nous n'avons pas rejeté les propositions et nous nous félicitons que vous n'avez pas rejeté la déclaration de Lusaka. » Selon M. Rogers, les chefs d'État africains sont disposés à participer à une conférence constitutionnelle avec des représentants du gouvernement de Salisbury « sans conditions préalables ».

M. Rogers a ensuite critiqué le comportement de M. Nkomo dans la question rhodésienne, a-t-il dit, est fautive de troubles et reflète l'idée que la poursuite du désordre peut servir les intérêts égoïstes de l'U.R.S.S. Il s'est, en outre, félicité que les cinq présidents africains n'aient pas suivi les conseils de Moscou en dépit du fait que « l'un d'eux, au moins, subit chez lui de fortes influences étrangères ».

Après avoir souligné à plusieurs reprises que la « base du processus » avait été acceptée et que

les présidents Kenneth Kaunda (Zambie) et Julius Nkomo (Tanzanie) n'avaient pas présenté d'objections fondamentales, M. Rogers a ajouté que les « détails » étaient négociables et qu'il lui paraissait naturel que les présidents africains entendent discuter, par exemple, de la composition du conseil des ministres rhodésien à majorité africaine et du Conseil d'État paritaire acceptés par M. Smith.

M. Rogers a reconnu qu'il n'y avait aucun contact entre Washington et le gouvernement rhodésien depuis la prise de position des cinq présidents africains.

Or, selon le Washington Post, les six propositions faites par

UNE MAISON DE L'AFRIQUE À PARIS

La Maison de l'Afrique a été inaugurée lundi 27 septembre, à Paris, par M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'État aux affaires étrangères. Due à l'initiative de la conférence permanente des compagnies consulaires africaines et françaises (chambres de commerce), cette maison veut jouer le rôle d'une centrale permanente d'information dans les domaines économique, touristique et culturel, au service des sociétés industrielles et du grand public. Elle abritera notamment un centre de documentation et animera des manifestations artistiques. La Maison de l'Afrique a été financée par neuf États : Bénin, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Haute-Volta, Niger, Sénégal et Togo.

★ Maison de l'Afrique, 228, rue de Rivoli, tél. 260-35-06.

Angola

M. LOPO DO NASCIMENTO EN VISITE OFFICIELLE À ROME

M. Lopo do Nascimento, premier ministre angolais, est arrivé en visite officielle à Rome le 27 septembre. C'est la première fois, a-t-il dit à son arrivée à l'aéroport, qu'un pays membre du Marché commun reçoit une délégation officielle de la République populaire d'Angola. L'Italie est également la première nation d'Europe occidentale à avoir ouvert une ambassade à Luanda.

Le premier ministre doit s'entretenir avec le président du conseil, M. Giulio Andreotti, et visiter diverses usines, notamment la Fiat. Il a précisé à cet égard : « Les perspectives sont grandes pour la collaboration entre nos deux pays dans l'intérêt mutuel ». — (U.P.I., A.P.)

Cette visite du premier ministre angolais marque l'aboutissement d'une politique active et déjà ancienne de soutien au M.P.L.A. Les premiers contacts s'amorcent, en effet, par l'intermédiaire de l'ENI, qui s'installait en Zambie il y a une dizaine d'années.

Lorsque le président Kaunda favorisait l'implantation auprès de M.P.L.A. les relations avec les industriels italiens et, très officiellement, avec des autorités politiques se nouèrent. Bientôt, à Rome même, le consulat général de Zambie, qui précède l'ambassade, servit de relais aux représentants du M.P.L.A. qui s'installaient en Zambie il y a une dizaine d'années.

Comme dans d'autres pays, l'assistance de l'ENI ou de l'industrie italienne constituait un pari à long terme sur l'indépendance d'un pays africain colonisé et les nouveaux modes de présence de l'Italie en Afrique, silencieuse, non politique, mais efficace.

Les entretiens de M. Lopo do Nascimento montreront dans quelle mesure cet engagement ancien portera des fruits. — J. N.

DANS LES TROIS PAYS DU MAGHREB

Le ramadan des paradoxes

Comme des dizaines de millions d'autres musulmans à travers le monde, Marocains, Algériens et Tunisiens ont célébré le week-end dernier la fête de l'Aïd El Fitr, qui marque la fin du mois sacré de ramadan. En cette année 1396 de l'Hégire, l'épreuve du jeûne survient à la fin de l'été et a été particulièrement pénible. Les journées ont été longues pour les croyants qui doivent s'abstenir, du lever au coucher du soleil, de manger, de boire et de fumer. Certains appliquent si rigoureusement cette règle qu'ils refusent durant cette période de prendre des médicaments.

Le ramadan est l'un des cinq obligations de l'islam avec la récitation de la profession de foi (chahada), l'accomplissement des cinq prières journalières, le paiement de l'impôt rituel ou zakat, et le pèlerinage à La Mecque. Ces prescriptions ne s'imposent pas avec la même force dans tout le monde musulman. Très suivi au Maghreb, le ramadan l'est moins dans les pays du Machrek, où l'accès est surtout mis sur la prière.

Une fois de plus, ce mois de jeûne dans les pays d'Afrique du Nord aura été celui des paradoxes. Tout le monde en convient, cette obligation religieuse a des conséquences économiques désastreuses : chute de la productivité, désorganisation des services publics et des entreprises privées, gaspillage, hausse des prix due à la spéculation et aux pénuries.

réelles ou artificiellement provoquées.

Si les musulmans font pénitence le jour, ils se rattrapent la nuit. Les femmes mettent leur point d'honneur à confondre les plats savoureux. Familles et amis échangent des visites, et les réjouissances se prolongent souvent jusqu'au petit matin. Les hommes ne dérogent pas à faire eux-mêmes les courses, et, couffin à la main, choisissent les meilleurs produits. Le jeûne porteur se double ainsi d'une bombe bien éloignée du véritable esprit de l'islam. Le carême, dévité de son sens primitif, engendre souvent... la suralimentation !

La valise des étiquettes

Cette situation est génératrice, à des degrés divers dans les trois pays d'Afrique du Nord des mêmes maux, bien que les régimes politiques diffèrent profondément.

Les Tunisiens, cette année, n'ont manqué de rien. Les marchés ont pu acquiescer sur les marchés tous les ingrédients nécessaires à la confection de la traditionnelle « charaboui ». Elles n'ont pas été contraintes de recourir au marché noir, florissant certaines années. Mais à quel prix ! La valise des étiquettes a battu tous records, alimentant une inflation déjà préoccupante. Ce phénomène, identique en Algérie, a été aggravé dans ce

pays par quelques pénuries. Quelles résultent des manœuvres de grossistes peu scrupuleux, ou simplement de l'imprévoyance ou de la spéculation.

Les autorités mettent l'accent sur les inconvénients d'une tradition qui contribue à désorganiser des économies fragiles et à freiner le développement. Mais, et c'est là un autre paradoxe, loin de l'entraver, elles prennent des mesures de nature à la favoriser.

Le gouvernement tunisien, comme d'ailleurs ceux de Rabat et d'Alger, a procédé à des importations massives de produits alimentaires « de luxe ». Il a dépensé environ l'équivalent de 30 millions de francs français en produits laitiers, sucre et viande. Les horaires des administrations et de la plupart des entreprises ont été aménagés et la célébration de l'Aïd El Fitr s'est étendue sur trois jours fériés.

Le vingt-septième jour du ramadan, le président Boumedienne a assisté, à la mosquée d'El-Biar, sur les hauteurs d'Alger, à la cérémonie religieuse célébrant la nuit du destin (leïlat el kadr), au cours de laquelle fut révélé le Coran. A Rabat, le roi Hassan II a descendu à la cérémonie et commandeur des croyants, a dirigé la grande prière de l'Aïd El Fitr à la mosquée d'El-Hassan II.

Le régime socialiste algérien est lui-même obligé de composer. L'enseignement dit « original » donné dans les médinas a certes été supprimé et intégré à l'éducation nationale, mais les « progressistes » ont dû payer cette victoire par de larges compensations. L'islam a été déclaré religion officielle, et le jour de repos hebdomadaire a été fixé au vendredi au lieu du dimanche, ce qui constitue une gêne considérable dans un pays dont les relations avec l'Occident sont importantes. Les mesures prises pour accélérer l'arabisation de la signalisation routière et urbaine, des enseignes de magasins et de la presse régionale, sont aussi de nature à satisfaire les traditionalistes.

L'offensive des traditionnalistes

Depuis deux ou trois ans, on assiste au Maghreb à un retour en force des traditionalistes, qui prônent la plus stricte observance des règles de l'islam. Ils dénoncent la liberté des mœurs importée d'Occident, la qualification de « décadence », ils se sont manifestés ces derniers mois en Tunisie, « chahoutant » au Festival de Tabarka quelques conférences maghrébines jugées trop « européennes », créant pendant le ramadan des incidents dans des cafés et des restaurants où le jeûne n'était pas observé.

Les autorités de Sfax ont dû fermer certains établissements afin de « sauvegarder l'ordre public ». L'action de ceux qui l'ont appelé parfois, un peu hâtivement, les « Frères musulmans », a certes trouvé à Sfax, ville très influencée par le puri-

tanisme l'hyen, un terrain favorable, mais elle s'est étendue à tout le pays. Les dirigeants ont été contraints de « lâcher du lest » et de prendre des mesures qui donnent satisfaction aux défenseurs de l'islam. Les progrès de l'arabisation dans l'enseignement (le Monde du 22 septembre) témoignent de cette ouverture. D'autre part, les journaux ont demandé que les salles de spectacles qui portaient des noms français datant du protectorat adoptent un nom arabe, et que les films occidentaux soient systématiquement sous-titrés en arabe.

Au Maroc, les conservateurs musulmans ont également l'œuvre. Le prestige religieux du roi, sa référence constante à l'islam, mettent le régime à l'abri de leurs coups. Ils concentrent leurs attaques sur l'Union socialiste des forces populaires, qui revendique l'héritage de Mehdi Ben Barka. L'hiver dernier (le Monde du 20 décembre 1975), le roi Omar Abdelaziz, dirigeant de l'aile gauche du parti, a été assassiné sur l'initiative d'un groupe de fanatiques qui voyaient en lui un ennemi de l'islam.

Le régime socialiste algérien est lui-même obligé de composer. L'enseignement dit « original » donné dans les médinas a certes été supprimé et intégré à l'éducation nationale, mais les « progressistes » ont dû payer cette victoire par de larges compensations. L'islam a été déclaré religion officielle, et le jour de repos hebdomadaire a été fixé au vendredi au lieu du dimanche, ce qui constitue une gêne considérable dans un pays dont les relations avec l'Occident sont importantes. Les mesures prises pour accélérer l'arabisation de la signalisation routière et urbaine, des enseignes de magasins et de la presse régionale, sont aussi de nature à satisfaire les traditionalistes.

L'offensive des traditionnalistes

Depuis deux ou trois ans, on assiste au Maghreb à un retour en force des traditionalistes, qui prônent la plus stricte observance des règles de l'islam. Ils dénoncent la liberté des mœurs importée d'Occident, la qualification de « décadence », ils se sont manifestés ces derniers mois en Tunisie, « chahoutant » au Festival de Tabarka quelques conférences maghrébines jugées trop « européennes », créant pendant le ramadan des incidents dans des cafés et des restaurants où le jeûne n'était pas observé.

Les autorités de Sfax ont dû fermer certains établissements afin de « sauvegarder l'ordre public ». L'action de ceux qui l'ont appelé parfois, un peu hâtivement, les « Frères musulmans », a certes trouvé à Sfax, ville très influencée par le puri-

La caution des professionnels

(383)

1902

elipron

tokyo reoffin
ditot que po

Clair de lune

Un ent

sur l'A

150 150 150

ASIE

Cambodge

Y a-t-il une explication politique au retrait « temporaire » du premier ministre ?

De notre correspondant

Bangkok. — Le premier ministre cambodgien, M. Pol Pot, a été remplacé « temporairement » par le président du Comité permanent de l'Assemblée nationale, M. Nuon Chea, à l'annonce de la mort de Phnom Penh en avril (le Monde du 28 septembre). Selon la radio, le chef du gouvernement était malade depuis plusieurs mois.

Faut-il voir dans ce retrait « temporaire » la conséquence des graves problèmes de santé qu'on lui a attribués pendant la guerre — et que connaît encore le pays ? On estime que la santé de M. Nuon Chea est mauvaise. On remarque que la radio khmère n'a guère l'habitude de publier les bulletins de santé de ses dirigeants. L'absence de renseignements sur ce qui se passe dans le pays et sur l'identité réelle de nombreux dirigeants, à l'exception de ceux qui, comme M. Nuon Chea, ont une seule et même personne. Cependant, selon les propos qu'aurait tenus M. Pol Pot, un responsable cambodgien, M. Tholoun Prasit, qui a rapporté une revue de Hongkong, la Far Eastern Economic Review du 25 juin, M. Pol Pot a rejoint la résistance longtemps, bien avant M. Ieng Sary, et pour combattre les Japonais, les Français et les Américains. Or, selon une biographie diffusée l'an dernier par l'ambassade des Etats-Unis à Phnom-Penh, M. Ieng Sary était en France dans les années 50 et aurait rejoint les maquis en 1953 seulement.

M. Pol Pot est-il vraiment malade ? Si son départ a été provoqué par une crise politique, pourquoi son remplacement est-il « temporaire », alors que celui du prince Sihanouk est bel et bien définitif ? En l'absence d'informations officielles ou de confidences de réfugiés, on ne peut que constater, une fois encore, que la vie politique khmère continue de se dérouler dans le plus grand mystère.

PATRICE DE BEER.

Japon

Tokyo réaffirme son espoir de signer « aussitôt que possible » un traité avec Pékin

Le premier ministre japonais, M. Miki, a réaffirmé, lundi 27 septembre, devant la Diète, réunie en session extraordinaire pour voter des mesures budgétaires, que Tokyo souhaite conclure « aussitôt que possible » un traité de paix et d'amitié avec la Chine, qui comprendrait une « clause antihégémonie ». Le Japon s'opposera à toute hégémonie, a déclaré le premier ministre.

A la veille du quatrième anniversaire de la normalisation des relations entre Pékin et Tokyo, Chine nouvelle a, de son côté, renouvelé indirectement, le lundi 27 septembre, le souhait émis à plusieurs reprises par le Japon de voir signer un traité de paix entre les deux capitales. L'agence a cité de larges extraits de journaux japonais, dont les positions rejoignent celles de Pékin.

Depuis près de deux ans, la Chine souhaite la conclusion de ce traité, qui achève sur la question de l'inclusion d'une « clause anti-hégémonie » concernant la région Asie-Pacifique. Cependant, les négociations sont dans l'impasse depuis que le Japon a formulé, en automne 1975, l'interprétation qu'il comptait donner à la « clause anti-hégémonie ». Selon Tokyo, celle-ci ne doit pas viser notamment ni spécialement l'U.R.S.S. et ne saurait engager le Japon à intervenir aux côtés de la Chine ; elle doit être compatible avec la charte des Nations unies et doit concerner le monde entier et pas seulement l'Asie.

Les Chinois ont apparemment apprécié le remplacement de M. Miyasawa par M. Kono à la tête de la diplomatie japonaise lors du remaniement ministériel du 15 septembre. Depuis quelques temps, M. Miyasawa était critiqué à Pékin. Il avait notamment été pris à partie en juillet par la presse qui l'accusait de faire obstacle à la conclusion du traité de paix. M. Miyasawa avait déclaré le 9 juillet devant la Diète que le soutien apporté par la Chine au Japon au sujet de la restitution du Nord ne pouvait que retarder le règlement du problème et constituait une « ingérence » dans les affaires intérieures japonaises. Quant à M. Kono, le nouveau ministre des affaires étrangères, il a joué un rôle important lors de la normalisation des relations entre la Chine et le Japon en 1972.

Les Chinois estiment d'autre part qu'une bonne occasion leur est donnée de rappeler leurs positions, l'affaire du Mlg-25 ayant provoqué une tension entre Tokyo et Moscou. Toutefois, rien ne permet de penser que la Chine pourra tirer un profit immédiat de la relative détérioration des relations entre le Japon et l'U.R.S.S. La reprise des négociations sur le traité de paix n'est pas non plus prévue, affirme une source diplomatique japonaise à Pékin.

Claude Lefort
Un homme en trop
réflexions sur l'Archipel du Goulag

Assurément, ce livre n'est pas un livre en trop. S'il redonne du tranchant à la lecture de "l'Archipel", il est aussi une ouverture sur une pensée politique, une pensée du politique, celle de Lefort, désormais incontournable.

Jean-François Peyret / Le Nouvel Observateur

256 pages, 35F. Collection Cambodge dirigée par C. Durand

SEUIL

ONU

NOUS CONSTRUISONS UN SYSTÈME DÉMOCRATIQUE

déclare le ministre espagnol des affaires étrangères devant l'Assemblée générale

New-York. — Au cours de la première journée du débat général de l'Assemblée des Nations unies, lundi 27 septembre, M. Oreja Aguirre, ministre espagnol des affaires étrangères, a attiré l'attention « sur le processus de transformation des structures sociales » qui est en train de s'accomplir dans son pays. Ce qui se passe aujourd'hui en Espagne, a-t-il dit, correspond à une volonté de la part du gouvernement et de la couronne : « Nous construisons un système démocratique basé sur le principe de la souveraineté populaire ». M. Oreja a déclaré que, grâce à la transformation qui s'accomplit en Espagne, la voix de son pays se fera entendre avec une plus grande intensité au sein de la communauté internationale.

M. Oreja a aussi déclaré que l'Espagne a mis un point final à ses activités de puissance coloniale : « Le 25 février 1976, nous avons officiellement informé le secrétaire général que nous avons mis fin à toutes nos obligations internationales au Sahara ».

L'Assemblée a également entendu les représentants du Brésil (qui s'est prononcé pour une « large reorganisation de l'économie mondiale »), du Japon, de la Pologne, qui s'est prononcé pour une « large reorganisation de l'économie mondiale », du Japon, de la Pologne, qui s'est prononcé pour une « large reorganisation de l'économie mondiale ».

DIPLOMATIE

NOMINATIONS D'AMBASSADEURS

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

M. Robert Piquet.

Le Journal officiel du 28 septembre annonce la nomination de M. Robert Piquet comme ambassadeur en République centrafricaine, en remplacement de M. Jean Le Cannelier.

M. Robert Piquet est entré aux affaires étrangères en 1945. Après avoir occupé des postes consulaires à Genève et Athènes, il a été nommé à la direction d'Europe, puis à Adèle-Albert et à la direction d'Asie, Comores et Nouvelle-Calédonie en 1961, premier conseiller à Brazzaville en 1965, puis à Ottawa en 1968. Il a été ambassadeur au Rwanda.

BURUNDI : M. René Moreau.

M. René Moreau est nommé ambassadeur en Burundi, en remplacement de M. Henri Bernard.

[Né en 1917, M. Moreau a commencé sa carrière dans les services extérieurs à Genève et Athènes. Il a été nommé à la direction d'Europe en 1945, il a été ambassadeur au Vietnam en Indochine en 1946. Centralisation en remplacement de M. Jean Le Cannelier. En 1954, il est entré aux affaires étrangères l'année suivante. Il a occupé divers postes à l'administration centrale (relations avec les Etats associés, affaires culturelles), puis à l'ambassade de Paris. Depuis 1958 il était détaché au secrétariat d'Etat au ministère des affaires étrangères chargé de la coopération (1974) où il était sous-directeur des affaires culturelles.]

● Les ministères sociaux et ceux des affaires étrangères, MM. Grumylo et Genschel, ont eu lundi 27 septembre, à New-York, un entretien de quatre heures. — (Reuters).

CORRESPONDANCE

Que faire pour l'Ulster ?

M. Marc Vion, professeur d'anglais à l'U.T.C. d'Angers, nous écrit :

Dans le Monde du 15 août, Pierre Vianson-Ponté déclarait : « Il y a une sorte de barème des morts violentes. Plus elles sont violentes, moins elles pèsent ».

Cette règle, à mon avis, comporte une exception de taille : l'Irlande.

Nombre d'intellectuels français, les syndicalistes, les partis, ont lancé de vibrants appels à la négociation au Liban. C'est bien, et cela doit continuer, même si les résultats se font attendre.

● La prochaine réunion de coopération politique des Neuf se tiendra, le 18 octobre, à Luxembourg. Elle sera « jumelée » avec le prochain conseil des ministres de la Communauté. Il avait été initialement prévu qu'elle se tiendrait au début d'octobre aux Pays-Bas, qui président les travaux des Neuf pendant le semestre en cours.

EUROPE

Portugal

Les premières restitutions de propriétés agricoles illégalement occupées ont eu lieu dans le calme

Beja. — L'Alentejo « rouge » est demeuré calme, le lundi 27 septembre, jour fixé par le gouvernement pour commencer la restitution à leurs anciens propriétaires de cent un domaines agricoles illégalement occupés en 1975. L'opération devrait être achevée dans un mois.

Le parti communiste, en particulier, a tout fait pour apaiser les esprits. La seule réaction est venue des Groupes de dynamisation de l'unité populaire, qui se sont élevés contre l'impressionnement mis par le gouvernement à corriger les « excès » de la réforme agraire, alors que « des milliers d'hectares restent encore à exproprier ». Selon cette organisation, née de la candidature à la présidence de la République du commandant Olego de Carvalho, « les fascistes et les grands propriétaires veulent démolir les travailleurs pour détruire la réforme agraire et retourner au 24 avril 1974 ».

La première restitution de terres a eu lieu dans le département de Beja, à une centaine de kilomètres au nord de Lisbonne, sans intervention des forces de l'ordre. Dans les autres départements, notamment à Beja et à Évora, il y a eu des réunions aux sièges des gouvernements civils. Les propriétaires et les ouvriers agricoles ont exposé aux représentants des ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur et aux autorités locales leur point de vue sur l'avenir des domaines. Ils ont également discuté la loi, les propriétaires qui ne veulent pas exploiter directement les fonds qu'ils vont récupérer doivent le louer en totalité aux coopératives et aux unités collectives de production. Il semble que bon nombre de propriétaires aient choisi cette solution.

L'avance du parti socialiste

D'autres auraient exigé des indemnités très élevées. Cette question doit être prochainement débattue à l'Assemblée nationale. Dans certains milieux, on considère cette intransigeance des agriculteurs comme une forme de pression sur le pouvoir. Pour la Confédération agricole du Portugal (CAP), les limites maximales de superficie imposées par la loi aux exploitations privées ne leur permettraient pas d'exploiter les terres. Ils assurent qu'on a la CAP, les propriétés privées qui subsistent dans la zone de la réforme agraire seront en situation d'infériorité par rapport aux milices collectives. Celles-ci, qui disposent d'énormes surfaces et de crédits préférentiels, finissent, estiment-ils, par absorber les petites exploitations. Un des responsables de la CAP, à Beja, conclut : « Le ministre de l'Agriculture veut purement et simplement supprimer l'initiative privée ».

Espagne

UNE GRÈVE A PARALYSÉ SANTA-CRUZ AUX CANARIES

Santa-Cruz de Tenerife (A.F.P., Reuters). — Deux mille personnes environ ont manifesté, lundi 27 septembre, à Santa-Cruz de Tenerife, dans les Canaries, pour protester contre la démission des autorités d'interdire la célébration d'une messe à la mémoire de M. Bartolomeo Garcia Lorenzo, un étudiant de vingt et un ans, tué vendredi 24 septembre par la police. La grève a été totale lundi à Santa-Cruz à l'appel des groupes autonomistes canariens et des organisations de gauche.

De violentes incidents ont suivi, samedi 25 septembre, les obsèques de la jeune victime.

De notre correspondant

« Selon lui, la raison est simple : « Le ministre Lopes Cardoso est marxiste ». Ces derniers jours, le ministre de l'Agriculture s'est trouvé en effet au centre des débats. La CAP a exigé son départ, car, selon les agriculteurs, le maintien de M. Lopes Cardoso dans le gouvernement serait en contradiction avec les « bonnes intentions » exprimées à leur égard par M. Mario Soares. Mais beaucoup de socialistes ont senti que le remplacement de M. Lopes Cardoso — qui personnellement est à la gauche du parti — serait, à la veille du congrès du P.S., un geste donné à ceux qui souhaiteraient voir cette formation se rapprocher des mouvements situés à sa droite.

Dans ce contexte, plusieurs socialistes ont suggéré : « Qui est derrière la CAP ? », a demandé la fédération du P.S. de Santarem. Elle poursuit : « Le parti doit connaître la réponse à cette question, car il a eu l'expérience du fascisme ». A Beja aussi, les dirigeants socialistes ont redoublé d'activité. Devant le silence du parti communiste, ce sont eux qui sont parvenus en guerre contre les agriculteurs dans la Confédération. « Si la limite supérieure des terres expropriables était retenue comme le souhaite la CAP, explique un

responsable local du P.S., le nombre des familles expropriées dans tout le pays ne dépasserait pas une dizaine. Et alors, adieu la réforme agraire ». Selon la section du P.S. de Beja, il y a déjà trente-deux coopératives « auto-gérées » échappant donc au contrôle du syndicat d'orientation communiste. Un organisme de coordination, le MUC (Mouvement coopératif unifié), a été mis en place. Ses attaches avec le P.S. sont évidentes. Le MUC s'efforce de former des cadres à la gestion, à la comptabilité. Ses cours sont suivis par un petit groupe de travailleurs agricoles venus de plusieurs coopératives. Avant fait des études un peu plus poussées que la moyenne des travailleurs, ils constituent, de toute évidence, une sorte de petite bourgeoisie rurale sur laquelle le P.S. s'appuiera.

Le lundi 27 septembre, M. Lopes Cardoso a déclaré : « Il y a d'une part ce qui est fondamental, c'est-à-dire un million d'hectares de terres qui, dans le cadre de la loi, ont été dans leur presque totalité déjà expropriés de l'autre côté figurent les 15 000 hectares qui doivent être rendus à leurs propriétaires. La conclusion est simple : il faut retirer aux forces de droite l'argument nuisant que constituent effectivement certaines injustices ».

JOSÉ REBELLO.

Pologne

La Cour suprême réduit fortement les peines prononcées contre des manifestants du mois de juin

De notre correspondant

Vienne. — La Cour suprême polonaise a fortement réduit, le lundi 27 septembre, les peines prononcées en juillet dernier contre sept ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus, près de Varsovie. Les travailleurs, qui étaient accusés d'avoir participé au déraillement d'une locomotive lors des manifestations du 25 juin, avaient été condamnés à des peines de trois à cinq ans de prison. Cette sentence a été transformée en appel par le tribunal suprême à un an de prison avec sursis pour tous les inculpés. Les sept ouvriers ont déjà quitté, indique-t-on, les différentes maisons d'arrêt, situées autour de la capitale polonaise, où ils avaient été transférés.

Dans ses considérants, la Cour note que les sept condamnés étaient considérés avant les incidents du 25 juin comme des « ouvriers modèles » et qu'il faut tenir compte de l'atmosphère de la nuit du 25 juin. Elle a également établi que le trafic ferroviaire sur la ligne Paris-Varsovie, qui passe à proximité de l'usine d'Ursus, avait déjà été interrompu avant que la locomotive ne fût couchée sur le ballast par les manifestants.

En revanche, la Cour a refusé de suivre la défense lorsqu'elle a demandé d'abandonner l'accusation de « sabotage de moyens d'importance » portée contre les sept travailleurs aux termes de l'article 230 du code pénal polonais. Elle s'est opposée de la sorte à une réhabilitation totale des emprisonnés. Cette mesure de clémence n'en confirme pas moins la violence des manifestations du 25 juin. L'Eglise catholique avait, quant à elle, réclamé récemment une amnistie totale. Le parti communiste italien était aussi intervenu auprès de la direction du parti polonais. — M.L.

L'épiscopat doit défendre les travailleurs contre les « initiatives irréfléchies » de l'Etat

affirme le cardinal Wyszyński

De notre correspondant

Vienne. — Contrairement à ce qu'avait affirmé M. Giersek, le 3 septembre dernier, devant des ouvriers d'usine à Mielec, le cardinal Wyszyński a déclaré, le dimanche 27 septembre, qu'il existait des problèmes entre l'Etat et l'Eglise catholique en Pologne. Dans un sermon prononcé dans l'église du Saint-Sauveur à Varsovie, le cardinal a indiqué que, par exemple, la politique gouvernementale en faveur de la laïcisation et de l'athéisme, ainsi que l'indépendance de la jeunesse étaient des sujets d'affrontement avec les autorités. Le communiqué publié à l'issue de la dernière conférence épiscopale, a-t-il dit, attirait déjà l'attention sur ces problèmes. La presse n'en avait donné qu'une version tronquée, ne retenant du document que l'appel à un « travail honnête » lancé par les évêques aux ouvriers.

Le cardinal a également déclaré que l'une des tâches de l'Eglise était aujourd'hui de « défendre les travailleurs contre des initiatives irréfléchies, telles que celles qui ont été prises récemment à l'égard des droits fondamentaux des citoyens ».

« Il est douloureux de voir, a-t-il ajouté, que le monde du travail oppose lutté contre le gouvernement des travailleurs pour ses droits fondamentaux ». Dans le communiqué de leur dernière conférence, les évêques avaient réitéré une amnistie pour toutes les personnes inculpées ou condamnées après les manifestations du 25 juin provoquées par les hausses de prix des principaux produits alimentaires. Ces augmentations avaient donc dû être annulées par le gouvernement. L'appel en faveur de l'amnistie avait été ignoré par les moyens d'information officiels.

La censure exercée par la presse, la radio et la télévision sur les textes d'origine religieuse avait provoqué la semaine dernière une vive réaction de la hiérarchie catholique. Dans une lettre pastorale lue en chaire dans toutes les églises du pays, les évêques déclaraient : « Nous ne pouvons nous taire lorsque les droits fondamentaux des citoyens ne sont pas respectés, lorsque l'Eglise se voit refuser le droit de posséder des moyens de communication de masse et d'exercer sa voix, lorsque la radio, la télévision, le théâtre sont mis au service de l'idéologie matérialiste ».

Les évêques s'étaient plaints en particulier que la censure empêchait la publication intégrale, y compris dans les journaux catholiques, des documents émanant du Saint-Siège ou de l'épiscopat.

MANUEL LUCIBRAT.

EUROPE

AVANT LES ÉLECTIONS DU 3 OCTOBRE

ENCOMBRANTE ALLEMAGNE

II. — Un chantier interrompu

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Sept ans après avoir accédé au pouvoir, les sociaux-démocrates allemands et leurs alliés libéraux affronteront leurs adversaires le 3 octobre dans un scrutin difficile. Accusé par une partie de la jeunesse et des syndicats d'avoir fait évoluer le S.P.D. vers la droite, le chancelier Schmidt, qui mise essentiellement sur la bonne santé de l'économie allemande, n'est pas parvenu pour autant à rassurer ceux qui craignent en R.F.A. une lente « subversion » marxiste. (Le Monde — du 28 septembre.)

Hambourg. — Doris F., vingt-neuf ans, est institutrice dans le quartier d'Altona, où tout un petit peuple de Turcs et de Grecs campe — comme les trois millions de travailleurs immigrés de la R.F.A. — à l'orée de la société allemande. Elle dit : « Je suis d'une famille de petits fonctionnaires de la région de Bonn. Mes parents votent C.D.U. Pour moi, tout a commencé en 1969. J'ai passé six mois en France, à Vincennes, à l'époque des bagarres entre policiers et gauchistes. De retour en Allemagne, j'ai décidé de militer quelque part. Le plus à gauche possible. »

Doris appartient aujourd'hui au S.P.D. (marxiste) et avoue n'être venue à Hambourg, ville libre de tradition socialiste et vieux fief S.P.D., que « pour sentir au moins autour de soi beaucoup de camarades politiques ». Wolfgang S., trente ans, est avocat à l'université de Münster et conseiller municipal, membre — comme sa femme — des Jeunes Socialistes (Jusos). Dans son bureau, les œuvres complètes de Marx et de Lénine encadrent une boîte à musique qui joue l'Internationale. Aucun point commun avec Doris. Mais il dit, lui aussi : « Pour nous, tout a commencé en 1969. Nous sommes entrés en S.P.D. pour essayer de remettre le parti sur le chemin du socialisme. En Allemagne, un parti comme le P.S.T. n'aurait aucune chance. Aujourd'hui, je suis désolé, mais je reste quand même au parti. Malgré tout ce qu'il a pu faire, il a encore la confiance des travailleurs. C'est un fait. Si je quittais le S.P.D., j'aurais l'impression d'être orphelin, suspendu dans le vide. C'est une chose bien difficile à faire comprendre aux camarades socialistes que je rencontre en France. »

Deux exemples caractéristiques des réflexions désappointées que l'on peut recueillir dans l'Allemagne pré-électorale. Caractéristiques d'abord pour la référence

quasi automatique à 1969. Il n'est pas sûr que l'on ait bien mesuré, en France, la rupture qu'ont représentée pour la R.F.A. les élections du séisme Bundestag, en septembre 1969, la fin de la « grande coalition », l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir et de M. Willy Brandt à la chancellerie. L'Allemagne reconstruite par ses fils, réhabilitée par Konrad Adenauer et réintégrée au monde occidental, faisait brusquement craquer les courbes psychologiques de l'après-guerre, transgressait les tabous de la guerre froide et choisissait de mettre le cap sur un « socialisme » qui n'était plus un rêve interdit.

« Nous sommes placés, en R.F.A., devant la nécessité de procéder à de vastes réformes. Non, nous ne sommes pas à la fin de notre démocratie, nous sommes à nos véritables débuts. » Le mouvement plus ample qui se dessina ensuite — et notamment aux élections de 1972 — autour de M. Willy Brandt figura un élan général assez extraordinaire vers les réformes. « Initiatives » politiques d'intellectuels, interventions spectaculaires d'écrivains comme Heinrich Böll, énorme poussée de contestataires dirigée contre la vieille société chrétienne-démocrate, conformiste et disciplinée, lourdement attelée, depuis 1949, à l'effort de production et obéissant encore aux réflexes d'auto-mutilation politique, facteur supplémentaire d'immobilisme.

Insister, comme on le fait aujourd'hui, sur le « retour à droite », énumérer avec l'alle gauche du S.P.D. toutes les réformes oubliées ou les projets enlisés dans les marécages de la politique politique risque de suggérer une image assez inexacte de la réalité allemande. N'importe quelle promesse à Brême, Düsseldorf ou Hambourg montre, au contraire, à celui qui n'était pas venu depuis 1969, d'innombrables évidences de changement. Moins que les symboles habituels de la prospérité — cette Allemagne du « design » coussin des Mercedes, des pelouses peignées et des « High Fidelity » qui frappent l'imagination française, c'est la nouvelle « permissivité » qui surprend. Le côté plus dégraffé, plus décontracté d'une société déjà post-industrielle impressionne que l'on retrouve aussi bien dans les familles, les entreprises, les mass media. L'armée elle-même, dont les soldats chevelus stupéfient les Français accablés à leur propre mythologie allemande. Comme à, en sept années, on avait tout de même soulevé un couvercle : ouvert des « chantiers » dans tous les secteurs de la vie sociale en faisant passer quelques grands courants d'air sur

la vie allemande. Et c'est à ce « déblocage » — que pensent les procureurs irrités de la C.S.U. lorsqu'ils accusent les sociaux-démocrates d'avoir précipité le pays dans le « désordre », voire dans le « chaos ». Tout dépend du point de vue.

C'est un fait pourtant que le grand élan réformateur des années 1969-1972 s'est arrêté en chemin. Les Jeunes Socialistes, qui rêvent, non sans naïveté, de réconcilier le S.P.D. avec le marxisme qu'il a officiellement abandonné dès 1969, les intellectuels en général, n'ont pas tort de reprocher au parti social-démocrate de n'avoir vraiment tenu à peu près aucune des grandes promesses de cette espèce de « traité » constitutionnel que fut 1969. Dans chaque domaine et sur chaque projet, des freins ont joué puissamment : résistance des alliés S.P.D. tirant sans cesse la coalition vers la droite ; blocages du Bundestag (conseil fédéral), cette « machine à casser les réformes » ; et, dans l'opposition chrétienne, résistances des gouvernements locaux dans les Länder aux mains de la C.D.U. ou de la C.S.U., conservatisme du tribunal constitutionnel de Karlsruhe, ou plus simplement amère nécessité des finances publiques. D'où ce sentiment d'inachèvement, de compromis timide, qui vaut aujourd'hui au S.P.D. le bien désagréable privilège d'être perçu à gauche et à droite.

Cogestion et avortement

Et pourtant — en dépit des freinages et des renoncements, suffisamment de choses ont changé en sept ans pour que l'Allemagne, si sensible à ce péril, puisse se sentir (ou s'imaginer) menacée dans sa cohésion et donner l'impression de regretter le vaste « consensus » libéral assez monolithique de l'époque Adenauer. Quelques exemples sont nettement.

Introduite dès 1961-1962 par l'occupant britannique — pressé de limiter le pouvoir des industriels de la Ruhr — la « cogestion » des entreprises fut longtemps citée comme un exemple à suivre dans les pays voisins soumis, eux, aux affrontements sociaux plus qu'au « sociale Partnerschaft ». D'un gouvernement socialiste qu'ils avaient soutenu, les syndicats attendaient un élargissement considérable du système jusqu'à une éventuelle représentation paritaire des travailleurs et des actionnaires. Or,

après la loi de janvier 1972 étendant la cogestion à plus de quatre cents entreprises (six millions de salariés) et malgré un nouveau projet d'aménagement très libéral de 1974, le F.D.P., défenseur du patronat au sein de la coalition, parvint en 1975 à faire écarter de facto la notion de parité : représentation séparée des cadres, au comité d'entreprise, voix prépondérante du président, choisis parmi les actionnaires ; nomination possible du directeur contre l'avis des salariés, etc.

Ainsi, la cogestion à l'allemande, sans manquer totalement d'intérêt, n'était plus qu'une disposition assez théorique ne touchant à rien d'essentiel aux yeux du patronat. Les syndicats, durent se contenter d'une amélioration assez substantielle des mécanismes de protection sociale (retraites, sécurité du travail, etc.). « Il suffirait peut-être que se produise une nouvelle crise économique, commente à Brême, un ancien responsable syndical, pour qu'on s'aperçoive des limites de la société de compromis et de la faiblesse « paix sociale » en Allemagne. »

Dans un autre domaine, ce furent cette fois les pressions conjuguées de l'opposition des Églises et du tribunal fédéral qui empêchèrent, après cinq années d'affrontements politiques, que soit promulguée une loi très libérale sur l'avortement (article 218 du Code pénal). Réforme réclamée dès 1971 par un mouvement féministe aux revendications similaires à celles des Françaises et relayé au sein du commandement des « trois K » (Kinder, Kirche, Küche : enfants, église, cuisine).

Adoptée le 12 février 1976 après que le tribunal fédéral eut, le 18 juin 1974, déclaré anticonstitutionnel un premier texte voté le 5 juin, la nouvelle loi plus restrictive n'autorise l'interruption de grossesse que dans des cas limités. Les Länder chrétiens-sociaux s'opposent en outre assez souvent, dans la réalité, à une pratique même légale de l'avortement. A Hambourg, les producteurs du « téléfilm » allemand télévisé Panorama, qui entendaient dénoncer ce blocage dans leur dernière émission du 12 septembre, ont dû y renoncer sous la pression du gouvernement.

Ce « pas en arrière » paraît avoir déçu si nettement les femmes dont les suffrages, plus nombreux que ceux des hommes, sont bruyamment sollicités par les deux grands partis qu'un proche

collaborateur de M. Helmut Kohl, évoquant le rôle joué par la C.D.U. en la matière, reconnaît sans équivoque : « C'est vrai, nous aurons certainement des problèmes avec les femmes de vingt à trente ans. » Et cela alors même que M. Alfred Dregger (C.D.U.) peut s'indigner dans Stern des réformes « amicales » imposées par le S.P.D. et dénonce l'avortement en ajoutant : « Nous ne voulons pas d'une société de play-boys et de vieux. » Déception.

La guerre pour l'école

Mais c'est probablement au sujet de l'éducation et face aux problèmes de l'université que le gouvernement social-démocrate a fait lever les plus violentes tempêtes tout en suscitant les plus nettes déceptions. L'Allemagne fédérale accusait, en la matière, un retard contrastant singulièrement avec son « avance » économique et sociale. Peu d'étudiants diplômés comparé au reste de l'Europe, pas assez de professeurs et un enseignement au contenu démodé ; et cela, alors même que, avec un certain décalage sur la France, les gros « contingents » démographiques de l'après-guerre arrivaient au seuil de l'université. Condamné à mener de front — et au plus mauvais moment — des réformes quantitatives et qualitatives, le gouvernement s'est embourbé dans un inextricable maquis.

Certes, si l'on s'attache aux seules statistiques, les résultats sont spectaculaires : nombre d'étudiants multiplié par deux en dix ans, création d'une douzaine de facultés, triplement du nombre des bacheliers, doublement du corps professoral, etc.

Les problèmes, hélas ! paraissent avoir suivi la même progression arithmétique. L'aspect politique d'une question aussi « porteuse d'idéologie » explique le développement, outre-Rhin et autour de l'école en général, d'une effrayante querelle qui rappelle aujourd'hui nos affrontements d'avant-guerre sur la « laïcité ». Soulignant l'irruption dans le corps enseignant d'une génération marquée à gauche, la C.D.U.-C.S.U. accuse les sociaux-démocrates d'avoir laissé transformer l'école et l'université en « foyers de propagande marxiste ». En Allemagne, il est vrai, la politisation rapide de l'appareil d'enseignement put sembler plus spectaculaire qu'ailleurs, et certaines universités comme à Berlin, Heidelberg, Brême, Hambourg, devinrent effectivement des « bastions » d'extrême gauche en rupture avec « l'establishment ». Simultanément, la « génération

de Rudi Dutschke » entraînait en masse dans l'enseignement secondaire pour, dans certains cas, entamer la « longue marche » dans les institutions recommandées en 1970 par l'ancien leader de la contestation étudiante.

Trouvant des accents d'apocalypse, la droite crut voir là un « danger mortel » pour la société libérale et réclama une « chasse aux extrémistes » dont aujourd'hui les jeunes enseignants font principalement les frais. D'autre part, les restrictions budgétaires vinrent limiter les programmes réformateurs les plus ambitieux, dont la mise en œuvre était déjà compliquée par le partage de compétence entre les Länder et le gouvernement fédéral, tandis que l'augmentation des effectifs se révélait insuffisante face aux nouveaux besoins. D'où de nombreux « retours en arrière », l'institution d'une sélection très répressive à l'entrée des facultés et la promulgation, en décembre 1975, d'une loi restaurant la « discipline de jadis ».

« On en revient peu à peu à l'état d'esprit d'autrefois », murmure un membre du F.D.P. Les réformes inachevées incitent les jeunes à l'« conformisme ». Pour réussir, l'étudiant qui est jugé sur le travail de l'année doit plaire aux professeurs, l'apprenti à son maître, le jeune employé à son chef de service. D'où le retour au vieux réflexe allemand : une attitude « Untertanhaft » (de sujet).

La cogestion, l'avortement, l'école : ce ne sont là que des exemples. Dans bien d'autres domaines, la volonté réformatrice de 1969 s'est progressivement éteinte : ajournement de la loi sur le divorce, qui ne sera applicable qu'en 1977, renforcement de l'appareil répressif en matière pénale, absence de réforme foncière et timidité des réformes fiscales combattues par la droite, etc. Au total, l'œuvre législative des sociaux-démocrates, même si elle s'est accompagnée de profonds changements de société, demeure assez modeste. En revanche, l'enflure bureaucratique et le « clientélisme » partisan — thèmes favoris de l'opposition — n'ont pas toujours été évités par un parti vaguement américanisé.

Toutes ces entreprises apparemment contestées sont néanmoins peu de chose au regard du grand projet des années 1969-1972, qui, lui non plus, n'a pas combié tous les espoirs : l'« Otopolitik » ou l'ouverture vers l'Est.

Prochain article :

AU PIED DU MUR



Comment voulez-vous travailler dans des conditions pareilles ?

Roneo: l'aménagement intelligent de l'espace de travail.

Pendant des années, une conception unique a dominé le monde du travail : le bureau cloisonné. Puis son inadéquation aux nécessités du travail en équipe donna naissance à une solution totalement opposée, l'espace ouvert, qui noyait l'homme dans une foule anonyme.

Roneo remet en cause le cadre de travail pour définir les critères essentiels de l'aménagement de l'espace à visée humaine : la recherche de l'équilibre psychologique de l'homme au travail et son confort physiologique. Sans négliger pour autant pour l'aspect fonctionnel et économique.

Une des meilleures illustrations en est le système Roneospace. Il cumule les avantages du bureau traditionnel et ceux du bureau paysage.

Roneospace pour communiquer.

Le système Roneospace recrée, par un jeu de panneaux, le volume de travail sous forme d'un aménagement semi-ouvert. Une face d'accès au moins est toujours libre pour optimiser la qualité des communications, cette exigence du management moderne.

Ces panneaux insonorisés et articulés sur des poteaux peuvent recevoir, grâce à des crémaillères, tous les éléments nécessaires aux activités de bureau : surfaces de travail, équipements techniques, (câblages intégrés), éléments de rangement et de classement, etc.

Roneospace pour s'isoler.

Ces éléments modulaires offrent toute liberté pour concevoir les volumes de travail les plus variés. Chacun peut recréer son propre « univers » en jouant avec la palette des revêtements et coloris et en incorporant aux panneaux des éléments décoratifs : vitres teintées ou décorées, bacs à plantes, etc.

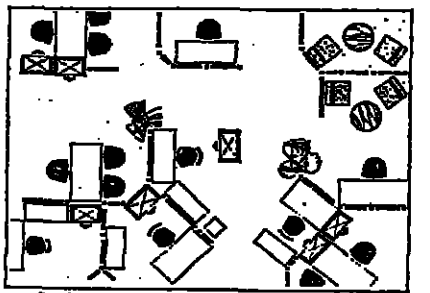
Le système Roneospace permet une utilisation évolutive de l'espace.

Ses volumes peuvent être modifiés et déplacés pour s'adapter à l'évolution des structures de l'entreprise.

Pour l'humanisation du cadre de travail.

C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau, (reprographie, mobilier, classement, aménagement d'espace) que Roneo peut mieux

comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail. Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.



Exemple d'aménagement, semi-ouvert, au Roneospace/R72.

Si vous désirez recevoir une documentation ☐ ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo ☐ mettez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après l'avoir complété, à Roneo - 74, bd du Général-Leclerc-93260 Les Lilas, ou téléphonez au 843.6101 poste 409.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

LN A 28.9

Roneo. N°1 européen de l'équipement de bureau.
SICOB - Stands 1244 et 1245
Zone B niveau 1.

سكرا بنو المرحلي

EUROPE

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les socialistes reprennent confiance

(Suite de la première page.)

M. Carstens, ministre des affaires étrangères d'un éventuel gouvernement chrétien-démocrate, a me fait très vite comprendre qu'il ne pensait pas à von Papen, noir, blanc, rouge ou dehors (les anciennes couleurs du Reich) et intérieure-ment conservateur jusqu'à la moelle. Ces saillies font rire et égalent un discours ressemblant souvent à une leçon d'économie politique un peu simpliste, mais qui donne au public l'impression de comprendre une matière très complexe.

L'index pointé vers ses auditeurs, M. Schmidt développe les différences entre la crise de 1929 et celle de 1974-1975. Autrement dit, on a commis l'erreur de mener une politique déflationniste ; « et M. Kohl, ce noli, nous conseillait d'en faire autant ». Mais on ne l'a pas écouté, on a dépensé plus d'argent qu'on en avait. Sans faire marcher la planche à billets, mais en empruntant auprès de nous, messieurs et mesdemoiselles, qui avez beaucoup épargné, et nous en remercions. Avec cet argent, on a fait des programmes conjoncturels pour relancer l'activité et on a même prêté de l'argent aux Italiens, « non pour leurs beaux yeux, mais pour qu'ils restent solvables et continuent à acheter des produits allemands. L'objectif principal des prochains mois est le rétablissement du plein emploi, mais la reprise est encore trop fragile pour qu'on la confie à Strauss ».

Profitant des applaudissements, M. Schmidt boit une gorgée de Coca-Cola pour s'égayer la voix. A Hanovre, un petit vent glacial le contraint à mettre la casquette qu'il affectionne, celle des marins du Nord, étroite, à haut brandebourg ; mais, dans le Sud, et sur-

tout en Bavière, il ne la porte pas : il ferait étranger. Sur la Marienplatz de Munich, où le lieutenant de la milice égrenne les heures, les musiciens portent des chapeaux verts à plumes blanches et des culottes de peau.

Adenauer à la rescousse

Après avoir souligné les mérites de sa gestion économique, le chancelier consacre un long développement à la paix sociale qui « repose sur deux piliers, les syndicats et la législation sociale ». Il prend vigoureusement la défense des organisations syndicales mises en cause par la démocratie chrétienne. Cette attaque s'est révélée très maladroite, car elle a mobilisé la grande majorité des syndicalistes autour du S.P.D., même ceux déçus par sa politique. M. Schmidt en profite : « Nous sommes fiers d'appartenir à un syndicat et au parti social-démocrate qui sont les deux composantes indissociables du mouvement ouvrier », déclare-t-il. Str de son effet.

Pour répondre à la campagne C.D.U.-C.S.U. qui se présente comme le seul défenseur de la liberté, les sociaux-démocrates et M. Schmidt lui-même ont « gauchisé » leurs arguments. Un vocable disparu depuis des années réapparaît : « Nous, les sociaux, nous ne gardons pas notre drapeau dans notre poche », dit le chancelier qui rappelle plus les chrétiens-démocrates que les « noirs » ou les « réactionnaires ». Se référant à la doctrine sociale de l'Eglise, aux enseignements de Jean XXIII et au fondateur même de l'Union chrétienne-démocrate, Conrad Adenauer s'indigne de la « déchéance spirituelle » de la C.D.U.-C.S.U.,

« pour laquelle le terme socialisme est devenu une insulte ». Alors vient un aveu qui étonne même ses partisans : Les allocations familiales égales pour tous, c'est un petit bout de socialisme, je n'ai pas peur du mot. Il veut continuer la politique des réformes intérieures et s'adresse tout particulièrement aux femmes. Il énumère les mesures prises en leur faveur depuis sept ans, la libéralisation de l'avortement, du divorce, le nouveau droit de la famille, que « les chrétiens patentés de la C.D.U. » ont essayé d'empêcher.

La politique étrangère est totalement absente, mais M. Schmidt consacre son dernier développement aux relations interallemandes. Il dénonce des propos tenus par un obscur député chrétien-démocrate qui demandait que les gardes-frontières ouest-allemands ripostent quand leurs vis-à-vis orientaux tirent sur des fugitifs. « Un commencement à tirer, puis l'autre, puis le premier riposte, et l'on ne sait pas où ça s'arrête », il souligne son propos en désignant du doigt les quatre points cardinaux. Son indignation n'est pas feinte, mais, comme pour un grand acteur, chaque geste compte. Il porte les deux mains au niveau de son cou et crie : « Nous, Allemands, des Justices, nous en avons jusque-là ».

Depuis la politique à l'Est, les voies de transit ont été utilisées soixante et un millions de fois ; quinze millions de Berlinois et neuf millions d'Allemands de l'Ouest se sont rendus en R.D.A. « quatre-vingt-cinq millions d'oc-

casions de rencontre qui ont fait plus que tous les cocoricos nationalistes », de la C.D.U.-C.S.U. « Je ne dis pas que M. Strauss veut la guerre, conclut le chancelier : je dis que M. Kohl est trop faible pour fermer la gueule de ses excités. » Il cherche moins à convaincre le public, où les contradicteurs sont pratiquement absents, qu'à mobiliser les énergies et à fournir des arguments à ses sympathisants. Ses discours ont un effet pédagogique, malgré une polémique dure et parfois même triviale. Peut-être M. Helmut Schmidt souhaitait-il un autre style de campagne ? « Nous sommes comme une équipe de football qui serait toute seule, dit-il. Nous attendons sur le terrain, et la C.D.U.-C.S.U. reste dans les tribunes pour nous jeter des bouteilles vides. » Il s'en distrait grâce à la musique, comme à Passau, l'autre soir, en jouant sur l'orgue de la cathédrale — dix-sept mille tuyaux, deux cent huit jeux, un des plus grands instruments du monde — une œuvre de Jean-Sébastien Bach.

DANIEL VERNET.

En Finlande, le président Urho Kekkonen a demandé au premier ministre démissionnaire, M. Martti Miettunen (Parti du centre), de constituer un cabinet minoritaire avec la participation des centristes, des libéraux et du parti populaire suédois. Les deux autres partenaires de l'ancienne majorité, les sociaux-démocrates et les communistes, ont déclaré ne pas vouloir participer au nouveau gouvernement. — (U.P.J.)

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.
3 qualités allemandes.

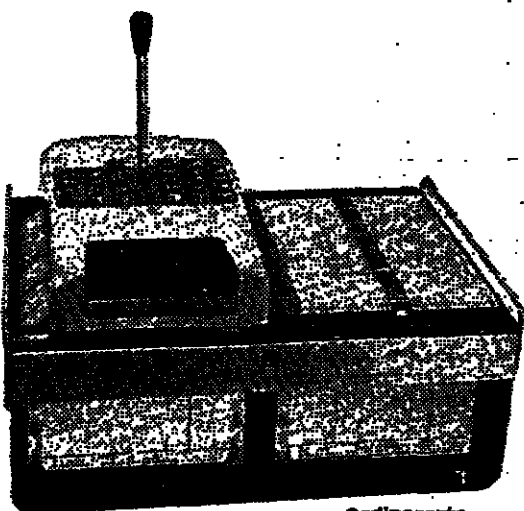


LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

SICOB niveau 4 - Zone E stand 4501

Documentation sur demande à :
Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.21.91

Entre les grands moyens et pas de moyens du tout, voici la solution pour votre classement



Ordinacarta.

Pour leur classement, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'un système informatique sophistiqué.

Mais aucune entreprise ne peut se passer de classement. Ordinacarta permet la recherche directe des fiches dans leur logement et leur sélection selon des combinaisons multiples. Pas de reclassement des fiches, Ordinacarta se charge de les retrouver.

Exemples d'application : analyses de clientèle, planning d'achat, gestion du personnel, des stocks, documentation.

La gamme Fichier Sélection ? du moyen de classement manuel au moyen de recherche électronique, des équipements éprouvés par des milliers d'applications adaptées à chaque cas.

FICHER SÉLECTION

Du 25 Septembre au 1^{er} Octobre, présentation et démonstration de toute la gamme Fichier Sélection sur le stand Sicob n°1405-niveau 1-zone D

Je souhaite recevoir votre documentation FICHER SÉLECTION. B.P. 5, 92170 Vanvès

NOM _____
ENTREPRISE _____
ADRESSE _____
TELEPHONE _____ POSTE _____

Quand un homme N°1 nous dit qu'il arrive. Nous sommes prêts à le recevoir.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



LA VOITURE EST RETENUE. LES PAPIERS SONT PRETS. VOUS PARTEZ.

Nous savons ce qu'il faut faire quand un homme N°1 nous téléphone pour nous dire qu'il va atterrir sur l'un des grands aéroports d'Europe ou d'Amérique du Nord et qu'il a besoin d'une voiture, arrivé à destination. Et nous le faisons.

Nous remplissons son contrat de location par avance. Comme cela, il n'a pas à le faire à son arrivée. Il n'a plus qu'à le signer, prendre ses clés et partir au volant de la voiture entièrement nettoyée et contrôlée que nous mettons à sa disposition.

Adhérez vous aussi au Hertz N°1 Club*. A votre arrivée, vous n'aurez plus qu'à signer et prendre le volant de la voiture que vous aurez demandée : une Ford Escort ou Granada, ou une autre grande marque. Appelez le numéro qui se trouve en bas de cette page, ou celui de votre agence de voyage, et dites-nous quand et où vous voulez votre voiture. Elle sera au rendez-vous.

Pas de frais d'inscription. Plus jamais de formulaires. Pourquoi perdre du temps à louer une voiture ? Demandez votre inscription au Hertz N°1 Club, à n'importe quel bureau au comptoir Hertz. Ou la prochaine fois que vous louerez une voiture chez nous, demandez à être inscrit automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.

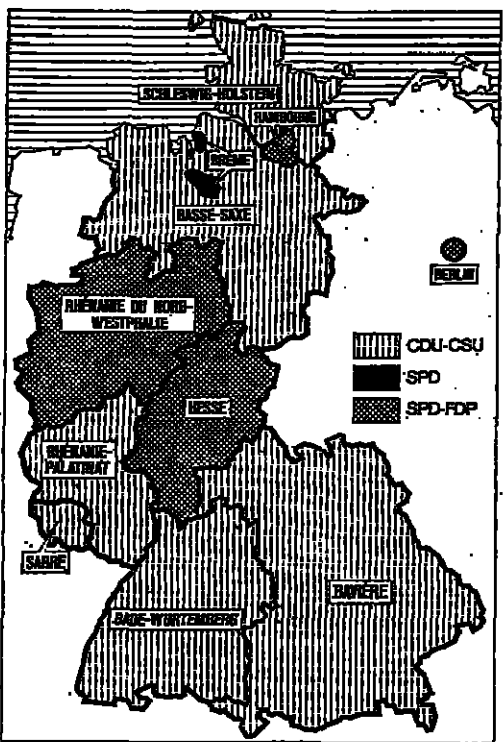


Hertz N°1 Club.
788.51.51

TELEPHONEZ. SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

L'ÉVÉNEMENT

LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE



La République fédérale se compose de dix Länder (États) de superficie et d'importance démographique très inégales. La structure fédérale est inscrite dans la Loi fondamentale et ne peut être remise en question par une révision constitutionnelle. Les Länder disposent d'un Parlement (Landtag) et d'un gouvernement dirigé par un ministre-président. Ils ont compétence exclusive en matière de police et d'éducation, et légifèrent conjointement avec le Bund (Fédération) dans une vingtaine de domaines.

Quarante et un millions six cent mille électeurs ouest-allemands sont appelés à élire le 9^e Bundestag le dimanche 3 octobre. Trois mille deux cent quarante-cinq candidats, représentant dix-sept partis, sollicitent les suffrages. Cinq cent quarante-cinq se présentent uniquement dans une circonscription et deux mille sept cents sur les listes établies par Land (État) pour quatre cent quatre-vingt sièges à pourvoir. Bien que les femmes représentent 53 % du corps électoral, il n'y aura que quatre cent quinze candidates.

Depuis 1971, tous les citoyens allemands ayant atteint l'âge de dix-huit ans depuis trois mois au moins à la date des élections et domiciliés en R.F.A. ont le droit de vote. L'éligibilité est également fixée à dix-huit ans depuis le 1^{er} janvier 1975.

Sur les dix-sept partis ayant été autorisés à présenter des candidats, seuls quatre sont sûrs d'avoir des élus : le parti social-démocrate (S.P.D.), l'union chrétienne démocrate (C.D.U.) qui se présente sur tout le territoire de la République fédérale à l'exception de la Bavière, l'union chrétienne sociale (C.S.U.) qui ne se présente qu'en Bavière, et le parti libéral (F.D.P.). En 1972, les autres formations n'ont obtenu que 0,9 % des suffrages, et il est peu probable qu'il en aille autrement cette année.

Le S.P.D. et le F.D.P. ont annoncé clairement leur intention de maintenir leur coalition en cas de victoire, pour mettre un terme à la cure d'opposition qu'elle suit depuis sept ans. La C.D.U.-C.S.U. doit donc obtenir la majorité absolue. Elle compte plus, à cette fin, sur des réactions émotionnelles que sur

la force de conviction de ses arguments politiques. Avec son slogan « La liberté au lieu du socialisme » qui lui a été imposé par son aile droite, elle a réussi à mobiliser ses adhérents et sympathisants dans une mesure inconnue lors des précédentes campagnes.

La coalition s'est trouvée, au contraire, sur la défensive. Elle demande aux électeurs un nouveau mandat pour « poursuivre une politique qui a réussi », mais elle n'a pas été capable de proposer un ou deux grands thèmes propres à galvaniser les énergies de ses partisans.

Tous les instituts de sondages s'accordent à prévoir un résultat serré, mais les pronostics sont rendus difficiles par l'extrême complication du système électoral ouest-allemand.

DANIEL VERNET.

DEUX VOTES PAR ÉLECTEUR

La Loi fondamentale de la République fédérale qui tient lieu de Constitution ne prévoit pas un mode électoral précis. Son article 38 porte seulement : « Les députés au Bundestag allemand sont élus au suffrage universel, direct, libre, égal et secret. Ils représentent l'ensemble du peuple, ne sont tenus ni par des mandats ni par des instructions et ne sont soumis qu'à leur conscience. »

Le système électoral a été défini dans une loi adoptée en 1949, mais qui a été modifiée depuis à quatre reprises. Sa complexité est grande. Le Bundestag comprend normalement cinq cent dix-huit députés, dont vingt-deux représentant Berlin-Ouest. Ces derniers sont désignés selon une procédure particulière en

raison du statut spécial de la ville. Ils sont, en effet, élus non pas par la population berlinoise, mais par le Sénat de la ville, qui les choisit en son sein, sur proposition des groupes parlementaires. Les députés berlinois ne sont pas des députés à part entière : ils ne disposent pas du droit de vote, sauf en commission. Ils participent toutefois à l'élection du président de la République et du président du Bundestag, mais pas à la désignation du chancelier.

Les quatre cent quatre-vingt seize autres députés sont élus selon le système dit de la « représentation proportionnelle personnalisée ». Chaque électeur dispose de deux voix. Avec la première, il vote pour l'un des candidats qui, dans sa circonscription — il en existe deux cent quarante-huit — briguent son suffrage. Le candidat qui recueille le plus de voix (majorité simple ou relative) est élu. Deux cent quarante-huit députés entrent ainsi au Bundestag grâce à un « mandat direct ». En 1965 et 1969, seuls la C.D.U.-C.S.U. et le S.P.D. ont obtenu de tels mandats.

Les deux cent quarante-huit restants sont désignés d'après les listes de candidats présentées par les partis dans chacun des dix Länder (États). L'électeur donne donc sa deuxième voix, au niveau de son Land, non plus à un homme, mais à un parti. La répartition globale des mandats dans chaque Land s'effectue de façon à accorder à chaque parti, sièges directs et mandats de liste

de vingt : treize C.D.U. (mandats directs), huit S.P.D. (un « direct » et sept mandats de liste). Une situation analogue s'étant produite en 1965 pour un siège, le Bundestag élu en 1969 compte cinq députés de plus que prévu.

Il convient cependant de noter que les partis n'ont pas automatiquement accès à la représentation proportionnelle. Afin d'éviter un éparpillement des forces politiques, des dispositions restrictives ont été introduites dans la loi électorale. Elles ont d'ailleurs été durcies au fil des années. En 1949, un parti devait, pour avoir droit à la représentation proportionnelle, obtenir un siège direct ou 5 % des suffrages dans un Land. En 1953, la loi exigea que

TROIS PARTIS AU PARLEMENT

S.P.D.

Le parti social-démocrate (S.P.D.) est le plus ancien parti allemand. Fondé en 1863, il a été interdit sous Bismarck puis sous Hitler, et il a repris son activité en 1945. Il compte aujourd'hui près d'un million de membres : les ouvriers représentent moins de 40 % de ses adhérents, les employés et les fonctionnaires, 30 %.

En 1969, le S.P.D. a abandonné toute référence au marxisme, lors de son congrès de Bad-Godesberg. Il a adopté un pro-

gramme axé sur l'économie sociale de marché, dont il se propose simplement de corriger les abus, selon le principe « concurrence autant que possible ; planification autant que nécessaire ».

Le parti ouvrier est devenu un « parti du peuple », cherchant à attirer le centre qui, selon son président Willy Brandt, a compris « l'idée d'une continuité dans le changement ».

Après s'être opposé avec la plus grande énergie au réarmement de l'Allemagne, à la politique d'intégration européenne et à l'intégration de la R.F.A. dans l'alliance atlantique, le S.P.D. a admis la nécessité d'une politique de défense et ne veut pas être en reste sur la déprogrammation chrétienne tant dans la politique européenne que dans la politique atlantique.

Cette nouvelle orientation du parti n'a pas été étrangère à l'amélioration constante de ses positions électorales depuis 1961, jusqu'au triomphe de 1972, où le S.P.D. devenait le premier parti ouest-allemand. En 1969, les sociaux-démocrates participaient pour la première fois au gouvernement dans un cabinet de grande coalition avec la chrétienne démocrate. En 1969, la chancellerie M. Willy Brandt, président du parti depuis 1964. Tout en conservant ce dernier poste, celui-ci devait céder la place à M. Helmut Schmidt, en mai 1974, à la suite de la découverte des activités d'espionnage de l'un de ses collaborateurs directs, le général Guilleme. Bien qu'il estime que l'intégration européenne et l'alliance atlantique doivent rester la base

de la politique étrangère de la R.F.A., le S.P.D. a été à l'origine de la normalisation des rapports avec l'Europe de l'Est. Il est favorable au développement de la coopération économique, scientifique, technologique et culturelle avec les pays socialistes, rendu possible par les traités avec Moscou, Varsovie et Berlin-Est, et il insiste sur la nécessité de dialoguer avec le tiers-monde.

En matière économique, le parti de M. Brandt est en général plus à gauche que la politique suivie par le chancelier Schmidt. L'orientation souple des investissements, la protection de l'environnement, les interruptions sur la finalité de la croissance, passent au second plan après la « gestion de la crise ».

Sie haben 2 Stimmen

hier 1 Stimme (à gauche) **hier 1 Stimme** (à droite)

Stimmzettel

Parti	Candidate	Stimmzettel
CDU	Schmitt, Mathias	<input type="radio"/>
SPD	Kolvenbach, Franz	<input type="radio"/>
FDP	Dr. Jansen, Hildegard	<input type="radio"/>
XP	Limbach, Josef	<input type="radio"/>

Les indications portées sur ce bulletin de vote (flexible) signifient aux électeurs : « Vous avez deux voix. Ici (à gauche), première voix pour l'élection du député de la circonscription. Là (à droite), deuxième voix pour l'élection d'un liste de Land (partei). » Pour exprimer son vote, l'électeur fait deux croix sur son bulletin, l'une dans la partie gauche, l'autre dans la partie droite, dans les cercles réservés à cet effet.

LES CHAMBRES

Le Parlement se compose de deux Chambres : le Bundestag (Chambre des députés) et le Bundesrat (Sénat fédéral).

Le Bundestag, où siègent les députés, est élu en principe tous les quatre ans.

Le Bundestag a un pouvoir législatif exclusif en ce qui concerne notamment les affaires étrangères, la défense, les questions de nationalité, d'immigration et d'émigration, le change, le crédit et la monnaie, les traités de commerce, les postes et télécommunications.

Il exerce un pouvoir législatif conjointement avec les Länder des États en matière de droit civil et pénal, d'état civil, de dommages de guerre, de droit économique, de prévoyance sociale, etc.

C.D.U.

L'Union chrétienne démocrate (C.D.U.) a été créée après la guerre par des résistants anti-nazis et d'anciens membres du Zentrum (parti catholique). C'est cependant un parti interconfessionnel : 72 % de catholiques et 28 % de protestants. Après avoir tenté la définition d'un « socialisme chrétien », il défend, depuis 1949, les thèses de M. Ludwig Erhard et prône la libre concurrence. L'État devant se borner à corriger par des mesures sociales les excès du capitalisme économique. Son idéologie est empreinte d'un anti-communisme profond.

Dominateur longtemps par la forte personnalité de Konrad Adenauer qui fut chancelier de 1949 à 1963, la C.D.U. considérait qu'il était naturel d'être au pouvoir. Son renvoi sur les bancs de l'opposition l'a plongée dans une crise.

profonde marquée par le remplacement à la tête du parti de M. Kiesinger par M. Barzel, puis de celui-ci par M. Kohl. Avec l'aide de M. Helmut Schmidt, secrétaire général, M. Helmut Kohl, son actuel président, qui est aussi son candidat à la chancellerie, a su transformer la C.D.U. de rassemblement électoral en véritable parti doté d'un appareil et d'adhérents disposés à militer.

Contrairement à son prédécesseur, M. Kohl est largement accepté dans son parti qui rassemble en son sein des courants très divers, depuis les commissions sociales regroupant les syndicalistes jusqu'à l'association économique de tendance patronale, en passant par les organisations de réfugiés. La C.D.U. a d'autre part intégré les anciens membres du parti nazi NPD, qui ont quitté cette formation après son échec aux élections de 1969.

En politique étrangère, la C.D.U. s'est opposée à l'« Ostpolitik » de M. Brandt, mais, officiellement, elle déclare vouloir respecter les traités avec l'Est, cas où elle arriverait au pouvoir. Elle met en garde contre une trop grande faiblesse à l'égard de Moscou et préconise une politique ferme vis-à-vis de la R.D.A. Elle insiste

surtout sur la nécessité de ne pas négliger l'unionification européenne. Dans le domaine économique, les chrétiens-démocrates affirment leur volonté de combattre l'inflation, d'assainir les finances publiques et de lutter contre le chômage en accordant des avantages fiscaux aux entreprises. Ils ont voté la loi sur la cession des grandes entreprises, présentée par la coalition et qui est entrée en vigueur depuis le 1^{er} juillet.

Avec ses organisations de jeunesse et l'Union chrétienne sociale (C.S.U.), la « démocratie chrétienne » compte aujourd'hui plus de 10 millions d'adhérents que le parti social-démocrate : près d'un million.

La C.S.U. est l'avatar bavarois de la démocratie chrétienne. Juridiquement, elle est une organisation indépendante de la C.D.U. Défenseur sourdilleux du fédéralisme et du « christianisme bavarois », le parti constitue un appoint indispensable pour la C.D.U. avec laquelle elle forme un groupe parlementaire unique au Bundestag. C'est un allié parfois gênant, notamment en raison des écarts de langage de M. Franz-Josef Strauss qui s'est régulièrement fait l'idée d'entreprendre son parti à toute la R.F.A.

additionnés, le nombre de députés qui lui reviendrait d'après une répartition proportionnelle à la plus forte moyenne des « secondes voix ». Depuis 1969, seuls la C.D.U.-C.S.U. et le S.P.D. ont obtenu de tels mandats.

Prenez un exemple : soit un Land où il y a dix sièges à pourvoir, dont quatre par mandat direct. Trois partis sont en présence. Le parti A a obtenu trois mandats directs, le parti B un seul, le parti C aucun. Au niveau du Land, les suffrages se répartissent de la manière suivante : parti A : 180 000 voix ; parti B : 130 000 voix ; parti C : 94 000 voix. La répartition proportionnelle sur dix sièges leur donne respectivement cinq, trois et deux mandats. A ses trois sièges directs, le parti A ajoute donc deux sièges de liste. Le parti B, qui avait un mandat direct, peut lui aussi y adjoindre deux mandats de liste. Enfin, le parti C, qui n'avait pas de mandat direct, est quand même représenté au Bundestag grâce à l'élection des deux premiers candidats de sa liste.

Il peut arriver que dans un Land une formation obtienne plus de mandats directs qu'elle n'en devrait avoir de sièges à la proportionnelle. Le cas s'est produit, notamment, en 1961, où dans le Land du Schleswig-Holstein, il y avait quatorze circonscriptions plus, en principe, six sièges de liste. Les candidats de la C.D.U. étaient arrivés en tête dans treize circonscriptions, alors que la proportionnelle sur vingt mandats ne leur aurait attribué que neuf sièges. Le S.P.D., en obtenant huit et le F.D.P. trois, la C.D.U. garde son surplus de quatre sièges, mais, afin de ne pas léser les deux autres formations et de respecter la proportionnelle, on attribua des sièges de liste supplémentaires. Le Schleswig-Holstein envoya donc cette année-là au Bundestag vingt-quatre députés au lieu

L'ACTUEL BUNDESTAG

Le septième Bundestag (1972-1976) comptait (en dehors des vingt-deux représentants de Berlin) : Deux cent trente députés sociaux-démocrates (le S.P.D. avait obtenu 43,9 % des suffrages aux élections du 19 novembre 1972) ; Deux cent vingt-cinq députés chrétiens-démocrates (C.D.U., C.S.U. : 44,2 %) ; Quarante et un députés libéraux (F.D.P. : 8,4 %).

Le gouvernement de coalition libéral-socialiste disposait donc d'une majorité de quarante-six voix.

F.D.P.

Le Parti libéral démocrate (F.D.P.) est la plus petite des trois formations représentées au Bundestag. Affaibli par plusieurs scissions, menacé à diverses reprises de disparition, le F.D.P. n'en joue pas moins un rôle souvent utile de parti-chambrière. Il a fourni le premier président de la République fédérale, Theodor Heuss, ainsi que l'actuel chef de l'État, M. Walter Scheel.

Les effectifs du parti — quatre-vingt-dix mille membres — se sont renouvelés pour près de moitié depuis 1966. Ce mouvement s'est accompagné d'une évolution vers un « libéralisme social ».

En matière économique et sociale, traditionnellement hostile aux Églises, aux syndicats et à la cession ainsi qu'à la dirigisme économique, le F.D.P. a adopté à son congrès de Fribourg, en octobre 1971, des thèses qui manifestent un véritable esprit de réforme.

Sur le problème de la cession, longtemps tabou, le F.D.P. a imposé une loi préservant une représentation particulière pour les cadres dans les conseils de surveillance des entreprises. Ce souci reflète la composition sociologique de l'électorat du parti.

Dans le domaine de la politique internationale et étrangère, le F.D.P. a joué un rôle d'avant-garde sur la question allemande en préconisant dès 1967, la reconnaissance de la République démocratique allemande, la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse et l'abandon par la R.F.A. de la prétention à parler au nom de tous les Allemands. La convergence des positions du F.D.P. et du S.P.D. sur la politique à l'Est a fortement aidé à leur alliance en 1969.

M. Walter Scheel a dirigé la politique extérieure de la R.F.A. jusqu'à son élection, en 1974, à la présidence de la République. Il a été remplacé à la tête du parti comme à son ministère des affaires étrangères par M. Hans Dietrich Genscher.

Parmi les treize autres partis présentant des candidats à ux

élections, il convient de mentionner : — Le parti communiste (D.K.P.), fondé en 1968, fidèle aux thèses de Moscou et de Berlin-Est, qui a recueilli 0,3 % des voix en 1972 ; — Le Groupement international marxiste (de tendance trotskiste) ; — Divers groupes communistes se réclamant du marxisme ; — Le N.P.D., parti national-démocrate (néo-nazi), qui a atteint 4,3 % des voix en 1969, mais qui s'est effondré en 1972 (0,6 %).

Pacer

American Motors

Jean-Charles

24, rue de la République PARIS 11 - Tél. 288-23-48

LA R.F.A. A LA VEILLE DU SCRUTIN (*)

Population : 21,3 millions d'habitants ; P.N.B. : 1 037,8 milliards de DM ; P.N.B. par habitant : 16 550 DM ; Réserves d'or et de devises : 33 milliards de DM ; Exportations : 221,6 milliards de DM ; Importations : 184,4 milliards de DM ; Solde de la balance commerciale : 37,2 milliards de DM ; Taux d'inflation : 4,4 % ; Taux de chômage (avril 1975) : 4,8 %.

(*) Chiffres de 1975.

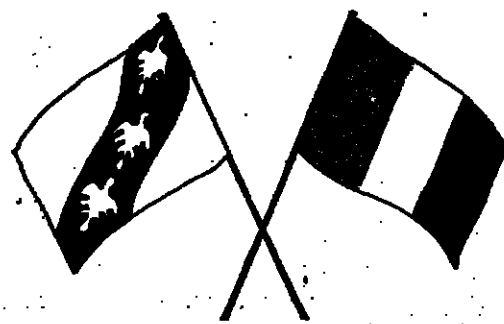
Opération 150

90.000 EXEMPLAIRES...

...en 15 jours



J.J.S.S.



**L'ARME
DE LA
CONFIANCE**

**En
librairie
8Francs**

Editions Robert Laffont

LE MANIFESTE ANTI-INFLATION

LE TEMPS EFFACE-T-IL LES CRIMES DE GUERRE? CEUX QUI ONT SOUFFERT PARDONNENT-ILS A LEURS BOURREAUX?

Le pardon oui, mais pas l'oubli !
explique l'historien C. Manceron.

cette semaine dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

PROCHE-ORIENT

Mémoires de Suez

(Suite de la première page.)

M. Baeyens, qui ne se cache pas de ne nourrir qu'une faible estime pour M. Pineau, l'inscrit ainsi sur la liste des « va-t-en guerre », alors que celui-ci se présente comme ayant été constamment réservé, escopé, soulevé des répercussions de l'affaire sur la politique très « tiers-mondiste » qui avait eu faveur. Le but réel de l'expédition, selon son conseiller diplomatique, était de renverser le régime égyptien et de gagner ainsi la guerre d'Algérie, dont on voulait croire à l'époque que, malgré la faiblesse « parole d'honneur » de Nasser au ministre français des affaires étrangères, elle était entièrement inspirée par le Caire. Parmi les unités engagées dans l'opération, ne se trouvait-il pas un commando « Renseignement-action-protection » aux ordres du colonel Boyer-Vidal, chargé de liquider par surprise les dirigeants caïrotes ? Il ne lui aurait manqué, pour se mettre à l'œuvre, rapports

M. Baeyens, que les « moyens d'acheminement ».

M. Pineau donne de l'objectif de ce que le général Massu n'hésitait pas à baptiser, songeant à Napoléon, la « seconde campagne d'Égypte » une interprétation bien différente. Pour Guy Mollet, alors président du conseil, Nasser était un autre Hitler, et la nationalisation du canal, « un acte d'une gravité comparable à l'Anschluss ou à l'invasion de la Tchécoslovaquie ». Lui-même n'est pas du tout de cet avis : « Nasser ne présentait aucun trait commun avec Hitler » et « un pays a toujours le droit de nationaliser une entreprise, même étrangère, située sur son territoire, sous la seule réserve de la juste et préalable indemnité prévue par les règles internationales ».

Pourquoi, dans ces conditions, M. Pineau s'indignait-il, lui aussi, si fort, au point de s'emporter devant l'ambassadeur d'Égypte ? Parce que le conflit, à l'en croire, ne portait

pas sur la propriété du canal, mais sur son utilisation. Or, de notoriété publique, le Raïs, que l'on appelait pharaon à l'époque le « Bikkachi », ne voulait pas laisser les Israéliens s'en servir. Et le ministre des affaires étrangères avait vu de trop près, en déportation, la détresse des Juifs, pour ne pas se sentir engagé d'honneur à tout faire pour aider les survivants : le passage dans lequel il s'explique sur ce point est sans doute, de tout son livre, le plus sincère et le plus convaincant.

Il est toujours difficile de mener à bien une entreprise quand ses principaux initiateurs lui assignent des objectifs aussi différents. A fortiori, quand il faut assurer le concours d'alliés aux ambitions elles-mêmes contradictoires. La grande idée de Guy Mollet, c'était l'entente cordiale, ce que M. Pineau explique tout bonnement par le fait qu'il avait été professeur d'anglais. Le leader de la S.F.I.O. la poussait si loin que, lors de sa première rencontre avec Eden, alors premier ministre, au len-

demain de la nationalisation du canal, il repart à son compte la fameuse proposition de Jean Monnet, qui, aux heures tragiques de juin 1940, avait fait approuver par Churchill et de Gaulle la fusion des deux nations française et britannique.

Les Britanniques, est-il besoin de le dire, en restèrent pantois. Mais le grand problème avec eux était leur réprobation à apparaître comme les associés d'Israël, alors que celui-ci n'avait pris l'offensive dans le Sinaï qu'avec leur accord formel. D'où des procédés dont l'hypocrisie confinait à l'absurde, et qui gênèrent d'autant plus les Français que ceux-ci avaient accepté de mettre leurs forces sous commandement britannique, en dépit du conseil contraire du général de Gaulle, qui avait été discrètement consulté si l'on en croit M. Pineau. Il fallut recourir à des ruses de Sioux pour aider, sans que Londres le sache, les troupes de Dayan.

De toute façon, les Anglais constituaient le point faible du dispositif. En mauvaise forme physique et nerveuse, rencontrant une forte opposition dans son pays, Eden était voué à craquer à la première pression américaine et soviétique un peu vive. Or les États-Unis s'étaient, dès le début, opposés à l'intervention, quitte pour Dulles, d'après M. Pineau, à le regretter devant lui par la suite. Le président Coty, que le livre de l'ancien ministre des affaires étrangères nous montre singulièrement clairvoyant, s'était permis d'exprimer des doutes et sur l'opportunité d'une opération parfaitement contraire au droit international et sur ses chances de réussite — il avait d'ailleurs réagi de la même manière, révèle M. Pineau, à l'interception de l'avion de Ben Bella, qu'il avait tout bonnement qualifiée de « connerie ». — mais on lui avait expliqué que tout avait été prévu jusqu'à dans le moindre détail.

Sur les détails, précisément, il faut lire le livre de M. Baeyens, qui décrit sans indulgence les rivalités des militaires français et britanniques, essentiellement occupés à se disputer les lauriers de la victoire, le général Stockwell ne dédaignant pas pour sa part de prêter en terre ennemie — des trophées destinés au parc de sa résidence champêtre. Le style théâtral de l'amiral Barjot, qui tenait la campagne de sa vie, y ajoute une note pittoresque, contribuant à faire apparaître toute l'entreprise, avec le recul, comme une triste farce. Bien que M. Pineau soutienne le contraire, il est clair comme le jour qu'elle a précipité la fin de la IV^e République et fortement contribué à ramener la France et la Grande-Bretagne au rang secondaire où elles se trouvent à présent.

Du simple point de vue de la Realpolitik, en mettant de côté les préoccupations morales, il aurait sans doute mieux valu laisser Israël battre seul, comme il en avait les moyens, l'armée égyptienne. L'opération une fois engagée, n'aurait-on pas dû la poursuivre, malgré les mises en demeure soviétique et américaine ? — Peut-on conclure de cette histoire que le crime ne paye pas ? écrit M. Baeyens. « Nous avons été témoins tant sur le plan national que sur le plan international de tellement de violences et d'agressions que l'on n'applaudit pas les coups débandés qu'en cas de réussite complète. Et c'est justement ce qui aurait pu nous arriver en novembre 1956. »

C'est bien le seul point sur lequel il se trouve d'accord avec M. Pineau.

ANDRÉ FONTAINE.

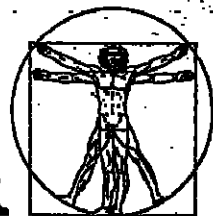
* Christian Pineau, 1956 Suez, 1 vol. de 220 p., aux Ed. Robert Laffont, 38 F.
* Jacques Baeyens, Un coup d'épée dans l'eau du canal, la seconde campagne d'Égypte, 1 vol. de 220 p., aux Ed. Fayard, 39 F.

UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND
LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



L'ÉGYPTÉ MILLÉNAIRE

AVEC CROISIÈRE SUR LE NIL

Voyage culturel de 15 jours avec
Mme Claudine DELLELLE.

conférencière, ancienne élève de
l'École du Louvre, diplômée de
la Faculté des langues orientales
anciennes.

du mercredi 17 novembre 1976
ou samedi 4 décembre 1976

Renseignements et inscriptions :

PEUPLES ET CIVILISATIONS

5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 340-31-66 - Lc. d'Etat 308 A.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Général : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » S.r.l. des Italiens PARIS-IX

1973

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

الشرق الأوسط

PROCHE-ORIENT

GRÈVE GÉNÉRALE EN CISJORDANIE ET A GAZA

Jérusalem (A.F.P.). — Une grève générale a été déclenchée mardi matin 28 septembre en Cisjordanie et à Gaza, en signe de solidarité avec les Arabes d'Israël et pour protester contre le rapport König. Ce document suggère que des mesures soient prises pour freiner l'augmentation de la population arabe en Galilée (le Monde des 8 et 24 septembre 1976).

En Israël, la grève devait se limiter à deux heures et ne touchait que les services municipaux. D'autre part, l'armée israélienne a annoncé que dix-sept fedayin appartenant à trois organisations palestiniennes avaient été arrêtés en Cisjordanie occupée.

Iran

● HAUSSE DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DE L'IRAN. — La production pétrolière iranienne a atteint 5,882 millions de barils par jour au mois d'août, ce qui correspond à près de 90 % de la capacité maximale des puits iraniens. Les exportations ont dépassé cinq millions de barils par jour pour le troisième mois consécutif. Cette tendance à la hausse devrait se maintenir jusqu'à la fin de l'année, les pays consommateurs ayant intérêt à accroître leurs stocks avant le 1^{er} janvier 1977.

Israël

FAIT SANS PRÉCÉDENT

Un Cisjordanien accusé de meurtre comparait devant un tribunal militaire israélien

De notre correspondant

à l'origine d'une très vive irritation.

L'accusé s'est assis après le procès, livré à la police israélienne, et a chargé de sa défense un avocat israélien du barreau de Jérusalem, M^{rs} Shlomo Toussia-Cohen. Il a demandé à comparaître devant une cour militaire israélienne, estimant que le tribunal de Ramallah, composé de magistrats jordaniens et jugeant selon les lois jordaniennes, ne lui offrait pas la garantie d'un procès équitable. Depuis le début de l'occupation israélienne de la Cisjordanie en 1967, toutes les affaires n'ayant pas de rapports avec la sécurité d'Israël ni avec des Israéliens étaient instruites et jugées dans ce territoire par les tribunaux jordaniens, et conformément aux lois jordaniennes maintenues en vigueur (dans le territoire de Gaza les magistrats locaux jugent toujours selon la loi égyptienne).

L'accusé, M. Janbo, a obtenu du général commandant l'administration militaire de Cisjordanie qu'il use du droit que lui reconnaît la réglementation en vigueur d'ordonner que l'affaire soit jugée par une cour militaire.

L'ouverture de ce procès, lundi 27 septembre, à Ramallah, devant les magistrats militaires, constitue donc un fait sans précédent. Le procureur a donné lecture de l'acte d'accusation. « L'élément positif » y est accusé de meurtre avec préméditation de l'un de ses concitoyens.

Un témoin important, ami de la victime, n'a pas comparu. Se fondant sur l'habeas corpus, il a introduit une requête à la haute cour de justice israélienne en vue d'obtenir du ministre de la défense, qui a la tutelle des territoires occupés, et du chef de l'administration militaire qu'ils justifient leur décision de confier le jugement du meurtre d'un citoyen jordani par un autre citoyen jordani à une cour militaire israélienne.

C'est vraisemblablement dans

l'attente de la décision de la haute cour que le tribunal militaire de Ramallah a renvoyé la suite du procès à la deuxième quinzaine d'octobre.

ANDRÉ SCÉMAMA.

● LA BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT a pris une participation de 10 % dans le capital de Reynolds Securities International. Reynolds Securities est l'un des principaux courtiers américains en valeurs immobilières. Il emploie plus de trois mille personnes dans soixante-dix bureaux. Cette opération devrait permettre à Reynolds de mieux canaliser les capitaux arabes vers les États-Unis. C'est la première fois qu'une banque arabe s'introduit dans les cercles fermés du courtage de valeurs mobilières aux États-Unis, entendant ainsi prendre une part dans ses bénéfices.

Alexandrie - Tel-Aviv en hors-bord

« CINQ ÉGYPTIENS BIEN SYMPATHIQUES... »

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — « Les ponts ouverts » sur le Jourdain et la « bonne clôture » à la frontière libanaise ont habillé les Israéliens à la présence chez eux de ressortissants de pays voisins. C'est pourquoi l'arrivée, samedi matin 25 septembre, sur la plage de Tel-Aviv, d'un hors-bord recouvert d'inscriptions en arabe n'a pas suscité d'émotion particulière. L'embarcation — elle avait cinq passagers — s'est approchée de l'une des jetées. Un baigneur a pris au vol l'amarre que l'un des passagers venait de lui lancer avant d'engager un dialogue qui a provoqué un énorme attrouppement.

« Où sommes-nous ? demandez en anglais un navigateur.

— A Tel-Aviv. Qui êtes-vous ?

— Des Égyptiens (1). Nous venons d'Alexandrie.

Les Israéliens, estimant cette visite par trop insolite, sont allés chercher la police. En attendant les représentants de l'ordre, les cinq Égyptiens — des garçons très sympathiques — dit un témoin, sans manifester la moindre inquiétude, ont débouché une bouteille de whisky et ouvert une cartouche de cigarettes américaines pour fêter avec leurs nouveaux amis la fin de leur randonnée.

L'arrivée en trombe des véhicules des services de sécurité a mis fin à la petite fête. Les cinq qu'on avait été emmenés. La police ne veut rien révéler de son enquête. On sait seulement de source officielle que l'embarcation ne transportait ni armes ni explosifs. Selon les témoignages des baigneurs, les cinq Égyptiens auraient fui l'Égypte par crainte d'être envoyés de force au Liban pour se joindre aux palestino-progressistes. Selon d'autres témoins, les passagers du hors-bord ont déclaré qu'ils avaient simplement eu envie de visiter Israël.

La joie des baigneurs n'est pas partagée par les responsables de la sécurité. Il y a un peu plus d'un an, un commando palestinien avait débarqué au même endroit et s'était emparé d'otages à Rhéa Savoy. Quelle est l'attitude des mesures de précaution annoncées alors ?

Parti d'Alexandrie, le hors-bord a été ravitaillé en carburant en haute mer par un bateau turc. Il a longé la côte israélienne sur près de 300 kilomètres avant d'arriver à Tel-Aviv. Il n'a été repéré à aucun moment. Or les dirigeants israéliens répètent sans cesse qu'ils s'attendent à une action spectaculaire des commandos palestiniens.

ANDRÉ SCÉMAMA.

(1) N.D.L.R. — Selon d'autres informations, les cinq hommes seraient des Palestiniens originaires de Gaza.

A travers le monde

Inde

● LA FEMME DE M. GEORGES FERNANDES, président du parti socialiste indien et de la Fédération des cheminots indiens accusé de « conspiration contre l'État », et dont le procès doit s'ouvrir lundi 4 octobre, à New-Delhi, doit être reçue, mardi 28 septembre, à Vienne, par le chancelier Erbsky et le cardinal Koenig. « Dans la situation actuelle, un procès loyal n'est pas possible », a-t-elle déclaré au cours d'une conférence de presse tenue lundi. (Corresp.)

Tunisie

● UNE RENCONTRE TUNISO-LIBYENNE doit avoir lieu le 11 octobre à Tunis afin de procéder à la rédaction du texte concernant la demande d'arbitrage sur la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, qui doit être transmis à la Cour internationale de justice de La Haye, conformément à l'accord du 24 août entre les deux pays. — (Corresp.)

Uruguay

● LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS à Washington a décidé, le 27 septembre, de supprimer du projet de loi d'aide à l'étranger qui lui était soumis les crédits prévus pour l'aide à l'Uruguay en raison des violations des droits de l'homme commises dans ce pays. — (Reuters.)

Vivre hebdoguide

DEMAIN
1^{er} NUMERO
MERCREDI
29 SEPTEMBRE
3,50F

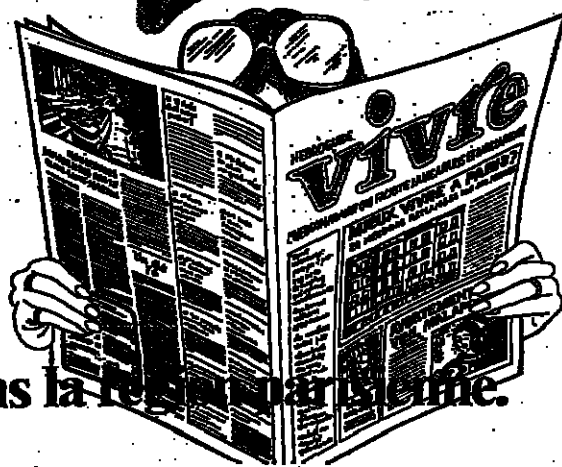
de la poudre à blinis
des boutiques à prix réduit de 50%
et l'antigymnastique
des bains de sucre
des diamants qui bougent
la foire à la brocante de Chatou
et un raton laveur
le yaourt fait à la maison
des enfants qui s'amuse
en apprenant l'anglais
un maquillage gratuit
un autre raton laveur
un médecin en 5 minutes
des fleurs artificielles
la recette du meilleur cireur de bottes
de Paris
et plusieurs ratons laveurs.

Paris est une fête, disait Hemingway. Peut-être. A condition de savoir où trouver quoi, et comment se débrouiller. C'est ce qu'on appelle les bonnes petites adresses. Dont tout le monde a entendu parler. Mais que personne ne connaît. Ces adresses, vous les trouverez maintenant dans l'hebdomadaire de Vivre. Vivre, c'est un nouvel hebdomadaire

créé pour les femmes de Paris et de la région parisienne. Et l'hebdoguide, c'est des pages et des pages de renseignements concrets et précis (les journalistes de Vivre les ont recueillis et vérifiés eux-mêmes) qui facilitent la vie de tous les jours.

Lisez Vivre.
Chaque Mercredi 3,50 F.

**Vivre. Le 1^{er} hebdomadaire
qui facilite la vie des femmes à Paris et dans la région parisienne.**



PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les Syriens lancent une offensive contre les positions de la gauche dans la montagne

De notre correspondant

A la suite de l'offensive lancée, ce mardi matin 28 septembre, contre les positions palestino-progressistes de la montagne libanaise, les dirigeants des mouvements palestiniens et de la gauche libanaise se sont réunis à Beyrouth pour examiner la situation.

D'autre part, M. Bechté Gemayel, responsable militaire des Phalanges, a déclaré à l'A.F.P. que l'état d'alerte avait été décrété dans toutes les zones contrôlées par les forces de droite. M. Gemayel, qui est également le chef du commandement unifié des forces chrétiennes, a ajouté : « A la suite de l'affaire de l'hôtel Sémiramis à Damas et des attentats commis depuis quelque temps contre les troupes syriennes stationnées dans la plaine de la Bekaa, les Syriens ont entrepris aujourd'hui le nettoyage de certaines positions occupées par les Palestiniens dans le Haut-Metn. Quant à nous, nous avons profité de l'opération syrienne pour lancer une offensive contre certaines positions tenues par les Palestiniens dans la région. »

Beyrouth. — Quarante-huit heures après l'attentat de Damas, l'armée syrienne a déclenché ce mardi matin 28 septembre une offensive dans la montagne. Il était cependant impossible, en fin de matinée, d'évaluer l'ampleur de l'opération et ses objectifs.

L'agence palestinienne Wafa a diffusé à 11 heures l'information concernant l'attaque. Celle-ci aurait commencé dès 7 heures, et se développerait, selon les informations de source palestinienne, à partir des positions syriennes à Sofar, Roussé, Mdeiré et Dahr-el-Baidar, dans deux directions principales :

1) Vers les positions occupées par les Palestino-progressistes en mars et avril derniers, qui constituent une enclave dans la montagne chrétienne. L'attaque syrienne serait menée sur plusieurs axes de pénétration, en direction de Falouha, Hammama, Kornayel et Mtein. Elle serait doublée d'une offensive de la droite chrétienne, qui vient de se doter de chars américains Super-Shermann, à partir du versant opposé de la montagne. Les

Le capitaine et le propriétaire du Phénix, qui transportait lundi, de Saida à Limassol, M. Jounblat et la délégation qui l'accompagnait au Caire, ont porté plainte auprès des autorités chypriotes-grecques après l'attaque dont, selon eux, leur bateau a été l'objet de la part d'un patrouilleur israélien. Selon le rapport du capitaine, le patrouilleur a tiré plusieurs rafales de mitrailleuse lourde sur le Phénix, qui a été atteint par sept projectiles. Il est ensuite revenu à la charge et a lancé deux grenades sur le navire, qui a subi des dégâts importants. Aucun passager ou membre de l'équipage n'a été atteint.

A Tel-Aviv, ces informations ont été démenties par les milieux militaires israéliens. — (A.F.P.)

Palestino-progressistes, qui seraient donc pris en tenaille, et qui se savaient exposés à cette menace, ont toujours affirmé

qu'ils pourraient résister longtemps à une telle attaque, ce qui est généralement admis, même par leurs adversaires.



(Dessin de KONK.)

LUCIEN GEORGE

TÉMOIGNAGE

Dans Tripoli, encerclée depuis quatre mois

An cours d'une conférence de presse, à Beyrouth, des représentants de la gauche et de la résistance palestinienne ont indiqué, lundi 27 septembre, que quelques trois cents civils avaient trouvé la mort depuis le début du siège de Tripoli.

Encerclée depuis quatre mois par les troupes syriennes et libanaises de droite, la principale ville du Liban-Nord est pratiquement coupée du reste du pays. Le docteur Marcel-François Kahn, qui y a effectué, au début de septembre, un séjour d'une semaine pour le compte de l'Association médicale franco-palestinienne, nous a adressé un témoignage sur les conditions de vie dans la ville assiégée dont voici des extraits :

Tripoli n'est pas morte. Sans électricité, sans relations téléphoniques avec l'extérieur. Pres-

qu, sans eau — les Syriens ont coupé les conduites les plus importantes — elle retient du bruit des avertisseurs manés jour et nuit. C'est qu'il y a encore de l'essence, en raison des stocks importants au terminal du pipeline de l'Iraq Petroleum. Les Syriens ont fait sauter un réservoir, mais un seulement.

Presque tous les magasins sont fermés ou ne vendent pas leurs marchandises propres. Le boucher, des fruits et légumes. Tout le monde vend à tout le monde quelque chose, ce qui permet une certaine forme de survie. En bruit de fond, de temps à autre, l'arrivée ou le départ d'un obus de mortier, une rafale de mitrailleuse lourde. Mais, en fait, pas de bombardement massif, ni de combat violent. Les informations à ce sujet parues dans la presse étaient totalement fausses.

Tripoli et son avant-port El Mina sont dominés au nord-est par une chaîne de collines escarpées, le Djebel-Turbi. Les forces progressistes libanaises et les Palestiniens l'occupent totalement. Mortiers lourds et canons en garnissent le sommet, qui est manifestement la clé stratégique de la ville. Au nord-est, le long de la mer, à 10 km, la route vers Homs arrive au camp palestinien de Nahr-el-Bared, celui-là même qui avait été bombardé lourdement par l'aviation israélienne il y a dix mois, avec des bombes à hilles. Maintenant, ce sont les Syriens qui tirent de temps à autre, faisant dégâts et victimes. Leurs chars sont à 300 mètres du camp. Mais, curieusement, la route n'est pas totalement coupée, quelques camions libanais peuvent passer, quitte à ce que la route soit, le soir, le siège d'un accrochage. Manifestement, tanks et canons syriens n'insistent pas.

Vers le sud-ouest, le front passe plus près de Tripoli, entre Zghorta, ville natale de M. Frangé, vide de ses habitants, remplacés par les forces de droite, et le village de Mariat, au fond d'une vallée verdoyante. Là, les troupes sont plus fraîches. Plus au sud, vers la route de Beyrouth, il y a eu des combats sanglants lorsque les phalanges ont occupé la région d'El-Khouira et la ville côtière de Chekka. Mais les canons du Djebel-Turbi sont en position dominante et contrebalancent efficacement les positions de tir des phalanges. D'ailleurs, il n'y a pas de positions continues. Ça et là, autour de quelques tentes, trois ou quatre mortiers, quelques mitrailleuses sans forin ni tranchée. Les forces libanaises de gauche et les Palestiniens sont totalement imbrigués. Parfois, elles occupent en commun une position. Entre le front et la ville la vie continue, ainsi que les cultures qui permettent de ravitailler un peu les citoyens.

De graves problèmes sanitaires

Donc pas de combats féroces, pas de « débrûs de feu », mais une tentative d'écroulement manifestement manquée du côté syrien, de contradictions évidentes. Quelques déserteurs sont d'ailleurs arrivés avec leurs armes dans le camp des forces progressistes, où ils ont reçu un accueil évidemment chaleureux. Mais une grande ville moderne, c'est le cas de Tripoli — peut-être tenir longtemps dans une telle situation ?

Il y a évidemment de graves problèmes sanitaires, dus pour l'essentiel au manque d'eau et de médicaments. Une épidémie de dysenterie aiguë se développe qui inquiète beaucoup les responsables sanitaires. On a, bien sûr, évoqué le choléra — sans preuves formelles. D'autres germes intestinaux peuvent être responsables. Il y a eu des morts. Beaucoup de malades n'ont été sauvés que par des perfusions massives et l'emploi des derniers stocks d'antibiotiques. Heureusement, l'arrivée de la solidarité extérieure, celle de notre association, un envoi massif et bien composé du Secours populaire français à son homologue libanais, permettent de tenir un certain temps. Mais après ? Il reste un certain nombre de médecins à Tripoli, libanais de gauche pour la plupart et Palestiniens. (...)

Tripoli apporte un argument à ceux qui refusent de voir dans la situation un conflit confessionnel. De nombreux chrétiens sont restés. Parmi eux, le Père Antoine Dahman, responsable au plus haut niveau de l'Eglise chrétienne maronite. Je le rencontrai plusieurs fois, soit avec les Palestiniens, soit avec les forces progressistes libanaises, provoquant des échanges de prisonniers. Il me parla spontanément de ses bonnes relations avec les forces qui défendent Tripoli. Et aussi avec émotion de la petite chrétienne de deux ans sauvée, au cours d'un bombardement où ses parents ont trouvé la mort, par le médecin de l'O.L.P., qui l'a recueillie jusqu'à ce qu'elle puisse être rendue à sa famille.

* Association médicale franco-palestinienne, 24, rue de la Réunion, 75030 Paris. C.C.P. 24 531 83 La Source.

LE MONDE diplomatique

NUMERO DE SEPTEMBRE

LA NOUVELLE POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN AFRIQUE

(Robert A. Manning)

DÉMEMBREMENT DU LIBAN ET CONFLIT ISRAËLO-ARABE

(Claude Julien et Arthur Rabah)

Comment rénover la façade de l'hégémonie américaine

par Richard Folk

Légitimer le droit des peuples (Armando Uribe)

Cinéma politique : LA RÉVOLUTION PORTUGAISE SANS MIROIR

Publication mensuelle du Monde. (En vente partout.)

Le numéro : 5 F.

5, rue des Italiens, 75227 PARIS Cedex 09.

Hausmann Printemps

3000 tapis d'Orient et 20% d'escompte sur le vôtre.

Avant d'acheter un tapis, il faut en voir beaucoup. Au Printemps il y en a 3000. Il y a des Kéchan, des Shirvan, des Ghour, des Sinkiang* Ils viennent d'Iran, de Russie, de Turquie, de Chine...

Certains valent 250 Francs, d'autres jusqu'à 250000 Francs. De toutes façons, vous aurez une réduction de 20% à la caisse, sur celui de votre choix.

Bien entendu, avec le tapis que vous aurez choisi, il vous sera donné un certificat d'authenticité signé par l'expert du Printemps. C'est la garantie indispensable prouvant son origine.

*Sinkiang, lavage antique 2,69 m x 1,86 m. Prix : 5000 F. Escompte 20% : 1000 F. Prix net à payer : 4000 F.

Exposition tapis d'Orient. Jusqu'au 23 octobre.

Une sélection de tapis d'Orient existe également aux Printemps Nation, Créteil et Italie-Galaxie.

150 000 000

OUTRE-MER

L'AGRESSION CONTRE L'ÎLE DE MAYOTTE EMPECHE TOUTE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE déclare l'ambassadeur itinérant des Comores

M. Abubakar Boina, secrétaire général de l'ancien mouvement de libération Molinaco et ambassadeur itinérant des Comores, interviewé à Paris, évoque les perspectives de coopération entre son pays et la France. Il déclare : « Pour la population, le départ massif des Français a été finalement bénéfique car il a entraîné une baisse du coût de la vie. Actuellement, le kilo de riz ne coûte que 75 francs CFA contre 110 francs auparavant ; celui de la viande de bœuf, 300 francs contre 700 francs. Et cela sans que le gouvernement ait accordé aucune subvention. (...) Nous restons dans la zone franc mais aucune convention n'a été signée entre Paris et nous, comme cela a été le cas pour la plupart des anciennes colonies françaises au moment de leur indépendance. »

A la question : « Peut-on dire que des perspectives de coopération existent entre les Comores et la France ? », M. Boina répond : « A vrai dire oui, tant que l'agression de la France contre l'île de Mayotte se perpétue. La condition sine qua non de la reprise de notre coopération avec Paris, c'est le retour de Mayotte dans l'ensemble comorien. Les Comores souhaitent toujours résoudre pacifiquement le problème de Mayotte. D'ailleurs, nos actions sont toujours coordonnées à portée internationale. (...) Néanmoins, nous nous préparons toujours à l'éventualité d'une épreuve de force. »

BIBLIOGRAPHIE

Révoltes « canaques » en Nouvelle-Calédonie

Parmi les injustices dont peut souffrir un peuple, il en est une dont on mesure aujourd'hui la gravité : être privé de sa propre histoire. Les quelque soixante mille Mélanésiens de Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui « citoyens français », n'ont guère eu jusqu'à présent le droit ni la possibilité de réfléchir à leur destin face à une colonisation qui fut parmi les plus répressives de l'histoire. Ils n'acceptent jamais sans résistance. Aussi étrange que cela puisse paraître, il n'existe pas encore de véritable histoire — scientifique et respectueuse des différences culturelles — de l'insurrection canaque de 1878 qui, en quelques mois, fit deux cents victimes parmi les Blancs de la Grande-Terre et mille deux cents du côté des Mélanésiens. L'administration française, de l'aveu même de certains de ses représentants, s'attacha pendant des années à dissimuler la vérité sur un événement qui, dans ces îles aux tribus éparpillées et séparées par des différences de langues, constitua, en fait, une première « prise de conscience nationale » face au « pouvoir blanc ».

Déposés de leurs terres, refoulés au fond des « réserves », soumis aux brutalités de la décolonisation pénale, assujettis ensuite à un système assimilationniste insouciant de leur propre culture, les Mélanésiens — dont on escomptait au début du siècle la totale disparition — se firent, un siècle plus tard, en 1978, retrouver la « terre maternelle », celle de l'histoire, de la culture et de la « différence ». Pour les jeunes intellectuels noirs de Nou-

méa, la tentation est grande de « récupérer » aujourd'hui une histoire idéalisée, mythique, des révoltes du dix-neuvième siècle, en faisant de ses meneurs — le grand chef Aïal, notamment, guillotiné par les Français et dont la tête est encore conservée au Musée d'histoire naturelle de Paris — les héros symboliques des combats politiques du moment.

Pour toutes ces raisons, il faut saluer comme un événement important la parution du livre de Mme Roseline Doucet-Leenhardt, *Terre natale, terre d'exil*, qui, pour la première fois, présente une histoire scrupuleuse des insurrections de 1878-1879. Compilation savante de tous les documents administratifs, correspondances privées, télégrammes confidentiels, etc., rédigés à l'époque par les Français, l'ouvrage fait aussi largement usage des récits « indigènes » conservés par la mémoire collective et qui, grâce à une « re-évaluation » linguistique, apportent un éclairage nouveau permettant d'éviter le piège de « l'histoire unilatérale ».

Une passion généreuse traverse ces trois cents pages austères, éclairées par quelques poèmes, photos et gravures. On ne s'en plaint pas. Un siècle d'injustices enfin reconnues, justice bien que, sous l'œil froid d'un scientifique, perçue une larme mal essuyée, et, sous la plume de l'historien, une sympathie bien contenue.

J.-C. G.
★ « Terre natale, terre d'exil », Roseline Doucet-Leenhardt (Maison neuve et Larousse, publié avec le concours du C.N.R.S., 320 p., 68 F.).

Un automne tout en confort, le manteau en laine mélangée dans la collection Madecorner de Madelios.

MANTEAU
style tyrolien,
laine mélangée.
Beige.
370 F

TRENCH-LODEN
laine mélangée. 390 F

CHEMISE
polyester et coton,
col pointes boutons.
Gris, marron ou vert. 42 F

PULL-OVER
shetland.
Gris, blanc, vert
ou beige. 65 F

MADELIOS
Place de la Madeleine
Paris 1^{er}

LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

M. Gosnat réclame le respect du pluralisme à la radio et à la télévision

M. Georges Gosnat, député du Val-de-Marne, a présenté lundi 27 septembre devant le comité central du P.C.F. un rapport sur les problèmes de l'information dans lequel il dénonce « la monopolisation » des moyens d'information « par le grand capital et son pouvoir politique ». L'utilisation forcée de ces moyens, explique notamment le rapporteur, « a forcément eu des répercussions négatives sur le mouvement démocratique en raison de l'anticonstitutionnel des manœuvres constantes de division des forces populaires et des colonies préférentielles à l'égard des luttes de la classe ouvrière et des autres travailleurs qui caractérisent l'information télévisée par le pouvoir. »

Constatant que les dirigeants du P.C.F. s'expriment plus souvent que par le passé sur les antennes de télévision et de radio, M. Gosnat ajoute : « En réalité, ce fait traduit à la fois la puissance du mouvement démocratique et la résistance opposée par le pouvoir à la libre expression de celui-ci. C'est ainsi qu'après avoir limité pendant des années la diffusion libre des partis à quelques passages de leurs représentants sur FR3, Giscard d'Estaing a dû rétablir récemment sur les autres chaînes de télévision et de radio nationales les émissions politiques qu'il avait supprimées lors de la création des nouvelles sociétés. »

« Mais, dans le même temps, il s'approprie de plus en plus souvent l'usage de ces moyens audiovisuels et continue de contester aux partis l'opposition le droit de lui répondre. »

En ce qui concerne les ventes récentes de titres de la presse parisiennne, le député communiste estime qu'une « enquête approfondie paraît d'autant plus devoir s'imposer que la question de l'intervention de capitaux étrangers

dans les transactions est posée, et que vient également à l'esprit l'utilisation possible de fonds secrets prélevés sur les fonds publics. »

Après avoir plaidé en faveur d'un statut des journalistes et réclamé de meilleures conditions matérielles pour cette catégorie professionnelle, M. Gosnat affirme : « Avant nous admettons que tel ou tel journaliste ait le droit de parler de notre politique, de la commenter, de la critiquer, autant nous lui contestons le droit d'effrayer cette critique à partir d'une information faussée, tronquée ou déformée. (...) »

« Nous tenons aussi à confirmer que, dans une perspective de changement démocratique et qu'on aient pu être nos désaccords politiques, nous rejetons d'avance toute idée de renouveau et nous repoussons énergiquement toute considération qui pourrait être basée sur des choix antérieurs. »

Il conclut : « Le respect du pluralisme constitue l'une des principales revendications des changements nécessaires à la radio et à la télévision ; seule en effet, la recherche de la pluralité et de la diversité des sources, des opinions et des commentaires peut se rapprocher de l'objectivité et elle devrait être la règle d'un service public d'information réellement indépendant de l'Etat. »

Il propose en conséquence la création d'un droit de réponse politique des partis d'opposition ; l'organisation de débats dans le respect de la pluralité des partis ; à l'occasion de toutes les consultations électorales, sur les chaînes nationales quand il s'agit d'élections nationales, une lettre de sur les chaînes régionales pour les élections cantonales ou municipales partielles ; l'attribution aux partis politiques et aux grandes

centrales syndicales d'un temps d'antenne régulier selon des règles équitables ; le compte rendu des travaux parlementaires sous le contrôle du Parlement ; l'élimination de toute discrimination partisane à l'égard de réalisateurs, de producteurs et de journalistes pour l'ensemble des émissions. »

Dans son intervention devant le comité central, M. Georges Marchais explique que « l'information est malade de l'argent » et, d'autre part, « malade du pouvoir. »

« La France est pluraliste, mais l'information est quasi uniforme, note-t-il. C'est là un véritable abus de pouvoir, une manifestation d'arbitraire. Ce scandale est une forme d'oppression particulièrement grave, mais nous ne devons pas nous laisser aller à ce qui se fait dans les pays socialistes ; oui, chacune des mesures proposées s'inscrit de façon conséquente dans notre conception d'une vie démocratique, d'un socialisme démocratique. »

L'élection législative partielle de la Corrèze

LE P.C.F. N'EST PAS FAVORABLE A UNE CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE

A la suite de la proposition du Mouvement des radicaux de gauche de présenter un candidat unique de la gauche dès le premier tour de l'élection législative partielle qui se déroulera en Corrèze du fait de la démission du suppléant de M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a adressé, lundi 27 septembre, aux radicaux de gauche, une lettre dans laquelle il note : « Nous ne sommes pas contre le principe de candidatures uniques de la gauche au premier

tour des élections législatives dans quelques cas. C'est une question à discuter. Toutefois, dans ce cas précis, il ne nous semble pas que cette tactique soit la mieux indiquée. »

En toute hypothèse, dans cette circonscription où notre parti a obtenu aux dernières élections 27,8 % des voix, le parti socialiste 17,3 %, tandis que votre mouvement ne présentait pas de candidat, s'il devait y avoir un candidat unique, il est évident que, en toute logique, ce candidat devrait être celui de notre parti. »

Une très grande édition pour le 7^{me} Centenaire :

Il y a exactement 700 ans, Marco Polo, l'homme "aux yeux ronds", entré à Pékin accueilli comme un grand seigneur par Kubilai Khan. Après avoir été pendant seize années l'homme de confiance du terrible empereur de Chine, il racontera ses aventures extraordinaires dans un récit qui prendra le nom de : "Livre des Merveilles".

* Les chinois de l'époque désignaient les européens sous le nom de "hommes aux yeux ronds".

700 ans se sont écoulés et le livre de Marco Polo est toujours le plus célèbre récit de voyages du monde. Plus de six siècles avant la mémorable « Croisière Jaune », ou « Croisière Citrou », expédition équipée de voitures à chenilles fabriquées spécialement pour cette traversée de l'Asie, trois vénitiens, les frères Nicolas et Mathieu Polo accompagnés de leur fils et neveu respectif Marco, réalisèrent cet exploit d'une manière bien plus prodigieuse, en empruntant le même parcours, mais à pied, à cheval et à dos de chameau.

LE LIVRE DES MERVEILLES :
Personne ne croit celui qu'on surnomme « Messire Million ».

C'est en prison que Marco Polo dicta le récit de ses voyages. Ce livre extraordinaire fut à la base de toute exploration en Orient à partir du XIV^e siècle.

En effet, les lecteurs du temps ne crurent pas Marco Polo. Pourtant, son manuscrit eut un succès considérable. Les « Livres des Merveilles » se firent tous les continents. C'est que les fastes inouïs de la cour impériale, les richesses fabuleuses de l'Orient surpassant tout ce qui était connu et dont Marco Polo donnait le détail, avaient de quoi frapper les imaginations. Tout cela était si grandiose qu'on surnomma bientôt Marco Polo : Messire Million.

Par la suite, tout ce qui est rapporté dans le « Livre des Merveilles » a été reconnu vrai par d'autres voyageurs. Aujourd'hui encore, il est consulté par tous ceux qui ont à s'occuper de l'Asie Orientale.

se gênaient pas pour prendre des libertés avec les textes. Pour ma part, je me suis inspiré du texte original réédité par M.-G. Panthier qui a consacré toute sa vie à l'étude de l'œuvre de Marco Polo.

SOMPTUEUX IN-QUARTO :

Sur de mon texte, j'ai voulu réaliser une véritable œuvre d'art. L'ouvrage est un somptueux grand in-quarto (21 x 27 cm), relié pleine peau de mouton d'une seule pièce magnifiquement ornée et à froid de décors d'époque sur les deux plats. Le dos et la tranche supérieure sont rehaussés d'or véritable, tiré 22 carats. Tout est hors du commun : le papier, la qualité de l'impression, les tranches, le signal, les pages de garde.

Mais je voudrais attirer votre attention sur les illustrations, en l'occurrence 84 estampeuses manuscrites, admirables, extraites du fameux manuscrit n° 2810 de la Bibliothèque médiateur, réalisées pour Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, en 1381. De plus, en tête de chaque chapitre sont reproduits des éléments de la « Carte Catalane », autre joyau de notre Bibliothèque nationale, qui résume les connaissances géographiques du temps.

Établie en partie d'après les informations puisées dans le Livre des Merveilles de Marco Polo, elle est datée de 1375 et paraît être la première carte « à plat » jamais réalisée.

Je pense que Le Livre des Merveilles qui vient de sortir de nos presses, est à considérer comme l'édition la plus soignée et la plus luxueusement décorée de cet ouvrage immortel.

NOTRE ÉDITION :
Plusieurs années de soins attentifs.
Il existe plusieurs versions du Livre des Merveilles, sous des titres différents. C'est qu'à l'époque, les copies ne

Jean de Bonnot
Jean de Bonnot, Editeur d'Art

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à adresser à Jean de Bonnot, 7, 15 Saint-Honoré, 75382 Paris Cedex 08)

J'accepte de recevoir chez moi, pour un examen gratuit et sans aucun engagement, « Le Livre des Merveilles » de Marco Polo dans une édition d'art, avec les 84 admirables estampeuses réalisées pour Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, et des éléments extraits de la « Carte Catalane ».

Après examen de 10 jours, si je décide de garder cet ouvrage, je vous réglerai la somme de 278,85 F + 5,30 F (pour participation aux frais de port), soit au total 284,15 F. Si, par contre, je ne désire pas conserver ce volume, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, à vos frais, et ne vous devrez rien.

Je vous :
Mon nom :
et mon adresse :
Code postal :
Signature :
(signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

SARANTH ALIMETZ : Il vient d'être mis au point de l'œuvre de Marco Polo. Les livres de Bonnot ne passent pas inaperçus et il est donc à l'heure de leur édition des éditions définitives. Jean de Bonnot a publié, que des livres qui ont été les plus beaux et qui ont permis de la culture chaque année.

C'est pourquoi il s'engage à publier les livres qu'il publie au mieux pour eux.

Vente exclusive par courrier chez le client

Jean de Bonnot

Editeur en livres rares et précieux
7, rue Saint-Honoré
75382 PARIS CEDEX 08

* Nous garantissons que nos refaires sont toujours au plein pour des montres, décomptes d'une seule pièce.

DÉFENSE

Militaires et universitaires à l'Institut d'études politiques de Toulouse

UN DIALOGUE ACADÉMIQUE

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Dans la ville où Concorde est construit, universitaires, chercheurs ou militaires, français et britanniques ont, durant trois journées, à la fin de la semaine dernière, à l'Institut d'études politiques de Toulouse, pratiqué l'entente cordiale en tentant de comparer les systèmes militaires des deux pays. Une entente cordiale d'autant mieux réussie — ou artificielle — que la grande majorité des participants au colloque, organisé par le Centre d'études et de recherches sur l'armée, ont, d'un commun accord, évité les sujets de frictions ou les thèmes d'une actualité trop brûlante.

Après une première expérience similaire en avril 1975, sur les forces américaines et françaises (1), la réunion de septembre 1976 aura dû être l'occasion d'une véritable comparaison entre deux systèmes militaires en Europe qui, malgré leurs évidentes différences, offrent de non moins évidents points de ressemblance, en particulier la coexistence d'un arsenal nucléaire avec une armée classique au service de deux pays qui ont cessé de jouer les premiers rôles dans le monde. Faute, sans doute, d'une concertation préalable, le dialogue n'a pas eu lieu réellement, et les deux « délégations », pour reprendre l'expression de l'un des derniers présidents de séance, l'ancien chef d'état-major des armées, le général François Maurin, ont poursuivi, chacun pour sa part, un monologue sans esprit de synthèse.

Bien des questions sont, dès lors, restées sans réponses. A peine ébauchées, les interrogations des uns ou des autres n'ont jamais permis de lancer le débat, et le colloque, faute de temps et, surtout, de combattants, s'est transformé en un discours académique.

On ne saura jamais, par exemple, si les « pesanteurs » nationales et l'impénétration du pays sur l'armée française sont ou non comparables à la pression de la tradition sur l'armée britannique, comme l'a suggéré M. Pierre Dabedout, directeur de l'I.E.P., des sciences politiques à l'université de Paris-I. Si, comme l'a évoqué le général de brigade Victor Lotellon, chef de la division organisationnelle à l'état-major des armées, l'armée est un milieu ou si elle est aussi une entreprise qui a devant elle des besoins de techniciens et de « managers » que de

héros et de chefs charismatiques. On enregistre, on continuera d'ignorer les rapports ambigus entre l'armée et la démocratie, comme s'en est inquiété M. Jacques Robert, professeur de droit public à l'université de Paris-II, qui s'est demandé pourquoi l'opinion française se méfiait d'une armée de conscription alors que les Britanniques se satisfont d'une armée de volontaires. Pas davantage, enfin, on ne saura pourquoi le recrutement de l'armée britannique ne s'adapte pas avec la crise de l'emploi, comme l'a affirmé le général Peter Dietz (Royal Army Educational Corps Center), ni pourquoi le taux d'auto-recrutement dans l'armée française est en constante augmentation depuis 1945, comme l'a assuré M. Michel Martin (université de Chicago).

Des consignes

« Il faudra bien, cependant, que nous débitions du rôle des forces britanniques en Irlande », s'est écrié M. Jacques Hunsinger, directeur du Centre de recherches internationales et politiques à l'université de Besançon. Le débat n'a pas eu lieu.

C'est à peine si le colloque s'est animé, le dernier jour, lorsqu'il a été demandé de comparer les attitudes de la France et de la Grande-Bretagne en matière de défense européenne. Le major général Allan Elton Younger, directeur du Royal United Services Institute, a carrément porté le fer dans la plaie en affirmant, en substance, que la défense européenne ne consistait pas à « secouer les rapports avec les Etats-Unis » et en invitant la France à prévoir « des procédures de rapprochement » avec ses alliés. Tandis que M. Hunsinger, qui ne cache pas son appartenance au P.S., mais qui parle sur ce point précis à titre personnel, s'est montré favorable à un « dialogue nécessaire et bilatéral » entre la Grande-Bretagne et la France en matière nucléaire par la coordination du *targeting* (cibles) et des échanges technologiques, d'autres participants, notamment le général Maurin et M. Léon Banno, ancien ministre et professeur de science politique à l'université de Paris-I, ont préféré insister sur l'intérêt que les gouvernements pourraient avoir

à maintenir une certaine « ambigüité » dans l'exposé, plus ou moins public, de leur politique respective de défense.

A quoi M. Dabedout a rétorqué : « Les Français veulent savoir pourquoi ils devraient mourir le cas échéant. Ils voudraient savoir jusqu'où sont l'ambigüité et le flou de la politique de défense, car, si la dissuasion est toujours, comme de nombreux théoriciens aiment à le répéter, il ne peut pas y avoir une imprévisibilité de la gestion de l'imprévisibilité. » Cette remarque, aucun des généraux français représentant officiellement leurs états-majors n'a voulu la relever.

De toute évidence, les officiers avaient reçu la consigne de ne pas entrer dans les discussions et de se contenter de faire valoir le point de vue gouvernemental. « Nous ne sommes que des artisans de l'efficacité opérationnelle ou des producteurs de sécurité », a expliqué le général de brigade Callaud, qui commande la 1^{re} brigade parachutiste.

A M. Dreyfus, directeur de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, qui tentait de montrer combien une démocratie, dans certaines circonstances, peut avoir intérêt à laisser le pouvoir militaire dire son fait au pouvoir civil, le général Paul Arnaud de Foixard a simplement répliqué : « Si je comprends bien, nous nous invitons à la désobéissance ! » Et le commandant de la 11^e division parachutiste a ajouté : « Nous ne discutons pas le cadre stratégique et le concept de défense définis par le gouvernement. »

Un ghetto idéologique

Cette courte passe d'armes illustre les limites d'un dialogue entre universitaires et militaires et, à plus long terme, les chances que puissent s'instaurer ou se développer en France, comme aux Etats-Unis, voire en Grande-Bretagne, des études universitaires de défense. Que deviendra cette nouvelle discipline si les militaires se contentent de réagir, avec plus ou moins de conviction, les tables de la loi, au point d'oublier de réfléchir, et si les universitaires se prennent d'une trop exclusive sympathie pour leur sujet d'études, au point de perdre l'esprit critique ? Exclu-

même, ces universitaires parviennent mal à dissimuler les querelles d'école qui les divisent, et l'insituation militaire, tirant parti de ces oppositions, favorise telle ou telle recherche, de préférence à d'autres, en finançant directement divers centres d'études par délégation ministérielle pour l'armement ou secrétariat général à la défense nationale interposés.

Parlant de « la crise d'identité », aujourd'hui, de la condition militaire, M. Robert s'est fait l'écho du « sentiment du ghetto social et idéologique » partagé par de nombreux militaires de carrière, pour lesquels « les grandes s'astompent, alors que les servitudes demeurent ». C'est à mieux définir, désormais, le respect des libertés publiques dans les armées que l'orateur a invité les participants au colloque, avec les communications de M. Jean Marceau (conventions pour l'armée nouvelle, d'inspiration socialiste) sur « les structures représentatives de participation », et de M. Lucien Mandeville, directeur du Centre d'études et de recherches sur l'armée, et Jean-Pierre Marichy, vice-président de l'Université des sciences sociales de Toulouse, sur la liberté d'expression et la « tentation » du syndicalisme dans les armées.

Attaché militaire de Grande-Bretagne en France, le colonel Richard Sharpe s'est, pour sa part, borné à constater : « En Grande-Bretagne, la liberté de critiquer, c'est la démission. On ne peut pas critiquer l'armée et choisir de demeurer en son sein. » Entre les officiers, rendus prudents par le contrôle que leur commandement exerce sur leur carrière, et des universitaires trop soucieux d'orthodoxie, le dialogue a du mal à s'enlever. Pour que le troisième colloque de Toulouse — il serait question, l'année prochaine, de comparer les systèmes militaires français et ouest-allemands — ne soit plus la juxtaposition de deux monologues parallèles, il faudra que chacun des participants ait pu, au préalable, recouvrer son droit à la liberté de penser à haute voix.

JACQUES ISNARD.

(1) Lire le *Système militaire des Etats-Unis, bilan et perspectives*. Editions universitaires Jean-Pierre Delage, 10, rue Marey, 75008 Paris. 322 pages, 79,95 F. De livre, qui vient d'être publié, reprend des communications du colloque d'avril 1976.

Un rapport de l'inspection des finances sur l'industrie d'armement

L'Etat en première ligne

Depuis le début de cette année, les industriels français de l'armement consistent un certain tassement des commandes militaires de l'étranger. Les carnets de commandes sont jugés satisfaisants à court terme, mais, à plus longue échéance, une compétition internationale accrue, l'augmentation des coûts industriels plus rapide en France, le désordre monétaire dans le monde et l'absence de projets radicalement nouveaux sur le plan technologique menacent l'activité de nombreuses usines d'armement. A la lecture de la programmation militaire pour les six années prochaines — l'équivalent du plan d'équipement civil — et du projet de budget de la défense pour 1977, ces mêmes industriels redoutent de devoir réduire les études, les fabrications et les réparations de matériels de guerre au risque de provoquer des ruptures ou des baisses de charge qui entraîneraient des licenciements de personnel. Et ils réclament de l'Etat la possibilité d'accroître les efforts commerciaux dans le domaine de l'exportation militaire ou l'assurance de lancer de nouveaux programmes qui maintiendraient le potentiel industriel.

C'est dans ce climat, qui fait dire aux industriels « qu'ils mangent actuellement leur capital », qu'intervient d'ores et déjà un rapport, établi en une douzaine d'exemplaires seulement, de M. Pierre Mayer, inspecteur général des finances, sur l'industrie d'armement en France, ses relations avec l'administration et les perspectives d'exportations.

Des « pots-de-vin »

Pour l'essentiel, le rapport de M. Mayer suppose d'assainir les procédures de vente de matériels militaires à l'étranger, en considérant que les exportations d'armements font partie d'un ensemble d'actions industrielles et diplomatiques, voire d'une politique de recherche et de développement, qui nécessitent de bien distinguer les responsabilités de l'Etat fournisseur et celles des industriels. Aujourd'hui, ces responsabilités sont trop souvent confondues, et par l'intermédiaire de ses services spécialisés, notamment la direction des affaires internationales de la délégation ministérielle pour l'armement, l'Etat s'est placé en première ligne, engageant sa réputation ou ses garanties sur les marchés étrangers.

Les auteurs du rapport, qui ont établi des comparaisons, en particulier, avec les Etats-Unis où M. Mayer s'est rendu lui-même pour visiter le Pentagone et la Rand Corporation, observent qu'une telle situation est anormale ou malsaine. Elle contraint l'Etat à prendre la relève d'un industriel défaillant et à verser des dédommements à un client mécontent des matériels commandés. Elle peut aussi inciter — le cas s'est déjà produit — un ministre de la défense à approuver, en toute connaissance de cause, le montant des commissions que tous les industriels de l'armement, sociétés privées et entreprises nationales, distribuent aux intermédiaires et à leur clientèle. L'Etat est ainsi amené à verser lui-même des « pots-de-vin ».

Afin d'éviter que l'Etat ne soit, de la sorte, à découvert, il est proposé, notamment, que les arsenaux ou le groupement industriel de l'armement terrestre (1), qui fonctionnent en

A vrai dire, ce document de cent trente-cinq pages environ a déjà une longue histoire. Commandé, au milieu de l'année dernière, conjointement par le ministère des finances et par le ministère de la défense, ce travail devait porter sur le rôle de l'Etat exportateur direct d'armement et de l'Etat industriel militaire. Ses auteurs devaient examiner l'évolution des systèmes d'armes, leur acquisition par les états-majors et la clientèle étrangère, ainsi que les aides à l'exportation que reçoivent les industriels privés, les arsenaux et les sociétés nationales contrôlées par le ministère de la défense. C'est en mars dernier que M. Mayer a remis les conclusions de ce travail d'équipe, qui diffère de toutes les études précédentes sur des sujets semblables, par le fait qu'il n'a pas été conçu de façon contradictoire.

Entra-temps, en effet, le ministère de la défense a tenté d'orienter les recherches et les conclusions de l'équipe réunie autour de M. Mayer, et il a finalement opposé un travail concurrent sous la forme d'un rapport — plus modeste — de M. Jean-Marie Lambert, contrôleur général des armées. Ce travail est né du refus de l'inspection des finances de négocier des conclusions conjointes avec le ministère de la défense. Aujourd'hui, le gouvernement dispose donc de deux documents sur le même sujet, qui parviennent à des conclusions différentes. Le ministère de la défense ne cautionnant pas celles des finances et réciproquement.

réalité comme des services en règle bénéficiant de toutes les aides attribuées à des entreprises autonomes, se transformant en autant de sociétés nationales d'armement qui prendraient la responsabilité entière de leurs ventes. A l'image, par exemple, de ce qu'a pu devenir l'ancien service des poudres de la délégation ministérielle pour l'armement qui s'est évanoui, il y a quelques années, en une société nationale des poudres.

Une telle évolution suscite l'inquiétude des personnels qui y voient une occasion pour le gouvernement — si une telle réforme était retenue — de porter atteinte aux avantages de leur statut d'ouvriers d'Etat ou de fonctionnaires. En réalité, l'industrie française des armements traverse une phase difficile en raison d'un excédent de ses capacités de production, qui sont au moins deux fois supérieures, en volume, aux besoins du seul client national. Invités par le gouvernement à prospecter les marchés extérieurs, les industriels constatent aujourd'hui — avec d'écœurement — que cette démarche leur crée autant de difficultés qu'elle était censée en résoudre. — J. L.

(1) Employant deux cent cinquante mille personnes, soit l'équivalent du personnel de la S.N.C.F., l'industrie française d'armement a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de l'exportation (livraisons facturées) d'environ 8 milliards de francs, soit de l'ordre de 3 % des exportations totales de la France. Les seules exportations d'armes occupent directement cinquante-cinq mille travailleurs. Les commandes étrangères, l'an dernier, se sont élevées à 20 milliards de francs, soit le double du montant enregistré en 1973. Les Etats-Unis ont reçu pour près de 45 milliards de francs de commandes et l'Union soviétique pour une centaine de milliards de francs.

PRESSE

PRESSE

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES A ÉLU À SA PRÉSIDENCE UN FINLANDAIS

L'Organisation internationale des journalistes (O.I.J.), dont le siège est à Prague, vient de tenir son huitième congrès à Helsinki, en même temps qu'elle célébrait le trentième anniversaire de sa fondation. Parmi les résolutions adoptées dans le document d'orientation, figurent le soutien aux journalistes des pays en voie de développement (qui composent la grande majorité des soixante-dix pays représentés), ainsi que « le soutien à la lutte des journalistes des pays capitalistes, en particulier contre le processus de concentration dans les moyens de communication de masse par les monopoles de la presse ».

L'O.I.J. a élu à la présidence un Finlandais, M. Kaarle Nordeström, professeur de journalisme et d'information de communication de l'université de Tampere, en remplacement de M. Jean-Maurice Hermann (France), qui était le président de l'O.I.J. depuis vingt ans. M. Jiri Kubka (Tchécoslovaquie) a été réélu comme secrétaire général. — (Corresp.)

● *L'hebdomadaire sportif « Midi-Sports »*, imprimé à Toulouse sur les presses de la Dépêche du Midi, cesse de paraître. Créé en 1973, il était spécialisé dans le rugby, il expose dans son dernier numéro les raisons qui l'ont contraint à cette disparition : « L'expansion des entreprises et des industries impériales (...). Le dernier-né du groupe s'efface pour favoriser une nouvelle progression de ses puissances, dont le développement harmonieux fait appel à des moyens sans cesse accrus. »

● Le Colloque sur la liberté d'information et l'obligation des pouvoirs publics de communiquer les informations, organisé par le Conseil de l'Europe en collaboration avec la faculté de droit de l'université de Graz (Autriche), a pris fin le 23 septembre. Des experts gouvernementaux des dix-huit pays membres du Conseil de l'Europe y ont débattu des différents aspects de la liberté d'information et, en particulier, de l'obligation pour les autorités de communiquer les informations aux administrations. Cette obligation a été jugée indispensable pour le bon fonctionnement de la démocratie. — (A.F.P.)

marie claire

octobre

le seul magazine qui vous offre dans le même numéro :

Simone de Beauvoir

Le deuxième sexe trente ans après.

Jeanne Moreau

Quand je suis jalouse...

Hervé Bazin, Alain Decaux,

Philippe Erlanger,

Paul Guimard, Jean d'Ormesson.

Les femmes au pouvoir que nous admirons.

Et la mode, et la beauté, et la cuisine, et un document : "La nouvelle façon d'élever ses enfants."

1976

On peut être chauve sans que personne ne le sache

INSTITUT NEWhair 720.66.64

Le secret de la chevelure retrouvée

36, rue de Washington, Paris 75008. Métro George V

CIRCULATION

Mme BRIGITTE GROS RELANCE L'IDÉE DES TAXIS COLLECTIFS

Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines (non inscrit), propose un plan d'urgence pour améliorer les déplacements entre le domicile et le lieu de travail. Elle suggère :

- 1) Une généralisation de la carte orange à Paris et en province.
- 2) La création d'une carte verte : l'« auto pour quatre personnes ».

Il apparaît indispensable, selon Mme Gros, d'inviter les automobilistes ne bénéficiant pas, à proximité de leur domicile, de moyens de transport en commun adaptés pour se rendre à leur travail et se grouper pour partager leur voiture avec leurs voisins. La « voiture pour quatre » pénétrerait à celui qui adopterait ce système de réduire des économies substantielles. L'opération, organisée

à partir de l'entreprise, consisterait à remettre aux propriétaires de voitures concernées une carte verte autocollante à fixer sur les pare-brise.

- 3) La création d'une carte violette (taxis collectifs). Les villes se développent, mais le nombre des taxis n'augmente pas. Le public déplore cette situation aux heures de pointe et aux sorties des gares, a souligné le sénateur des Yvelines, qui propose de transformer un certain nombre de taxis individuels en taxis collectifs. Les taxis acceptant d'appliquer cette nouvelle réglementation collecteraient sur le pare-brise une carte violette autocollante et indiqueraient la direction dans laquelle ils vont.

AÉRONAUTIQUE

● LE BRUIT DE CONCORDE. — D'après le dernier rapport de l'administration américaine de l'aviation (F.A.A.), qui publie chaque mois un rapport sur la façon dont Concorde est accueilli à Washington, le supersonique franco-britannique a été au cours du mois d'août aussi bruyant que les

avions subsoniques à l'atterrissage et plus bruyant au décollage ; constatation comparable à celle qui avait été faite en juillet et en juin. En revanche, le nombre des plaintes des riverains de l'aéroport a augmenté : on en a compté soixante-huit en juillet et cent quinze en août. — (A.F.P.)

JUSTICE

L'affaire de sorcellerie de Couterne (Orne)

TROIS NOUVELLES INCUPLATIONS ONT ÉTÉ PRONONCÉES (escroquerie et recel)

Trois nouvelles inculpations ont été prononcées dans l'affaire de sorcellerie découverte le 16 juin à Couterne, dans l'Orne (le Monde du 25 juin). Mme Esnault, soixante-quinze ans, connue sous le nom de « Madame de la confiance » et écrouée depuis le 1^{er} juillet à la prison de Coutances, a été inculpée pour escroquerie après l'avoir été précédemment pour non-assistance à personne en danger. Son fils Henri, quarante-deux ans, a été écroué pour le même motif, et son mari, Pierre Esnault, soixante-trois ans, est inculpé de recel.

Le 16 juin, les gendarmes étaient entrés par hasard dans la ferme de M. Georges Leroy, ils avaient découvert celui-ci, gisant sur son lit dans un état d'épuisement extrême. Depuis neuf jours, sur les conseils de « Notre-Dame de la confiance », M. Leroy, qui se croyait envoûté, n'absorbait plus que du sel et de l'eau bénite pour « expier ses fautes ».

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BORDEAUX

Fraise à chaussure et espionnage industriel

Bordeaux. — L'espionnage économique ou la « fuite des cerveaux » sont des réalités qui ne se pratiquent pas toujours dans le domaine des travaux les plus prestigieux, celui de l'industrie nationale par exemple. La petite industrie — sinon l'artisanat — a aussi ses secrets. On s'y livre à des guerres clandestines, dont les conséquences économiques ne sont pas négligeables et qui aujourd'hui peuvent parfois prendre une dimension internationale.

C'était la première spécialité des Etablissements Rito, fondés en 1958 par M. Roger Rito. Cette entreprise installée dans la banlieue bordelaise emploie actuellement une centaine de personnes. Grâce au succès de la fraise à chaussure, elle a pu diversifier ses activités, notamment par la fabrication d'outils de précision pour le découpage des alliages et aciers spéciaux. La société a désormais pour clients la plupart des constructeurs aéronautiques européens, sans compter la NASA, qui a utilisé des fraises Rito.

Lorsque M. Guy Tempier — le prévenu — a été engagé en 1961, l'atelier ne comptait qu'une dizaine d'ouvriers. Il était ajusteur. M. Rito et ses collaborateurs venaient de mettre au point la fraise à « profil » en

Dans l'affaire examinée le 27 septembre par le tribunal correctionnel de Bordeaux, il n'était pas question de la fuite d'un « cerveau » mais de celle d'un ancien ouvrier qualifié. L'inculpation portait à la rigueur l'espionnage : vol de plans et documents, débouché de personnel pour l'étranger, utilisation et exploitation de secrets techniques au profit de l'étranger. Mais l'objet du délit n'était qu'une simple fraise à chaussure. Il s'agit d'une pièce d'outillage de quelques dizaines de grammes et destinée à l'usinage des semelles et talons de cuir.

De notre envoyé spécial

Le carbure de tungstène, une innovation qui devait, de l'avis des industriels de la chaussure, assurer à la société pendant de longues années un « monopole de fait » en Europe et dans de nombreux pays du monde. Devenu dessinateur puis chargé d'études, M. Tempier a été licencié le 31 décembre 1972, après un différend avec M. Rito. Seulement trois mois après, il s'associe avec un concurrent italien de la société Rito pour fonder sa propre entreprise. Il débute deux ouvriers affectés chez son ancien employeur à la fabrication de la fraise à chaussure. Puis il inscrit à son catalogue (sous les mêmes références) une pièce pratique-

ment identique au produit fabriqué par la société Rito. Les experts commis par le magistrat instructeur ont conclu qu'il ne pouvait s'agir que d'une copie ou d'une réplique. Ils ont d'autre part affirmé que les plans fournis par M. Tempier coïncidaient exactement avec ceux de la société Rito et qu'ils n'en étaient que la reproduction. Devant le tribunal, M. Rito a demandé que son adversaire soit contraint de cesser la fabrication du produit litigieux et qu'un expert soit commis pour évaluer un préjudice qu'il estime pour sa part à 2 millions de francs en quatre ans (1). « En agissant comme il l'a fait, déclare M. Rito, mon ancien employé a écopé les trois cent cinquante et de mise en point que nous avions consacrées à notre innovation. De ce fait, son prix de revient était forcément inférieur au nôtre. Il a, d'autre part, profité du cours concurrentiel de la fraise italienne. Il s'est servi enfin de la connaissance qu'il avait de notre clientèle pour se substituer à nous après de celle-ci, particulièrement en Italie, où l'industrie de la chaussure est très florissante. »

Un secret de polichinelle

De son côté, M. Tempier a vivement contesté le fait que la société Rito puisse se prévaloir de l'existence d'un « secret de fabrication » qui, s'il n'était pas reconnu, annulerait à son avis toute l'inculpation. « C'était un secret de polichinelle », affirme un de ses amis (italien) et M. Tempier rappelle que d'autres entreprises françaises ou étrangères ont, avant lui, présenté sur le marché des fraises similaires à celle de la société Rito. Cependant, les experts ont constaté qu'il s'agissait de tentatives sans lendemain, et M. Rito a ajouté que ces « boîtes de la concurrence » avaient prouvé que son produit possédait des qualités et des performances « qui n'appartenaient qu'à ce dernier ».

La défense a également souligné l'insaisissabilité de la loi sur les secrets industriels et commerciaux modernes, en indiquant que les articles du code pénal dont l'application est réclamée (articles 401, 417 et 418) présupposent que le délit est constitué lorsqu'il est commis « dans le but de nuire à l'industrie française ». A ce propos, le président devait faire allusion à ce soudain de protectionnisme technique peu désuet, alors qu'un témoin faisait remarquer avec ironie que l'on ne devait pas reprocher à M. Tempier d'avoir débouché des ouvriers au profit de l'étranger au moment où la libre circulation des travailleurs est reconnue au sein de la Communauté européenne. « Il faut bien reconnaître qu'à l'époque du Marché commun, a ajouté le président, la loi est un peu curieuse et que ce délit pourrait paraître anachronique. »

« Les taxes ne sont peut-être plus très satisfaisantes, admet M. Rito, mais de toute manière celles qui tentent de développer une industrie tournée vers l'innovation, a besoin d'être protégée. » M. Rito — qui a déjà obtenu réparation en justice après le départ à l'étranger d'un autre de ses collaborateurs — explique qu'il devait compter sur le développement de la commercialisation de la fraise à chaussure pour financer de coûteuses recherches sur l'usinage des métaux nouveaux employés dans la métallurgie moderne et l'industrie aéronautique ou spatiale.

« Le développement d'une industrie comme la nôtre conditionne celui de notre pays, conclut M. Rito. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une conception dépassée. Il y a encore des intérêts étrangers ou concurrents, mais, si nous sommes privés de moyens d'investissement pour poursuivre nos études et maintenir notre avance technique, il ne faudra pas s'étonner si nous sommes un jour contraints d'accepter un financement extérieur à notre entreprise. » M. Rito faisait allusion à une aide étrangère ? L'industriel bordelais, soucieux de nationalisme et d'indépendance, laisse planer le doute sur cette éventuelle contradiction.

FRANCIS CORNU.

(1) Le tribunal délibérera après la fin des débats, renvoyés au 11 octobre.

● La mort de M. Baptedou. — M. Guy Foch, premier juge d'instruction à Paris, a fait procéder lundi 27 septembre à la reconstitution de la fusillade au cours de laquelle Bernard Baptedou, employé de banque, a été tué le 27 juin dernier, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) par deux policiers enquêtant sur l'enlèvement de M. Guy Thodor.

Dans les 8 BHV.

Imaginez un prestigieux salon d'exposition de canapés où une sélection de modèles des plus grandes marques vous serait proposée 20% moins cher. C'est ce que vous offre jusqu'au 16 octobre le BHV, le grand spécialiste de votre maison.

-20%
Sur les modèles
sélectionnés

Des conseils, un choix immense, des prix très intéressants ; si vous cherchez un canapé, c'est le moment d'aller faire un tour dans l'un des 8 BHV. Vous ne serez pas déçus !

1. LANBERT modèle Cabri - convertible deux places - matelas polyther en 140 - revêtement 100% drap - 2600F 2080F
Chiffre assorti 3300F 908F
2. EUROPE DÉCOR modèle Lorient - convertible deux places - matelas polyther en 140 - 1 angle, 1 chauffe, revêtement coton fibre - 2500F 2280F
Chiffre assorti 3200F 844F
3. REGUE modèle Concept convertible deux places - matelas polyther 100% coton - revêtement 100% drap - 2500F 2280F
Chiffre assorti 3200F 740F
4. DUCAL modèle Chambord convertible deux places - matelas polyther en 120 - revêtement velours 100% drap - 2500F 1900F
Chiffre assorti 3200F 740F
5. G.M.C. modèle Paloma - convertible deux places - matelas polyther en 140 - 1 angle, 1 chauffe, revêtement coton fibre - 2500F 2280F
Chiffre assorti 3200F 740F
6. LIANE DE FRANCE modèle Sibire - 2 places, rotin teint, revêtement en lin - 2200F 1360F
Chiffre assorti 3200F 740F
7. EROP modèle Calais - convertible 3 places - matelas polyther en 140 - revêtement 100% drap - 2500F 2280F
Chiffre assorti 3200F 740F
8. WILHELM modèle Riksdag - convertible 3 places - matelas polyther en 140 - revêtement fibreux/coton - 2400F 2276F
Chiffre assorti 3200F 884F
9. SUPREN modèle Texas - convertible 3 places - revêtement cuir fibre - 3200F 4988F
Chiffre assorti 3400F 2492F
10. STEINER modèle Jante - convertible 3 places - matelas polyther en 150 - revêtement 100% drap - 1 angle, 1 chauffe - 3600F 10 408F
Chiffre assorti 3900F 2 358F
11. GUERMONPREZ - convertible 3 places - matelas polyther en 140, 1 angle et une chauffe - revêtement 100% drap - 3600F 3990F
Chiffre assorti 3800F 1025F
12. GAMBA modèle Club - convertible 3 places - matelas polyther en 140 - revêtement velours de cuir - 3500F 3616F
Chiffre assorti 3800F 1533F
13. CASAGRANDE modèle Calypso - convertible 3 places - matelas polyther en 140, 1 angle, 1 chauffe, tissu tissu - fibreux/coton - 3500F 3296F

Jusqu'à épuisement des stocks. Ces prix barres sont aux antérieures jusqu'à nos magasins.

*En vente à Rito.

Pour être sûr de bien choisir.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

سكنى فى المدينه

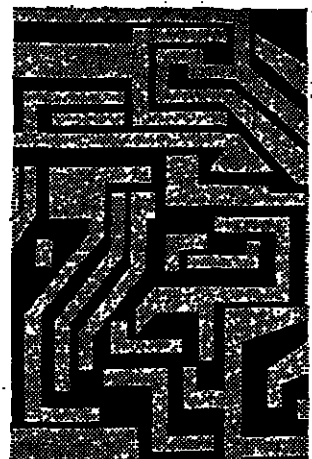
Le 1er briquet à circuit intégré du monde:

Maruman IC Multispark

Croyez-vous que la première roue tournait bien rond ?

Que de perfectionnements depuis ! Car l'insatisfaction rend inventif. Et c'est elle aussi qui se trouve à l'origine du premier briquet à circuit intégré du monde.

Son inventeur, Maruman, ne fait pas parler de lui pour la première fois. Déjà en 1965 il lance le premier briquet Piezo électrique, créant ainsi la seconde génération de briquets qui devait connaître un succès éblouissant dans plus de 70 pays.



Maruman saute la troisième génération. Pour se vouer uniquement à la quatrième.

La troisième génération est représentée par les briquets traditionnels à pile. Maruman renonce à leur fabrication pour créer la quatrième : par l'application de composants électroniques subminiaturisés. Après cinq ans de recherches, le premier briquet de la quatrième génération est né, dernier cri de la technologie dans ce secteur.

Son nom :

Maruman IC Multispark.

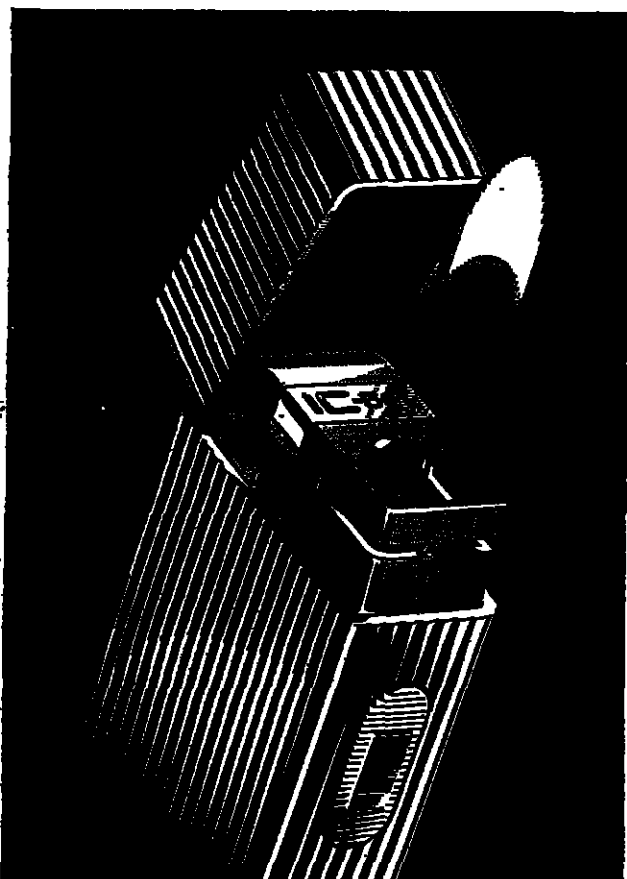
IC signifie circuit intégré, la méthode la plus perfectionnée pour inclure de nombreux composants électroniques dans le plus petit volume possible (p. ex. 500 transistors sur 1 mm²). Multispark veut dire allumage automatique à répétition.

Quels sont les atouts de l'IC Multispark ?

Une maniabilité et rapidité d'allumage intégrées à ce jour, grâce à l'emploi des composants électroniques les plus perfectionnés ayant fait leurs preuves dans l'aéronautique. Un maniement plus silencieux grâce à l'absence de mécanisme de prétension. Et plus doux grâce à une conception fonctionnelle permettant l'allumage par effleurement et avec une seule main.

Fiez-vous à un briquet qui défie le temps !

Nul autre briquet ne saurait atteindre l'âge de l'IC Multispark tout en continuant à fonctionner comme au premier jour. Nous l'avons testé sur des millions de cycles opérationnels pour obtenir un vieillissement artificiel et sommes arrivés à une durée bien plus longue qu'une vie humaine. Cela n'a été possible que par la réduction au strict minimum des pièces soumises à l'usure et à l'emploi optimal des composants électroniques. L'élément clé est l'ensemble du circuit intégré IC doublement caractérisé par la haute qualité du matériel utilisé pour



les composants tant internes qu'externes. A quoi il faut ajouter la réduction draconienne de la consommation d'énergie grâce à une technologie électronique très poussée.

Le Maruman IC Multispark ne craint pas les complications.

Voyez de quel côté penche la balance si nous le comparons avec les briquets à pile :

Résistance fonctionnelle :

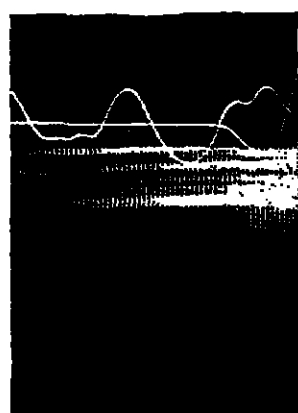
Les composants des circuits électriques du briquet à pile sont de dimensions relativement grandes, leurs connexions relativement longues. D'où

semblage et la nature des composants électroniques lui assurent une robustesse exemplaire.

Électronique : Étant donné le montage conventionnel des composants électriques du briquet à pile, il n'y a pas de répétition automatique d'étincelles lors de la mise en action.

L'IC Multispark, en revanche, offre une sécurité optimale de fonctionnement par un nouveau type de commutation où le circuit intégré assure la régulation et l'allumage à répétition. Un procédé technique exclusif permet à l'IC Multispark d'amener le pouvoir d'une simple pile à un très haut voltage.

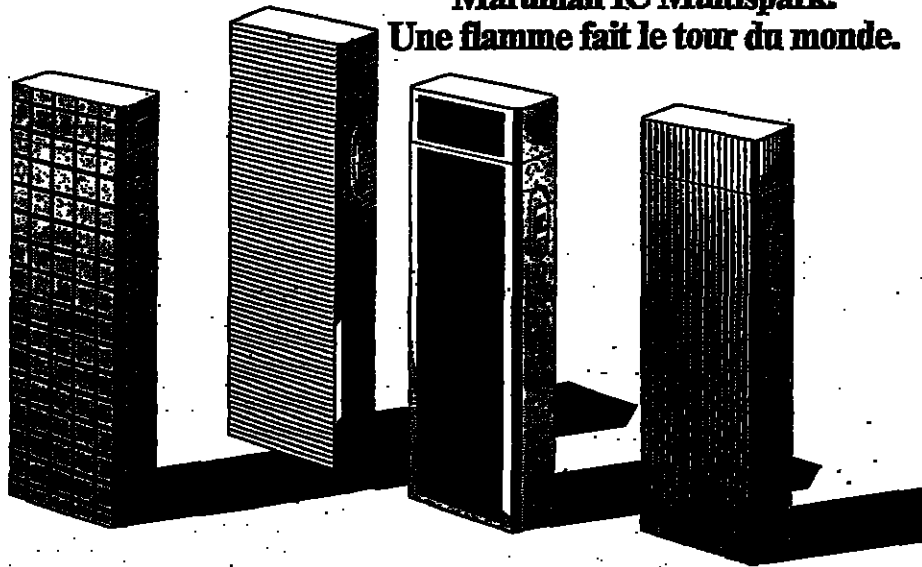
Capacité de la pile : Dans le briquet à pile, l'efficacité plus faible réduit le nombre des allumages, de 10000 à 12000 environ. De plus, la diminution du potentiel de cette pile entraîne la diminution des allumages. Par contre, avec deux étages d'amplification du potentiel de la pile, l'IC Multispark obtient une moyenne de 40000 allumages.



On pourrait écrire tout un livre sur l'IC Maruman Multispark.

Faute de place et pour ne pas abuser de votre patience, ajoutons simplement que la cellule énergétique à l'oxyde d'argent de l'IC Multispark ne doit être renouvelée qu'après 4 ans. Ce qui constitue un progrès considérable sur le briquet traditionnel à pile. Certains considéreront peut-être le premier briquet à circuit intégré du monde comme une invention superflue. La première roue n'avait-elle pas elle aussi suscité bien des haussements d'épaules ! Et pourtant...

Maruman IC Multispark. Une flamme fait le tour du monde.



Garantie intégrale d'un an dans le monde entier.
En vente chez les spécialistes pour Fumeurs.
De 175 F à 395 F.

Maruman

82, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

LES ÉTUDIANTS DE RENNES A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU

Le déclin

Dans "le Monde de l'éducation"

MM. QUERMONNE ET CASADEVALL CRITIQUENT L'ABSENCE DE POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et

عدد ١٠٠٠

17

0-5-2-12

100

(publiée)

COMPTABILITÉ

Les 2 avantages de l'Examen probatoire

1° Il vous donne un métier en quelques mois : 2° Il vous ouvre la voie de l'Expertise-Comptable. Durée de l'Examen : 12 heures. Correspondance et Diplôme de l'Examen : 4 à 6 mois, suivant temps disponible.

1ère inscription conseillée : 1° au 15 Mars. Ateliers commerciaux complets. N'est nécessaire. Brochure gratuite n° P 9040 à Ecole Française de Comptabilité. Ordreurs inv. 52370 Paris-Colombes. Ouvert pour professionnels & formation continue ».

1

ÉDUCATION

APRÈS LES GRÈVES DU PRINTEMPS

Soixante-cinq mille étudiants achèvent... l'année dernière

Les soixante-cinq mille étudiants qui n'avaient pas pu passer leurs examens en juin dernier, en raison des grèves du printemps, achèvent actuellement l'année universitaire. Dans la plupart des cas (le Monde du 15 septembre), la première session d'examens a débuté ces jours derniers, soit à l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II) et à l'U.E.R. de technologie de Clermont-Ferrand-I, où les étudiants suivent d'abord une série de cours de rattrapage.

Quatre mille cinq cents étudiants des deux universités de Clermont-Ferrand, nous indique notre correspondant, passent actuellement des épreuves en lettres et sciences humaines, et en droit et sciences économiques. Les cours avaient été prolongés jusqu'au début de juillet.

Six mille étudiants environ de

l'université des sciences et techniques de Lille subissent des examens depuis le 9 septembre. A Lille-II (droit et santé) et Lille-III (lettres), la deuxième session de rattrapage est déjà commencée, les premiers examens s'étant normalement déroulés avant les vacances.

A l'université de Picardie (Amiens), selon notre correspondant, quatre mille trois cents vingt étudiants ont été convoqués, depuis le 13 septembre, à une première série d'examens. Plusieurs sections (droit privé, médecine, pharmacie, les sciences à l'U.E.R. de Saint-Quentin), pas ou peu touchées par les grèves, entament déjà la deuxième session. Pour les autres disciplines, cette session aura lieu en octobre. Aucun cours de rattrapage n'a été organisé à Amiens où l'université était demeurée en activité jusqu'au 8 juillet.

A Paris

LES ENFANTS DES CENTRES AÉRIÉS POURRAIENT ÊTRE ACCUEILLIS DANS DES BATIMENTS « EN DUR »

Dans une lettre adressée le 23 septembre à M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, le préfet de Paris, M. Jean Tanelle, répond aux nombreuses critiques dont les centres aérés pour les petits Parisiens qui ne quittent pas la capitale ont été l'objet depuis la fin du mois d'août. En effet, le 25 du mois dernier, une intoxication provoquant l'hospitalisation de cent enfants. Selon les services d'hygiène de la préfecture, on peut maintenant conclure à une intoxication alimentaire. Le préfet annonce qu'une étude est en cours pour envisager — à la place des tentes où sont généralement accueillis les enfants — la construction de bâtiments en dur. « Ces qui seraient préférables, du point de vue de l'hygiène », mais poserait des problèmes d'environnement dans les bois de Boulogne et de Vincennes, qui sont des sites classés.

M. Jean Tanelle ajoute que seront également examinées les possibilités d'améliorations qui pourraient être apportées aux centres existants des centres des écoles qui préparent et transportent la nourriture donnée aux enfants.

Outre cette enquête administrative, l'enquête judiciaire devrait établir l'origine de l'intoxication et les responsabilités.

Situation identique dans la capitale

La situation est sensiblement équivalente dans les universités parisiennes : Paris-I, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, A l'université Paris-VII (Jussieu), la rentrée est prévue pour le 4 octobre. D'ici là, près d'un million d'étudiants auront passé les deux sessions d'examens. Des cours de rattrapage auront été organisés jusqu'au 9 juillet, les étudiants se présentant directement aux épreuves terminales, soit à l'U.E.R. de biologie.

Les trois mille huit cent cinquante étudiants de l'université de Paris-I (Sorbonne), inscrits en premier cycle de droit et de philosophie et en première année de gestion, achèvent actuellement les contrôles de connaissances de fin d'année qui avaient été perturbés en juin. Dans les autres disciplines, les cours avaient repris normalement tôt, après les grèves, et la première session avait été organisée normalement.

A l'université de Paris-X (Nanterre), ce problème concerne également la section juridique : la première session d'examens a débuté le 17 septembre. Les résultats obtenus en juin ont été validés par les services du rectorat.

Le « rattrapage » des cours et des examens devrait se dérouler partout sans incidents, les présidents d'université, les enseignants et les étudiants attendant le verdict des recteurs pour les examens à venir. Il semble d'autre part, qu'aucune nouvelle invalidation des résultats ne soit intervenue depuis le refus de l'administration d'accorder l'agrément national à certaines disciplines des universités de Poitiers et de Toulouse-le-Mirail.

UNESCO

● La centième session du conseil exécutif de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) s'est ouverte le lundi 27 septembre au siège de l'organisation, à Paris. Elle a commencé par deux minutes de silence et un hommage à la mémoire du président Mao Tse-tung. Le conseil exécutif a ensuite adopté son ordre du jour, où figure notamment l'étude finale du projet de plan à moyen terme pour 1977-1982. Il formulerait aussi sa recommandation sur le budget du programme proposé pour la période 1977-1982.

● La République populaire d'Angola doit être admise ce mardi 30 septembre comme centième membre du conseil exécutif de l'UNESCO par le Conseil exécutif de l'Organisation culturelle des Nations unies.

(PUBLICITE)

Vous êtes bachelier,
Vous souhaitez vous orienter
vers la gestion d'entreprise,

ipag

vous propose, en trois ans, une formation active et polyvalente (gestion financière, Marketing, relations de travail).
Cinq périodes de travail en entreprise, dont une aux Etats-Unis, alternent avec quatre périodes d'enseignement.

Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion.
Etablissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'Etat.

184, boulevard Saint-Germain PARIS-6* - 222-08-55

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Révisée, aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande
5, rue des Écoles, 75005 PARIS cedex 05

UN NOUVEAU C.E.S. A CANCALE

Une inauguration qui divise

De notre correspondant

Saint-Malo. — M. René Haby, ministre de l'Éducation, a inauguré à Cancale (Ille-et-Vilaine), lundi 27 septembre, un nouveau collège d'enseignement secondaire (C.E.S.).

Le nouvel établissement, qui peut accueillir deux cent cinquante élèves, a été inauguré de façon frôlée, a-t-il été déclaré, une politique qui vise à créer délibérément de petits collèges. Ce qui correspond à une volonté légitime des communes, soucieuses d'établir les liens les plus étroits possibles entre les élèves de la vie locale et le monde de l'éducation. Le ministre a annoncé la construction d'une centaine de collèges de mêmes dimensions dans un premier temps.

Pendant l'inauguration, une centaine d'enseignants du Syndicat national des instituteurs

(S.N.I.) et du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.), venus de toute la région, ont réclamé réparation pour quelques « bavures » commises lors de la rentrée scolaire. Parmi eux, six des quatre enseignants du nouveau C.E.S., adhérents du S.G.E.N. Les huit autres avaient — après intervention du recteur — renoncé à « boycotter » l'inauguration.

M. Pierre Dury, directeur du C.E.S., conservera de cette journée un « souvenir amer ». « Nous avons travaillé jusqu'à présent dans de vieux bâtiments mais avec une équipe pédagogique soudée. Je me retrouve, dans ces locaux neufs, pris entre deux groupes d'enseignants qui s'opposent. Cela va s'aggraver si, dans les semaines qui viennent, l'inauguration s'effectue avec sanctions. » — A. M.

● M. Paul Fraisse a été élu à la présidence de la troisième section (sciences naturelles) de l'École pratique des hautes études en remplacement de M. Bernard Halpern, professeur au Collège de

France et directeur du laboratoire d'immunobiologie. M. Fraisse, professeur à l'université René-Descartes (Paris-VI), est directeur du laboratoire de psychologie expérimentale.

Le nombre d'étudiants en médecine devrait diminuer

Un décret conjoint du ministre de la santé et du secrétaire d'État aux universités, daté du 20 septembre et paru au « Journal officiel » du 26 septembre, fixe le nombre des étudiants en médecine et en odontologie (chirurgie dentaire) susceptibles d'être accueillis, pour leur formation clinique et pratique durant l'année universitaire 1977-1978, dans les services des centres hospitaliers universitaires. Les chiffres fixés sont de 25 983 en médecine (contre 25 923 pour 1976-1977, soit 0,2 % d'augmentation) et de 3 742 en odontologie (contre 3 764 pour 1976-1977, soit 0,6 % de diminution).

Les deux nombres qui viennent d'être fixés sont ceux des postes hospitaliers où les étudiants pourront faire leur stage pratique : on sait qu'en médecine, les étudiants, à partir de la seconde année du second cycle (D.C.E.M. 2), doivent accomplir six stages hospitaliers d'un semestre chacun. Les 25 983 postes qui seront, en 1977-1978, disponibles pour accueillir les étudiants des trois dernières années du second cycle (D.C.E.M. 2, 3 et 4) donneront des promotions théoriques comportant le tiers d'étudiants, soit 8 661. Et l'importance de ces promotions pour le second cycle fixe le nombre d'étudiants susceptibles d'être reçus au concours de fin de première année.

Théoriquement, au vu de ces chiffres officiels, le nombre d'étudiants reçus à ce concours devrait donc croître encore légèrement, puisque le nombre de postes disponibles pour 1978-1979 le fixait à huit mille six cent quarante et un. En fait, les chiffres officiels étaient largement dépassés : le nombre d'étudiants reçus ces der-

nières années au concours étant proche des dix mille. On indique donc aujourd'hui, au ministère de la santé et au secrétariat d'État aux universités, qu'il n'est plus question d'accepter de tels dépassements, et que les doyens des facultés de médecine ont accepté, au début de septembre, de tout faire pour qu'il en soit ainsi. D'autre part, on applique jusqu'à maintenant dans le calcul du nombre de postes mis au concours un coefficient dit « d'attribution » qui, pour tenir compte des abandons d'étudiants après la première année, relevait le nombre de postes mis au concours : ce coefficient variable suivant les U.E.R., atteignait 20 % dans certaines d'entre elles. Ce coefficient ne sera plus appliqué.

Au total, si les engagements pris sont respectés, on se dirige vers une légère diminution des promotions de futurs médecins, ce qui correspond au désir du gouvernement d'éviter de se trouver, dans quelques années, face à un corps médical surabondant (le Monde du 26 août).

CEGOS

564-CEGOS spécialistes dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

Médecin, Responsable des Expérimentations Cliniques

130.000F. - PARIS

Filiale française du groupe américain JOHNSON and JOHNSON, les Laboratoires CILAG-CHIMIE dont la création récente a pour objet de mettre à la disposition du corps médical des spécialités pharmaceutiques de très haute valeur thérapeutique, recherchent un médecin responsable des Expérimentations Cliniques. Il sera chargé de l'élaboration des protocoles d'études, de leur implantation hospitalière, au plan national, et de leur aboutissement dans le cadre des programmes de développement.

Cette fonction recouvre plusieurs aspects très attractifs : l'étude en profondeur des domaines thérapeutiques concernés, des contacts scientifiques avec des personnalités éminentes en ces domaines ainsi que le suivi et l'évaluation de nouveaux produits, depuis leur stade expérimental jusqu'à leur diffusion.

Ce poste sera confié à un médecin de 30 ans minimum, parfaitement bilingue Français-Anglais, exerçant depuis plusieurs années déjà des fonctions hospitalières ; une expérience ou une spécialité en dermatologie sera déterminante dans le choix du candidat. Cette fonction à temps complet n'excluant pas la possibilité d'une activité hospitalière par ailleurs, située à Paris, implique des déplacements sur l'ensemble du territoire national et le cas échéant à l'étranger.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - Réf. 6030/M

Directeur Commercial France

120.000F

Un Groupe Industriel Espagnol, leader en son domaine, spécialisé dans la fabrication d'articles de quincaillerie destinés à la sécurité des habitations, commercialisés déjà dans plus de quarante pays étrangers, a décidé maintenant de conquérir le marché français : pour cela il recherche son Directeur Commercial.

Dépendant de la Direction Marketing du Groupe et après une période d'adaptation et de formation en usine et au siège de la maison-mère, il aura l'entière responsabilité de la promotion et du développement d'un nouveau catalogue spécialement conçu et adapté, tant au plan technique qu'économique, aux normes françaises. Il participera à la définition des objectifs, à l'élaboration des budgets et à partir d'un dépôt déjà existant à Paris, il dirigera et animera les éléments actuels de la force de vente et la développer.

Ce poste sera confié de préférence à un diplômé d'études commerciales, 30 ans minimum, connaissant bien la distribution auprès des grossistes, des centrales d'achat et des quincailliers, et justifiant lui-même de plusieurs années d'expérience de la vente de biens d'équipement ou d'articles les concernant, puis de l'animation d'un réseau et de la gestion complète de secteurs. La connaissance de l'espagnol n'est pas indispensable.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - Réf. 6028/M

Adressez lettre man. + CV détaillé en indiquant la référence à SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion

sélé
CEGOS

Chef du Personnel

100.000F

Un groupe industriel français, implanté en pays de Loire, proche d'une grande ville universitaire, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'articles destinés à l'habillement (effectif de 1500 personnes réparties en plusieurs unités - C.A. annuel 160 millions de F.H.T.) crée dans le cadre de son expansion un poste de Chef du Personnel.

Placé sous l'autorité et le contrôle du Directeur Administratif et Financier, il participera à l'élaboration et à la mise en application d'une politique de personnel et, au plan fonctionnel, sera chargé d'apporter auprès des différents responsables d'unités ou de départements l'assistance technique qu'ils solliciteront ; en ce sens il aura un rôle d'études et de conseil. Il assurera la gestion administrative des effectifs, les relations avec le personnel et l'ensemble des organismes concernés ; il prendra en charge le budget formation et participera à la gestion du patrimoine social du groupe.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures, juridiques - économiques, ou d'une école d'ingénieurs, 30 ans minimum, ayant déjà exercé durant quelques années et si possible en milieu industriel de moyenne importance des fonctions équivalentes lui permettant, à partir de son expérience, d'envisager avec succès la création d'un tel poste.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - Réf. 6029/M

Commerce International

Nous importons et commercialisons des matières premières utilisées par différents secteurs industriels. Nous comptons parmi les plus importantes sociétés françaises dans notre spécialité et achetons dans tous les pays du monde. Nous recherchons le responsable de l'une de nos gammes de produits. Il exercera une activité de négociation et assurera les contacts tant avec les fournisseurs étrangers qu'avec les clients français. Il gèrera son budget et sera responsable de ses résultats et du développement de son secteur.

Le candidat aura une formation commerciale supérieure et quelques années d'expérience. Il connaît l'anglais.
Résidence : Paris.

Ecrire à J. DELANNOYE - Réf. 1009/M

Jeune Juriste

CONCEPTION ET LANCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS D'ASSURANCES

Nous sommes l'une des premières Compagnies d'Assurances, siège social - Paris 8ème. Nous cherchons, pour notre service études et lancement de nouveaux contrats, jeune licencié en droit, ayant éventuellement complété sa formation par l'Institut des Assurances, l'IEP ou l'IAE. Une expérience d'un an ou deux dans l'assurance, par exemple Inspection ou services Etudes, est très souhaitée.

Missions confiées :
1o) améliorer et moderniser les contrats actuels ; concevoir de nouveaux produits ; procéder à des études juridiques diverses. Ce travail exige une grande autonomie et fiabilité sur le plan juridique.
2o) assister et former les réseaux commerciaux en province au moment du lancement des nouveaux produits. Ce rôle exige une personnalité affirmée, d'excellents contacts, une disponibilité permettant d'accepter un certain nombre de déplacements. Statut stagiaire cadre. Intégration dans une équipe jeune et de haut niveau. Préciser niveau actuel de rémunération.

Ecrire à M. GARCIA - Réf. 11.998/M

ÉDUCATION

POUR FAVORISER LE RECRUTEMENT DES « PROFESSIONNELS »

Mme Saunier-Selité annonce une « rallonge » d'heures d'enseignement pour les I.U.T.

Mme Aïce Saunier-Selité a annoncé lundi 27 septembre, devant le conseil régional de Champagne-Ardenne réuni à Châlons-sur-Marne, nous signale notre correspondant, qu'un crédit de 540 000 heures d'enseignement allait être attribué aux instituts universitaires de technologie (I.U.T.). Cette dotation devrait permettre, selon le secrétaire d'Etat aux universités, à ces établissements de recruter des personnels extérieurs supplémentaires.

Le chiffre indiqué par le secrétaire d'Etat représente un supplément d'environ cent soixante mille heures d'enseignement par rapport à la dotation annoncée au mois d'août (dotation qui comportait un abaissement de 100 000 heures sur les crédits de l'an dernier). Il tient compte de l'évolution des effectifs d'étudiants et d'enseignants ainsi que des perspectives de recrutement de « professionnels ». Le secrétaire d'Etat propose aux établissements une sorte de « contrat » : des crédits supplémentaires seront versés

dans la mesure où les responsables parviendront à accroître la proportion d'enseignements assurés par des professionnels. On estime au secrétariat d'Etat que la dotation permettra aux I.U.T. de couvrir les programmes : certains établissements auront même une dotation supérieure à celle de l'an dernier.

Pour Mme Saunier-Selité, les enseignants « extérieurs » sont ceux qui assurent la meilleure formation, qui attirent les meilleurs candidats et qui offrent les plus sûrs débouchés à leurs étudiants. C'est pour inciter ceux qui fonctionnent en vase clos à les inciter, à s'ouvrir sur les réalités économiques, que j'ai décidé de distribuer dorénavant les heures complémentaires en tenant compte de la participation des personnels extérieurs.

Le secrétaire d'Etat aux universités répond ainsi indirectement à l'appel pour la défense des I.U.T. qui vient de lancer le Syndicat national d'enseignement supérieur (SNE-Sup.). Ce syndicat avait entrepris, avant les déclarations de Mme Saunier-Selité, une campagne de signatures pour dénoncer la réduction de moitié de la dotation d'heures supplémentaires pour les instituts universitaires de technologie et la suppression d'une centaine d'emplois d'enseignants.

L'appel pour la défense des I.U.T. reprend, selon le SNE-Sup., les critiques déjà formulées par les instances directement concernées (commissions pédagogiques, directeurs, présidents de conseil d'administration et chefs de département d'I.U.T.) vis-à-vis des restrictions prévues dans le secteur universitaire.

Le SNE-Sup. envisage de poursuivre son action jusqu'à la prochaine réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (CNESRS), où doit être discuté un projet de décret modifiant la procédure de désignation des directeurs d'I.U.T. et des chefs de département.

CORRESPONDANCE

Les I.U.T. électoraux

M. Paul Flament nous a adressé la lettre suivante :

Voire numéro du 25 septembre publie la liste des villes non universitaires dotées d'un département d'institut universitaire de technologie (I.U.T.).

Permettez-moi de vous signaler que Périgueux, ville non universitaire, est dotée d'un institut d'études juridiques et économiques et de classes préparatoires, à cette rentrée, un département de techniques de commercialisation agricoles rattaché à l'institut universitaire de technologie B de l'université de Bordeaux-III.

N.D.L.R. — Rappelons que le maire de Périgueux est M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R.J.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transcription a déformé la citation extraite du rapport de la Cour des comptes sur les I.U.T. dans le Monde du 25 septembre. Ce n'est pas dans « plus de dix départements » que les effectifs d'étudiants sont stationnaires, mais dans « plus de quatre-vingt dix ».

Le secrétariat d'Etat refuse de créer à Roanne une « antenne » de l'université de Saint-Étienne

Le secrétariat d'Etat aux universités refuse la création, à Roanne, d'une « antenne » de l'université de Saint-Étienne. Cela ne décourage pas les Roannais. « Nous espérons que vous ne voudrez pas vous opposer à ces expériences qui vont dans le sens d'une réduction des inégalités géographiques de l'éducation », télégraphie, début septembre, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Roanne à Mme Saunier-Selité. M. Alain Bertoni, député (U.D.R.), et Paul Pilet, sénateur membre du C.D.S., maire de Roanne, ont tenté de comprendre que le refus n'était pas définitif. Une centaine d'inscriptions furent acceptées jusqu'à la clôture, le 15 septembre.

En fait, il s'agissait d'un refus, comme vient de l'annoncer le recteur au président de l'université, après un entretien avec Mme Saunier-Selité. Le secrétaire d'Etat n'envisage guère, à Roanne, qu'un centre de formation continue lié par convention avec l'université, voire la « décentralisation » de quelques travaux dirigés.

Roanne n'étant qu'à 90 kilomètres de Lyon et 80 de Saint-Étienne. Cela ne décourage pas les Roannais. « Nous espérons que vous ne voudrez pas vous opposer à ces expériences qui vont dans le sens d'une réduction des inégalités géographiques de l'éducation », télégraphie, début septembre, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Roanne à Mme Saunier-Selité. M. Alain Bertoni, député (U.D.R.), et Paul Pilet, sénateur membre du C.D.S., maire de Roanne, ont tenté de comprendre que le refus n'était pas définitif. Une centaine d'inscriptions furent acceptées jusqu'à la clôture, le 15 septembre.

RELIGION

L'Eglise catholique de France adresse un message de sympathie à l'islam

Une prière solennelle a eu lieu, à la mosquée de Paris pour la fête de l'Aïd el Fitr.

A cette occasion, le secrétaire d'Etat de l'Eglise catholique de France pour les relations avec l'islam a publié un communiqué dans lequel on lit notamment :

« Nous invitons la communauté catholique de notre pays à s'unir à la joie et à la prière de la communauté musulmane, qui, dans le monde entier, célèbre aujourd'hui l'Aïd el Fitr.

« Nombreux sont, en France, les chrétiens qui travaillent quotidiennement avec des musulmans, cette rencontre pouvant être, pour les uns et les autres, la source d'une véritable fraternité dans la foi au Dieu unique. C'est à eux, mais aussi à tous les catholiques de notre pays, que nous proposons de faire leur message d'unité et de paix, d'adresser, de Rome, à la communauté musulmane, le cardinal Pignedoli, président de la commission pontificale pour les relations religieuses avec l'islam.

« Comme le rappelle ce message, les musulmans et les chrétiens trouvent dans leur foi un

appel à demeurer dans l'espérance, à promouvoir la justice et à construire la paix. Ils ne peuvent accepter que des frères s'entre-tuent comme c'est le cas au Liban depuis un an. Ces derniers mois, d'ailleurs, plusieurs rencontres et colloques ont contribué à créer une atmosphère de confiance réciproque entre les communautés chrétiennes et musulmanes. »

● Une mosquée sera inaugurée le 2 octobre à Laval (Mayenne), sous la présidence de M. André Pinçon, maire de cette ville.

● Paul VI a nommé pro-nonce à Madagascar et archevêque titulaire de Césarée de Mauritanie Mgr Serge Sebastiani, conseiller à la nomenclature apostolique en France depuis 1974.

(Né en 1921 à Montemans (Italie), ordonné en 1946, Mgr Sebastiani est licencié en théologie et docteur en droit canon. Il fut successivement à la nomenclature du Pèlerin (1960-1962), du Bréviaire (1962-1965) et du Châli (1965). En 1967, appelé à la secrétairerie d'Etat, il devint secrétaire particulier de Mgr Benelli, substitué à la secrétairerie d'Etat.)

PIERRE TALEC Dieu vient de l'avenir transmettre l'espérance

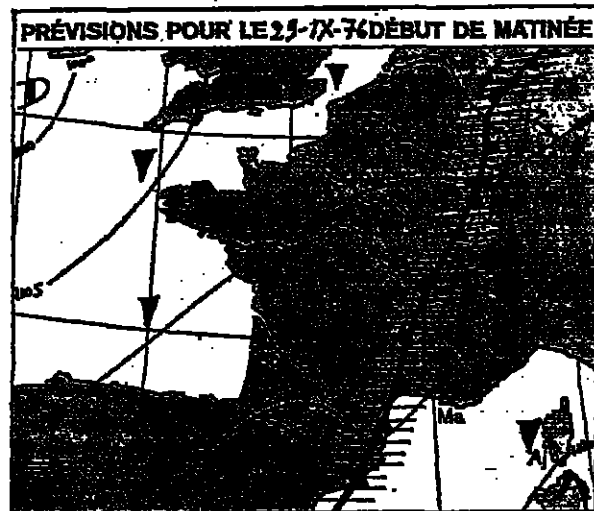
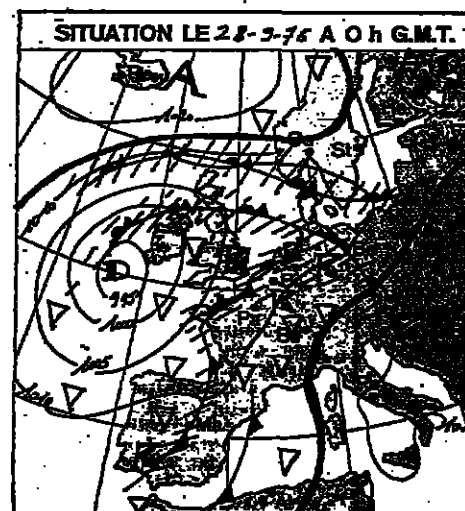
Ce livre, né au rythme des grandes fêtes chrétiennes et des grandes scènes de l'Evangile, bat aussi au rythme de l'existence moderne et chante les saisons de la vie.

DU MEME AUTEUR : Les choses de la foi croire à l'essentiel

le Centurion

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige ▼ averse ☼ orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲ Front froid ▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 septembre à 0 heure et le mercredi 29 septembre à 24 heures :
Tout en se complétant lentement, la zone dépressionnaire du sud-ouest de l'Europe continuera à se déplacer lentement vers le nord-est. Les perturbations pluvio-orageuses associées à cette zone dépressionnaire se déplaceront lentement vers l'est pour affecter principalement en France nos régions orientales.
Mercredi, malgré une légère baisse des températures, le temps restera relativement doux pour la saison sur l'ensemble de notre pays.
La zone très nuageuse, associée aux perturbations précitées, s'étendra le matin des Ardennes et de l'Alsace aux régions méditerranéennes ; le soir, elle pénétrera encore sur nos régions les plus orientales. Elle sera accompagnée par des pluies passagères ou des averses, et aussi par quelques orages. Les précipitations pourront être localement abondantes.
Sur le reste de la France, le temps plus variable sera caractérisé par des éclaircies et des nuages passagers. Ces derniers donneront, surtout l'après-midi, des averses isolées, également orageuses.
Les vents, qui s'orienteront au sud-ouest, seront modérés et irréguliers.
Mardi 28 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 008 millibars, soit 760,1 millimètres de mercure.
Températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 27 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 : Alais, 22 et 20 degrés ; Biarritz, 23 et 18 ; Bordeaux, 25 et 16 ; Brest, 20 et 15 ; Caen, 22 et 12 ; Clermont, 22 et 13 ; Dijon, 23 et 17 ; Ferrand, 23 et 13 ; Lille, 22 et 15 ; Lyon, 24 et 16 ; Marseille, 23 et 18 ; Nancy, 24 et 17 ; Nantes, 24 et 14 ; Nice, 23 et 18 ; Paris-Le Bourget, 22 et 16 ; Pau, 23 et 13 ; Perpignan, 23 et 19 ; Rennes, 24 et 15 ; Strasbourg, 23 et 17 ; Tours, 23 et 14 ; Toulouse, 23 et 16 ; Poitiers-Firé, 21 et 24.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 22 degrés ; Amsterdam, 23 et 17 ; Athènes, 28 et 17 ; Berlin, 23 et 17 ; Bonn, 23 et 18 ; Bruxelles, 21 et 13 ; Casablanca, 28 et 21 ; Copenhague, 13 et 13 ; Genève, 21 et 15 ; Hambourg, 22 et 12 ; Londres, 22 et 12 ; Madrid, 18 et 12 ; Moscou, 6 et 2 ; New-York, 23 et 18 ; Palma-de-Majorque, 23 et 22 ; Rome, 23 et 18 ; Stockholm, 14 et 7 ; Téhéran, 33 et 18.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 27 et 28 septembre 1976 :

UN DECRET

● Portant publication de la constitution de l'Union postale universelle modifiée par les protocoles additionnels de Tokyo (1969) et de Lausanne (1974) du protocole additionnel n° 3 à la constitution de l'Union postale universelle et des divers arrangements signés à Lausanne le 5 juillet 1974.

UN ARRETE

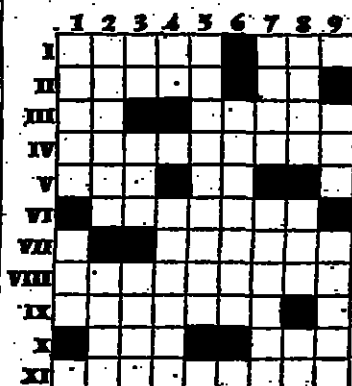
● Fixant le modèle de l'attestation du paiement des indemnités journalières à un assuré sans emploi.

Concours

● Un concours pour l'emploi d'inspecteur-élève des impôts est organisé par la direction générale des impôts. Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser au Centre régional d'études et de formation professionnelle, 15, rue Scribe, 75396 Paris Cedex 08 (01-42-45-80, poste 328), avant le 4 octobre 1976.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1573



Lettres — V. Essus ; Auto. — VI. Cp. ; EL — VII. Graciosa ; VIII. Rigueur. — IX. Ase ; LR ; AL — X. Nées ; RG. — XI. Destinées.

Verticalement

1. Ombre ; Grand. — 2. Routes ; Rôle ; 3. Dus ; Usages. — 4. Réels ; Ch ; St. — 5. S. ; 6. Tapeur. — 7. Tête ; Un ; BA. — 8. Salières ; Age. — 9. Al ; Soleil.

GUY BROUTY.

COMPRENDRE l'Eglise



Roger Etchegaray

DIEU A MARSEILLE

22 F



Bernard BRO

le pouvoir du mal

36 F



YVES CONGAR

la crise dans l'Eglise

17 F



GABRIEL MATAGRINI

préparer aujourd'hui l'Eglise de demain

19 F



A.M. CARRÉ

CHAQUE JOUR JE COMMENCE

25 F



GÉRARD BESSIERE

les acrobates de Dieu

19 F

HORIZONTALEMENT

I. C'est bien la moindre des choses : Ne se prodigue pas l'or, qu'il est très généreux. — II. En honneur à Dax ; Interjection. — III. Article ; Suit de près le che-min emprunté par ses 28. — IV. Réves de chaux. — V. En Belgique ; Pronom. — VI. Du rouge sous un ciel bleu. — VII. Détéstait les jeux du cirque. — VIII. N'ont donc rien de surprenant. — IX. Rustique. — X. Appelle peut-être les hâres ; Sans changement notable. — XI. L'hirondelle par rapport au renouveau.

VERTICALEMENT

1. Supporte bien des régimes ; Au Pérou. — 2. Cornichon ou melon ; Gros mangeur. — 3. d-verse ; Pleine inscription. — 4. N'est si bien chassés qu'ils ont disparu. — 5. Pronom ; Halées. — 6. Jeuneur certains. — 7. J'ai un rôle dévot ou ravis les regards ; Dans le signallement d'un âne. — 8. Lien dit éternel ; Militaire connu ; Symbole. — 9. Un point, c'est tout ; Euphorie.

Solution du problème n° 1572

Horizontalement : I. Ordre ; Sa. — II. Moue ; Etal. — III. Buses ; EL. — IV. R2 ;

Un record de l'« Arc » dont rêve Yves Saint-Martin

S'il est un record que le prestigieux looky Yves Saint-Martin voudrait bien s'approprier, c'est celui du nombre de victoires dans le Prix de l'Arc de Triomphe. Record qui est l'apanage de Jacques Dayot, qui a gagné avec DIEBEL (1942), ARDAN (1944) et TANTYER (1950 et 1951) ; le regrettable Dayot avait monté dix-neuf fois dans le Prix de l'Arc de Triomphe.
Yves Saint-Martin, lui, a eu moins de succès dans l'Arc : — encore qu'il en prenne le départ depuis de nombreuses années — mais il a vaincu déjà deux fois dans la plus belle course du monde, grâce à SASSAFRAS (1970) et ALLEZ FRANCE (1975).
Il espère bien inscrire un troisième succès à son palmarès le 3 octobre avec la pouliche FAVORITE.
On sait que c'est l'arrivée de la course qui détermine l'importance des lots distribués aux vainqueurs qui sont désignés au tirage préliminaire du samedi 2 octobre, veille de l'épreuve.
Si il y a parmis les lots de quel faire rêver ceux qui cherchent les gros rapports. En effet, celui qui gagne le plus gros lot touche 12.500 fois sa mise. Bien entendu, ce super-gros lot de 3 millions de nos francs actuels est suivi de deux gros lots de 500.000 F, de quatre gros lots de 100.000 F, de huit gros lots de 40.000 F et de 221 lots de 10.000 à 20.000 F, sans compter de nombreux lots moins importants mais tout de même substantiels. Au total : 31.772 lots seront attribués le 3 octobre.

سوالی و جوابی

150

Le Monde

DE LA MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

Le double visage des médecins : HOMMES DE SCIENCE ET CONSEILLERS SOCIAUX

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

PRES de dix mille médecins assistent aux manifestations diverses qui se déroulent toute la semaine à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière, à Paris, dans le cadre des Entretiens de Bichat.

Le choix des sujets traités reflète l'extraordinaire diversité, et la complexité croissante, d'une pratique qui s'étend de plus en plus aux prises en charge psychologiques, préventives, voire sociales.

Un « comité de praticiens », à cette année, entièrement supervisé les programmes retenus, et les Entretiens reflètent, beaucoup mieux que jadis, les préoccupations quotidiennes qui sont celles des malades.

Nombre de communications concernent une discipline hier encore ignorée, voire méprisée, et qui est malheureusement absente de l'enseignement médical. Il s'agit de la prévention, qui

nécessite l'étroite collaboration, d'une part, des spécialistes, des chercheurs et des épidémiologistes, qui en découvrent les données, et, d'autre part, des médecins de famille et du public qui diffusent ou utilisent ces données.

Le nombre des débats sur la physiologie de la femme ou sur la croissance physique et psychique de l'enfant incite à regretter l'insuffisante représentation de ces thèmes au cours des études médicales. La prise en charge de la contraception, des difficultés sexuelles, de la reproduction, de la ménopause, de la puberté, n'a rien à voir avec la « thérapeutique » telle qu'elle était conçue hier encore. Il en est de même pour les difficultés familiales ou scolaires, pour les révoltes de la jeunesse, les aberrations des horaires scolaires, l'accoutumance aux drogues, dures ou douces, ou les problèmes d'apprentissage de la parole ou de la lecture.

La formation psychologique (et l'apprentissage de la pédiatrie) qu'implique l'engagement du médecin dans un rôle qui convient si bien à sa vocation nécessite aussi une modification des programmes d'enseignement.

L'adaptation de ces programmes ne pourra être éternellement compensée par l'enseignement post-universitaire, et leur nécessaire refonte apparaît mieux encore à la lumière des préoccupations de Bichat.

Enfin, on peut regretter que les aspects relevant de l'économie sanitaire soient presque totalement absents de ces manifestations. Les dépenses de santé représentent 8 % du produit national brut (77,9 milliards de francs), et il serait regrettable que les médecins, tous les médecins, ne soient pas étroitement associés aux choix qu'impose à l'évidence l'hémorragie financière actuelle. Encore faudrait-il leur en fournir les données.

La prévention des cancers intestinaux est possible

LES cancers de l'intestin, dont la fréquence ne cesse de croître en Occident depuis le début du siècle, sont devenus, cette année, les premiers tumeurs de la cancérologie.

Le public (et les médecins) est depuis longtemps averti des premiers signes cliniques révélateurs d'un cancer digestif, et la moindre trace de sang dans les selles, fût-elle due à de banales hémorroïdes, déclenche sans retard les explorations complémentaires qui s'imposent.

Or, soulignent tous les gastro-entérologues, quelle que soit la brèveté du délai entre ces tout premiers signes et le diagnostic, on ne trouve jamais dans l'intestin de petits cancers : ceux que l'on découvre sont déjà volumineux. Comment faire alors pour diminuer cette lourde mortalité, pour traiter la cancéralisation à ses débuts, ou même pour l'empêcher ?

Les docteurs Souillard et Potet (hôpital Bichat, Paris) rappellent, à ce sujet, les multiples travaux récents montrant que les « polypes » intestinaux dits bénins, que contenaient hier encore les cliniciens avec sérénité, sont, en réalité, le stade premier du cancer intestinal : ils appellent une ablation immédiate.

rent le risque d'une réurgence intestinale.

Faut-il aller plus loin et, comme l'envisagent nombre de gastro-entérologues, préconiser l'extension à toute la population, à partir de cinquante ans, de ce type d'examen répétés à intervalles réguliers ?

Diététique ou chirurgie ?

Le coût d'une telle entreprise et le fait que les examens en question ne soient ni plaisants, ni rapides, ni simples méritent réflexion. L'augmentation inquiétante des cancers intestinaux tient à celle des polypes, pré-cancers, qu'il faut donc traiter sérieusement. Mais cette augmentation des polypes, constante, frappant tout le monde occidental depuis un demi-siècle, à quel est-elle due ?

La vraie prévention ne consiste-t-elle pas surtout à élucider les causes de ce phénomène ? Causes très certainement alimentaires, et qui appellent, semble-t-il, et en priorité absolue, le développement des recherches « épidémiologiques » et « diététiques ».

La sédentarité, la suppression du « ballast » intestinal (fibres des céréales, enveloppes des légumes secs, etc.), ont allongé considérablement, au cours des dernières décennies, la durée de stagnation des aliments dans le tube digestif. De multiples travaux semblent indiquer que c'est dans cette voie que pourrait être trouvée la source de nombre des maux digestifs des sociétés industrielles.

Encore faut-il qu'un grand effort soit accompli pour élever cette discipline (la diététique) au rang des sciences médicales importantes.

Encore faut-il que le vertige technologique n'incite pas à favoriser systématiquement l'ivresse hautement spécialisée des colo ou recto-sigmoidoscopies ou des mucographies à double contraste, au détriment d'un bon sens alimentaire peut-être moins exaltant, mais sans doute plus efficace, et certainement moins coûteux.

La « spasmophilie » atteint une femme sur dix

POUR le professeur Bour et le docteur Doré (Hôtel-Dieu, Paris), plus de 50 % des « troubles digestifs », des « dyspepsies », peuvent être reliés à un trouble du métabolisme du calcium baptisé « spasmophilie » par le professeur R.-P. Klotz, qui l'a particulièrement étudié.

Cette affection, ou plutôt cette constitution héréditaire, est très fréquente, puisqu'elle concerne presque un Français sur dix ; elle s'observe plus fréquemment chez l'enfant (75 %) que chez l'adulte (50 %).

Aucun signe n'est très spécifique, mais la fréquence d'un groupement « fatigue + maux de tête + troubles digestifs + hyperémotivité » est frappante.

L'origine de ces troubles, à savoir l'anormale répartition du calcium et du magnésium cellulaires, peut être identifiée par un examen clinique (signes d'hypercalcémie « dépendante » excessive de calcium par les urines).

Les manifestations cliniques de la spasmophilie telles que les a observées l'équipe de l'Hôtel-Dieu ont été essentiellement d'ordre digestif :

- Les vomissements sont fréquents, spontanés, survenant au lever ou après un repas, sans qu'un facteur alimentaire puisse être incriminé, mais souvent en relation avec une émotion ou une contrariété.
- Les douleurs abdominales concernent l'ensemble du cadre intestinal et s'accompagnent de ballonnements et d'une fausse alternance constipation - diarrhée.
- A part les spasmes intestinaux, tous les examens digestifs sont normaux.
- Les migraines sont souvent reliées « au foie » alors que la spasmophilie en est la cause.
- Les troubles de la déglutition se traduisent par une sensation de « gorge serrée » survenant à distance des repas.
- La fatigue chronique existe dans 75 % des cas ; commençant

dès le matin, elle s'accroît dans la journée, entraînant des conflits familiaux ou professionnels et des récriminations constantes.

- Les vertiges au lever (hypotension), les douleurs vertébrales (mal au dos) ne sont pas rares.
- Le tout s'accompagne parfois de crampes des extrémités, de raideurs articulaires, et de sensation d'oppression respiratoire qui peuvent survenir à l'occasion d'une infection, d'un choc psychologique ou d'une grossesse.

que les manifestations cliniques régressent à la ménopause.

Le traitement consiste, dans l'état actuel des connaissances, en l'administration de vitamine D, de phosphore et, éventuellement, de magnésium. Conduit pendant trois mois, puis renouvelé ensuite à l'entrée de l'hiver, ce traitement normalise la perte de calcium par les urines et corrige la fatigue et la plupart des troubles cliniques, notamment digestifs.

Les travaux qui se développent sur ce thème intéressant des troubles du métabolisme minéral devraient apporter des lumières nouvelles sur toute une pathologie hormonale (concernant notamment le fonctionnement des parathyroïdes) encore mal connue, et dont l'intérêt est considérable.

L'étude du fonctionnement du tube digestif et de ses troubles, également mal connus, mérite aussi des recherches accrues, multidisciplinaires, notamment à cause de leur incidence sociale et de la part considérable qu'ils occupent dans la pratique quotidienne.

Des polypes... malins

Ces polypes ne se manifestent guère, ou pas du tout, et la plupart sont découverts par hasard, au cours d'une exploration due à des motifs accessoires.

Leur fréquence est cependant élevée (un individu sur cinq avec un maximum entre cinquante et soixante-dix ans) et des examens simples permettent de les détecter. La radiologie d'une part (exploration fine de la muqueuse intestinale après lavement baryté), la fibroscopie de l'autre (étude directe de la muqueuse intestinale par un tube introduit par l'anus) donnent à ce sujet et grâce aux progrès récemment accomplis dans leurs techniques des indications précises.

Un texte est diffusé dans le public aux Etats-Unis, montrant l'intérêt de ces examens (qui devraient se faire tous les deux à quatre ans à partir de quarante-cinq ou cinquante ans), expliquant leur technique et indiquant leurs résultats.

L'expérience conduite dans le Minnesota montre que l'ablation systématique (et toujours par voie fibroscopique, externe) des polypes ainsi découverts a fait chuter de dix à un le taux des cancers intestinaux ultérieurs.

Pâtir ou prévenir ?

Une telle entreprise doit donc être considérée comme éminemment souhaitable, voire, comme le disent les professeurs Souillard et Potet, comme impérieuse chez tous les sujets dits « à haut risque ». C'est-à-dire ceux chez lesquels le cancer intestinal d'un parent incite à soupçonner une prédisposition familiale, ceux qui sont porteurs d'un ou plusieurs polypes, et ceux qui, opérés, cou-

Menus familiaux et prévention des maladies de cœur

QU'ILS soient gros ou maigres, ceux qui absorbent trop de calories, trop de graisses et trop de sucre courent, dix fois plus que les autres, le risque d'un accident cardiaque mortel ou invalidant.

Et les menus que composent les mères de famille sont tels que les trois quarts des Français se trouvent dans cette situation.

C'est pourquoi le docteur Jean Lambert, chargé de département de diététique de l'hôpital Lariboisière, estime que les médecins de famille réunis aux entretiens de Bichat devraient prodiguer aux mères des conseils nutritionnels indispensables.

Dès la plus tendre enfance, le mode d'alimentation conditionne — ou prévient — le débâtement ultérieur des vaisseaux, qui fait le lit des accidents vasculaires. C'est dire l'importance de ces notions diététiques encore si mal connues, et dont le ministre de la santé entend faire l'un des thèmes essentiels de ses futures campagnes de prévention.

Le docteur Lambert a étudié, pendant un an, les sujets de moins de cinquante ans admis à l'hôpital Lariboisière, dans un service de grande urgence cardiologique, pour un accident cardiaque confirmé (infarctus).

Quatre sont morts trop rapidement pour être interrogés. Sur les trente-six survivants, on trouve trente-quatre hommes et deux femmes. Sept seulement étaient obèses, mais vingt-cinq mangeaient trop (plus de 3 000 calories par jour, et de 6 000 à 7 000 calories pour dix d'entre eux), et surtout trop de graisses.

Tous buvaient trop d'alcool (plus de 1 litre de vin) et vingt-trois fumaient plus de vingt cigarettes par jour. Autrement dit, et bien que peu de ces jeunes cardiaques aient un poids excessif, les trois quarts mangeaient trop et absorbaient trop de graisses.

La surveillance isolée du poids peut donc être trompeuse et une vigilance plus grande concernant la nocivité de comportements alimentaires trop répandus s'impose.

Rappellent les multiples enquêtes internationales et s'appuyant sur ses propres constatations, le docteur Lambert rappelle la liste des facteurs alimentaires qui jouent un rôle important dans l'apparition des isémiés coronariennes (les artères coronaires irriguent le cœur).

- Une ration, trop élevée : pour les sédentaires que sont les citadins, les menus quotidiens sont globalement trop riches. Et les premières années de la vie peuvent être déterminantes, l'obésité de l'enfance étant « le grand pourvoyeur de celle de l'adulte ». Gaver les tout-petits fait, en outre, courir le risque d'une multiplication définitive des cellules graisseuses.
- Trop de graisses : l'habitude des sauces, des fritures, de la charcuterie et du beurre sur la table conduit à un déséquilibre dangereux. Les graisses ne doivent pas dépasser 100 grammes par jour, dont la moitié est déjà contenue dans les aliments courants (viande, fromage, etc.), ce qui laisse 50 grammes par jour pour le beurre et l'huile des salades. Il conviendrait donc de réduire la moitié, de cette ration soit consommée sous forme d'acides gras

désaturés (huile de maïs ou de tournesol).

- Trop de sucres : l'augmentation continue, depuis le début du siècle, de la consommation des sucres raffinés continue, et la corrélation de ce phénomène avec le développement des altérations vasculaires est frappante.
- Pas assez de fibres : les Occidentaux n'absorbent pas assez de ballast (céréales, pain complet, céréales des légumes farineux, son) ce qui semble, par un processus de stagnation intestinale, augmenter les risques de dépôt de cholestérol dans les vaisseaux.
- Trop d'alcool : le vin et la bière (riches à la fois en sucre et en alcool) contribuent pour une part importante aux excès caloriques dangereux.
- Trop de sel : les régimes salés favorisent l'éclosion de l'hypertension, et c'est dès la plus tendre enfance que l'habitude d'une alimentation pauvre en sel doit être prise.
- Une eau appauvrie : les adoucisseurs d'eau, qui appauvrissent les taux de calcium et de magnésium, paraissent jouer un rôle nocif dans l'apparition des affections cardiovasculaires.

Conseils à une mère

En fonction de cet ensemble d'éléments, le docteur Lambert conseille aux médecins de famille de faire systématiquement et délibérément une « éducation nutritionnelle préventive », dont l'importance est grande pour l'avenir, et surtout si un membre de la famille a été atteint avant cinquante ans d'une coronarite. Voici, selon lui, ce qu'il faut dire :

- Les habitudes alimentaires que vous donnez à vos enfants conditionnent leur avenir. L'apprentissage de la frugalité doit être précoce et la vigilance devant l'obésité infantile sans faille (surtout pour les garçons, plus négligents à ce sujet que les filles).
- Demandez les menus des cantines scolaires ou d'entraîneurs, afin de moduler les vôtres (pas de friture chez vous, et pas de charcuterie, si la cantine en donne).
- Ne mettez pas de beurre sur la table et diminuez la ration de graisses (sauces, crème, pâtisseries grasses, viande de porc et de mouton, etc.). Utilisez, pour vos salades, de l'huile de tournesol, de maïs, ou d'olive.
- Déshabitez les enfants du goût du sucre. Huit à dix morceaux de sucre par jour (40 à 50 grammes)

suffisent, boissons et entremets compris :

- Attention aux boissons dites « hygiéniques » : les « fruités » du commerce apportent, par litre, 450 calories (vingt morceaux de sucre) ; habitez l'enfant à boire de l'eau, gazéifiée ou non, et citronnée ;
- Enrichissez la table en céréales et fibres végétales (pain complet, céréales du petit déjeuner), et veillez à l'abstinence des légumes verts, farineux, pommes de terre, pâtes, riz et semoules ;
- Ne dépassez pas quatre ou cinq œufs par semaine, et servez rarement les abats, afin de maintenir à un niveau de sécurité la ration de cholestérol ;
- Salez très peu, évitez l'adoucisseur d'eau. Interdisez l'alcool (vin ou bière) avant quinze ans.

Et si vos initiatives sont mal reçues, conseillez aux mères le docteur Lambert, dit-il, « car il y a plus de dévouement à rechercher ce qui sera bien pour la santé, même lointaine, de ses enfants qu'à surcharger inconsidérément les plats en beurre, en sucre ou en crème, ce qui est, somme toute, une manière bien tordue d'avoir l'air de faire de la bonne cuisine ».

Ces conseils, dit-il aussi — et cette fois aux praticiens — doivent être inlassablement expliqués et répétés : « Mais il ne nous paraît point que perdre son temps à un tel effort soit une activité moins noble que de se rendre d'urgence au chevet d'un malade encore jeune, qu'une embulgence spécialisée dirigera vers un centre de réanimation cardio-vasculaire ».

Le rôle que joueront les médecins dans la prévention et dans l'éducation sanitaire devrait être considérablement développé et valorisé dans les années qui viennent. Ils s'adressent certes au public, et notamment au développement des « petits pots » pour l'alimentation infantile et l'extension considérable des cantines pour les écoles et les entreprises n'appellent pas une action prioritaire des pouvoirs publics et de leurs conseillers auprès des fabricants, d'une part, qui salent et sucrant inconsidérément, et des gestionnaires de restaurants collectifs, qui, sauf rares exceptions, pratiquent systématiquement une véritable « anti-diététique » ?

(Lire page 21 en rubrique « Société », le compte rendu de deux « tables rondes » sur l'enfant à problèmes et les mères célibataires.)

JEAN BERNARD
DE L'ACADEMIE FRANCAISE

L'HOMME changé par L'HOMME

« En lisant le nouveau livre de Jean Bernard on se sent intelligent ! »
Pr Paul Milieuz

« Une merveille de simplicité, de science et d'imagination ! »
Pr Escoffier-Lambiotte

Un livre essentiel que nul ne peut ignorer.

EDITIONS BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé - 75008 Paris

ORGANISME SPECIALISE
DANS
L'IMPLANTATION
MEDICALE DE GROUPE
recherche pour Paris
et sa région : médecins
généralistes, spécialistes
et para-médicaux
pour création cabinets
de groupes

75003 Paris, 5, rue
Haudricourt,
T. 272-25-95

« Docteur, cet enfant est nerveux »

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

répondent en chœur les pédiatres. Et sans problèmes pour qui ? Pour leurs parents ? Dans ce cas, l'affaire est sérieuse. Le professeur Basquin va même plus loin : pour lui, il n'existe peut-être pas de couple normal, mais tout au plus un heureux assemblage de deux névrosés liés par l'amour (ou déchirés par son absence). Bienheureux l'enfant qui n'aurait pas de « problèmes » dans ces conditions !... — R. C.

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

Surtout lorsque l'on a affaire à des mineures totalement désespérées (cas fréquent), qui n'ont ni milieu familial d'accueil, ni qualifications professionnelles. Là, qui n'ont pas la chance d'être accueillies dans un hôtel maternel ou une institution d'aide sociale, l'avenir est incertain. Elles ne peuvent contracter mariage avec le premier venu pour tenter de « refaire une vie », mais l'expérience prouve que les mariages ainsi conclus durent guère et que, tôt ou tard, l'enfant risque d'être tout de même abandonné à l'assistance publique et à trop tard pour une éventuelle adoption.

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

ternels» consiste surtout à trouver du travail pour la mère. Il existe près de Bordeaux un collège technique qui accueille les jeunes filles enceintes et les mères mineures pour leur donner une formation professionnelle. Les aides sociales les plus précieuses sont les plus urgentes. Mais les résultats sont difficiles à apprécier, car la mère quitte généralement l'établissement sans laisser d'adresse.

Plusieurs participants ont dénoté un regret de l'insistance des psychiatres à éliminer le

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

problème des mères célibataires par le comportement inconscient en sociologue l'aspect sociologique (importance du milieu familial, des coutumes, de la pression sociale, etc.) et aussi les causes purement « accidentelles » de grossesse qui, malgré les progrès de l'information sexuelle, demeurent fréquentes. — R. C.

me SIMONE VEIL

abac s'adressera en priorité
ix femmes enceintes

depuis un an par Mme Simone
r, le 1^{er} octobre, dans sa deuxième
mois de novembre mais aura des

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

Le dernier sondage révèle toutefois que la moitié des fumeurs voudraient s'arrêter de fumer (sans toutefois le faire) pour des raisons de santé. Les adolescents

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

et les femmes semblent être deux catégories particulières de pré-consumption. « Les adolescents, dit Mme Vell, commencent à fumer de plus en plus tôt, et la consommation de tabac augmente plus que celle des adultes. »

Si la consommation chez le jeune garçon s'est pratiquement stabilisée, en revanche, elle « a augmenté de 5 % chez les filles de treize à dix-sept ans et de 10 % chez les femmes de dix-huit à trente-quatre ans ». C'est pour quoi, parallèlement aux messages

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

Enfin, l'association est entreprise auprès des enseignants, à qui l'on remettra un document de référence, « pour servir dans les cours de sciences naturelles, en liaison avec le ministère de l'éducation ».

Normis des messages brevis quotidiens sera diffusé aux écoles, deux opérations originales seront lancées au cours de cette campagne, un week-end sans fumée et les anciens fumeurs qui exposent les méthodes qu'ils proposent pour se guérir de leurs habitudes et qui seront utilisables pour autrui.

Mme Vial précise que cette lutte contre le tabagisme, qui se poursuit depuis 1971, est le premier pas de la première expérience de grande ampleur menée dans le domaine de l'éducation et que les résultats seront régulièrement appréciés au moyen d'enquêtes et de sondages, afin de suivre l'évolution des connaissances.

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

ces, des opinions et des comportements à l'égard de la consommation de tabac.

Mme Vell a énuméré dans l'ordre les autres objectifs prioritaires pour l'éducation sanitaire qu'elle compte développer en 1977: l'hygiène alimentaire, le bon usage de la médecine, les handicapés et

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

14-00000

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Jazz

Bill Dixon au musée Galliera

Le Festival d'automne se propose, chaque année, de faire mieux connaître, quand ce n'est pas tout simplement de faire découvrir, des musiciens qui vivent et agissent en marge. Ce fut le cas pour Milford Graves, pour Sam Rivers, et ce le sera, cette fois, pour Bill Dixon. Incidemment partenaire de Cecil Taylor ou d'Archie Shepp, Bill Dixon a exercé surtout un travail de pédagogue et de directeur d'un club de la 51^e Rue, à New-York, où il fit sa réputation d'octobre, puis comme fondateur de la Jazz Composer's Guild, enfin, de 1968 à ces temps-ci, comme professeur et animateur d'ateliers au Bennington College, dans le Vermont.

Poésiste — souvent sévère à l'égard de ses confrères les plus célèbres de l'« avant-garde » — Bill Dixon sait qu'il n'échappe pas, en retour, à la critique de ceux qui jugent sa musique « blanche ». Il s'est même qu'à Bennington il s'est toujours voulu responsable d'une Black Music Division. A vrai dire, confie calmement Bill Dixon, peu d'artistes m'intéressent, c'est pourquoi la plupart d'entre eux prétendent que c'est moi qui ne les intéresse pas. Qu'importe, dès l'instant où il peut exister un public pour ce que je joue. Ce public, je le crois, n'est pas introuvable en Europe. — L. M.

■ Bill Dixon (trompette, bugle, piano), Stephen Hornstein (saxophone ténor), Gyula Lomán (violoncelle), Alan Silva (contrebasse), chaque soir, du 28 septembre au 3 octobre, à 20 h. 30, au musée Galliera (tél. 720-85-23).

Théâtre

« Surplus en stock-futaille »

Agathe Deherme, Sophie Girardot, Hervé Petit, Guy Segalen, ont travaillé à l'Atelier-Théâtre d'Ivry avec Antoine Vitez sur le « récit comme une forme théâtrale possible ». Pour sa part, Antoine Vitez a fait aboutir cette recherche avec Catherine, d'après les *Cloches de Bâle* d'Aragon (d'abord mises en espace puis en spectacle à Théâtre Olympe). Ses élèves ont pris un roman de l'écrivain soviétique Axiomov, *Surplus en stock-futaille*, traduit par Lily Denis (aux Editions sociales). Sous la direction de Marie-France Duvergier, ils racontent à la troisième personne les aventures de personnages disparates engagés dans un voyage plein de péripéties impossibles, vers une île où l'« homme bon » attend, et attend en vain.

Le texte de cette parabole douce-amère dessine en aplats colorés le quotidien des héros et leurs rêves. Les comédiens leurs donnent des ombres et des lumières, accusent leur solitude en faisant succéder des réclames-monologues, soulignent leur innocence par un jeu ému, restreint, par un ton rêveur et malicieux, celui qui en emploie pour raconter aux enfants de belles histoires tristes. Ils ne savent pas toujours éviter la monotonie, mais redonnent, avec l'infiniment de délicatesse et de précision, l'humour feutré, le « rire-poème » d'Axiomov.

C. G.
★ Studio d'Ivry, 20 h. 30.

Variétés

Le retour de Jacqueline François

Fin des années 40, début des années 50... Mme Jacqueline François fut à la mode comme chanteuse dite de charme. Elle devint même millionnaire du disque — ce qui était alors une performance — avec des poésies qu'elle avait pour titres *Mademoiselle de Paris*, *Les Vendanges du Portugal*, *Boîte à A l'époque*, elle prenait un peu la succession de Lucienne Boyer. Vingt ans après la fin de ses succès, Mme Jacqueline François a cru bon de se produire à Paris dans un théâtre, son style et sa voix manières, ses chansons font évidemment sourire aujourd'hui. Il serait cruel d'insister sur un retour dérisoire. Le réclame occupe la première et la deuxième partie du spectacle. C'est beaucoup trop pour la courtoisie.

C. F.
★ Théâtre Daunou, 21 h.

Cinéma

« LA VICTOIRE EN CHANTANT » de Jean-Jacques Annaud

En 1915, au cœur de l'Afrique, coupée du monde, la douzaine de Blancs de Fort-Coula, deux Pères blancs, grands chasseurs d'idées païennes : trois commerçants tenant boutiques de produits alimentaires et de colifichets ; un sergent de la coloniale rompu à l'art de préparer l'absinthe ; un jeune géographe nourri de pensées généreuses au point d'être à ses maîtres de l'Ecole normale : « Sous toutes réserves, je ne suis pas loin de penser que les Indigènes méritent le beau nom d'hommes... »

Entretenu avec ces Français les meilleures relations, trois militaires allemands occupent, d'autre part, un petit poste. A une journée de marche de Fort-Coula.

Et puis, un jour, coup de tonnerre dans le ciel serein, la nouvelle de la guerre qui sévit en Europe parvient à nos compatriotes. Les voilà aussitôt saisis de fièvre patriotique et de fureur agressive : pulvisque l'ennemi ! est à portée de la main, sus l'ennemi ! en route pour le camp allemand ! C'est, naturellement, le sergent qui est chargé d'organiser la campagne. Il peut compter sur le moral de l'« arrière » et sur les prières des bons Pères. Quant au jeune géographe, qui ose prétendre que cette expédition est ridicule, on lui rabat son caquet. Honneur et Patrie ! il n'y a pas place pour les défilés à Fort-Coula.

Un problème pourtant se pose : celui des hommes. Il en faut pour faire la guerre. Heureusement, les Noirs sont là qu'on enrôle de gré ou de force, et qu'on arme de bâtons. Et c'est la première « bataille ».

Tel est le point de départ du film de Jean-Jacques Annaud, d'après un scénario de Georges Conchon,

l'auteur de *l'Etat sauvage*. Un film qui joue essentiellement sur le sarcasme et sur la dérision, et qui prend la forme d'un apologue bouffon, d'une « sottise » vengeresse, pour dénoncer tout à la fois la sottise des hommes, l'absurdité des guerres, l'oppression coloniale, le partage du monde en maîtres et en esclaves, le goût de la dictature chez les uns et de la démission chez les autres, et même les conséquences ubuesques de la politique internationale.

Ce qui se passe dans la *Victoire en chantant* est, en effet, le copié miniaturisé — et caricatural — d'événements bien réels. Après avoir subi une terrible razzia, les patrouilles de Fort-Coula se retranchent dans leur village et confient au jeune géographe (« Maître » son instruction, c'est un homme) le soin de les sauver des « Boches ». Un contrôle économique draconien (qui fait hurler les épiques), un recrutement tiré (châtiments et tortures) des « Nègres », une revue des troupes comme on en rêve dans les sous-préfectures, une nouvelle bataille, indélicatement, l'enlèvement d'une guerre de tranchées, sont les principales étapes de cette reprise en main. Finalement, après que les Noirs tricolores et les Noirs germaniques se sont bien étripés, d'étranges Noirs vêtus de kilt, précédés de commodes et commandés par un major hindou, viennent déclarer aux bellégérants que les accords de Yaoundé ont attribué à Sa Gracieuse Majesté britannique cette portion du territoire africain.

On dira peut-être que Jean-Jacques Annaud et Georges Conchon ont tiré de grosses ficelles, que leurs plaisanteries ne sont pas toujours très délicates, que par ses excès mêmes cette farce guignolesque perd de son efficacité, que la mise en scène est parfois simpliste, que les acteurs (Jean Carmet, Jacques Dufilho, Jacques Spiesser) sont prisonniers de personnages stéréotypés. Et cela, bien sûr, est vrai. Mais il n'empêche que la satire est là, drue, caustique, percutante, réjouissante, que les auteurs visent juste et qu'ils sont moutons. Dans notre production française, si parvenue, si moutonnière, ce premier film frappe par sa nouveauté et son originalité. Il fait plaisir. Il mérite d'être vu.

JEAN DE BARONCELLI
★ Marignan, Balzac, A.S.C., Quinconce, T. V. 11.22, Cluhy-Patbé, Convent.

Petites nouvelles

■ La ville de Colmar organise, les 21 et 22 septembre 1977, le dixième Concours international d'ensembles de musique de chambre. Ce concours, ouvert aux musiciens professionnels et amateurs, est réservé aux trios et quatuors à cordes avec piano. Des prix en espèces ainsi que des engagements pour des concerts récompenseront les lauréats. Le délai d'inscription est fixé au 15 janvier. Rens. : Office de tourisme de Colmar (68000).

■ Le premier bulletin de l'Association des gens du spectacle amis d'Israël, présidée par Roger Hanin, vient de paraître. Il contient un éditorial d'Henri Calet et des articles de Ralph Feigelson, Matthildé de Fonzy, etc.

JGC NORMANDIE VO • UCC ODÉON VO • STUDIO MÉDICIS VO
REX VF • CINÉMONDE OPÉRA VF • CLICHY-PATHE VF • BRETAGNE VF
LIBERTÉ VF • 3 MURAT VF • UCC GODELINS VF
PIO ANGELETTI • ADRIANO DE MICHELI
présentent



VILLENEUVE Arlet • SARCELLES Flanades • MONTREUIL Méfies
PANTIN Carrefour • AULNAY Partner • PARY II • ORSAY Uls 2
ST-BERMAIN C2L • PORT ROBERT Arlet • ARGENTEUIL Alpha

Musique

« LES INDES GALANTES » A LIÈGE

Lorsqu'on joue les Indes galantes, c'est toujours un événement. Après une reprise éclatante à l'Opéra de Paris en 1954, elles semblaient retombées dans l'oubli. Longues, remplis plus tard, deux ensembles, l'un dirigé par Jean-Claude Malgoire, l'autre par Jean-François Paillard, sont venus tout à coup s'affronter sans qu'on puisse départager les deux troupes, les deux chefs de file, les deux réalisateurs opposés tant par l'esprit que par le style.

La production de l'Opéra royal de Liège ne présente pas les mêmes qualités que le premier mérite. Elle est peut-être d'avoir été choisie pour ouvrir la saison, ce qui, compte tenu des problèmes inhérents à un spectacle de ce genre, constitue une sorte de gageure. Elle a été tenue et s'il y a lieu de faire des réserves, on n'aurait que d'assez maigres raisons de condamner une entreprise comportant des risques aussi évidents.

En effet, tombés dans un oubli que les rééditions courageuses du début du siècle ne sont pas parvenues à briser, les opéras français ne sont pratiquement plus étudiés, et en on travaille encore, quelques heures, dans les conservatoires, c'est pour les traiter à peu près comme s'ils avaient été écrits au dix-neuvième siècle, avec une technique vocale sans rapport avec celle qu'ils exigent : de sorte qu'il est pratiquement impossible de restituer le principe d'écriture capable d'aborder ces ouvrages dans l'esprit et avec les moyens requis, à moins d'aller chercher dans les archives de la Bibliothèque de la Haye.

Or, possédant la plus importante troupe de langue française, le centre lyrique de Wallonie entend réhabiliter l'œuvre de Lully et de Rameau qui a fait son succès, et les artistes qu'on a pu voir dans les Indes galantes n'avaient pas à reprocher à Paris, lors de la répétition, d'être incapables de les rendre, divers mais jamais déshonorants, elles ont été méritées avec sérieux de sorte que le succès de bien faire que l'on devine derrière certaines in-

flexions un peu gauches — « Ah ! si seulement on jouait Tosca ! » — n'incitent pas à l'ironie critique.

Faute de pouvoir dire les mérites des uns et des autres, on omettra au moins les plus remarquables : André François (Emile et Zaire), Annis Franz (Famille), Albert Volz (L'opéra), William Pirie (Adario). Les interventions chorales sont d'une qualité constante : le chœur de la fête des fleurs dans lequel la disposition traditionnelle en quatre groupes a été abandonnée au profit d'un épandage des voix, sonné avec une plénitude et une assurance remarquables. Sous la baguette de son chef, Roger Rossel, l'orchestre témoigne d'un réel effort d'adaptation, mais comme les mirades ne se font pas en un jour, on louera tout d'abord son excellente tenue.

Parmi les habitudes de certains théâtres, celle d'éclairer « pleins feux » des décors réalisés ici par Serge Creuze, qui supportent néanmoins mieux une lumière plus nuancée, n'est pas la moins repandue ; de là, l'impression assez mitigée qu'on ressent tout d'abord devant certains tableaux de ces Indes galantes, outre que c'est le meilleur moyen de faire ressortir l'extrême nudité des perruques ou la qualité inégale des costumes.

La chorégraphie tient une place importante dans cet opéra-ballet, qui se veut aussi conte philosophique, présentant d'une façon aimablement didactique quatre situations amoureuses sur des continents différents : elle a été confiée à Georges Sibille pour certains tableaux, et à Juan Giuliano pour les autres. Deux conceptions : l'une plus proche de l'esprit et du style, l'autre assez anecdotique. Mais le seul reproche réel qu'on fera à cette production, c'est l'utilisation, notamment pour la tempête, d'une sonorisation si déficiente qu'on se demande jusqu'où la confiance dans le matériel électrique peut aller chez ceux qui l'utilisent, le sans critique la plus élémentaire.

GÉRARD CONDÉ

■ Le premier prix du concours de piano Liszt-Bartók de Budapest, a été attribué au Français Robert Benz.

Théâtre

Le groupe T.S.E. à Essai

Dans une salle romaine en sous-sol — Teatro Spiritus Sanctus — les Palmi, mère et fille, vestales de drames sacrés et de comédies profanes, entretiennent le feu d'un théâtre libre où la loi remplace l'esprit. La loi du charbonnier, qui pose devant les yeux ses lunettes bleues et roses pour faire voir, derrière la rosace de papier couleur, tendue sur du carton argenté, des vitraux flamboyants ; qui suggère, à la place de la chaise couverte d'un bout de velours rouge, un trône impérial ; qui donne les traits de princesse Sémir au visage plaqué d'une comédienne plus très jeune, et plus que rondelette, Anna Maria Palmi, la fille.

Les Palmi ont un public fidèle et hybride : religieuses et religieux venus en voisins sans oublier leur bréviaire, jeunes gens goguenards lançant des obscénités à la moindre occasion, et tout ce que Rome compte de plus sophistiqué. On dit que Palmi leur a demandé de les filmer et qu'elles ont refusé, car, auraient-elles répondu, même si leur théâtre est déshé, elles l'aiment, elles y croient et ne veulent pas le voir tourné en dérision.

Il fallait bien qu'un jour Alfredo Rodriguez Arias et le groupe T.S.E. fassent entrer cette esthétique du carton-pâte et de la chaise enfrochée dans leur histoire du théâtre à épisode. En voici ce nouveau chapitre, sous le titre *Virgo*, avec l'aide de Juan Bautista Pinero pour le texte, d'Emilio Cercano et de Jean-Pierre Tessier pour le décor, sublime apothéose d'art saint-eulpien.

Conduits par Facundo Bo, Christ blême et l'œil cannelé encadré par deux soldats romains en cuirasses, nous découvrons l'atmosphère, le style, les ficelles grosses comme la pauvreté du Teatro Spiritus Sanctus, son répertoire, son idéologie manichéenne. Dans la salle en sous-sol du Théâtre Essai, redécouvert, il n'y a pas de caricature, mais une copie non conforme, embellie d'amour, d'admiration réelle pour un code d'expression réduit à quelques gestes, quelques mimiques, mais qui trouve sa force dans un angélisme désarmant.

Le groupe T.S.E. ignore son plaisir et le nôtre. Facundo Bo, sous la

dérive d'un comédien bellâtre, détaille les masques du vil séducteur ou de l'empereur salace. Marilu Marini, oyte en culotte d'été et coquette, est la plaideuse Anna Maria Palmi. La manière du T.S.E. a changé depuis que Marucha Bo en est absente : sa beauté translucide, les dessins abstraits de son jeu venaient en contrepoint et en complément des extravagances extrêmes de Facundo. Ils formaient un tout parfait qui, ici, parfois, manque, d'autant plus que Françoise Bertin — Mme Palmi mère — tombe sans distance dans la parodie.

Virgo, vision d'un théâtre italien, est précédé de Notes, vision d'un théâtre anglais, à travers les clichés superposés qui engluent et vident le tête de deux comédiens du West End londonien (Facundo Bo et Marilu Marini). C'est drôle et triste, mais c'est Virgo, dans sa splendeur, dans sa dignité naïve et décadente qui est la « clou » de la soirée.

COLETTE GODARD.
★ Essai : « Notes », 20 h. 30 ; « Virgo », 22 h.

Variétés

Sammy Davis Jr.

Comme Frank Sinatra et Shirley Mae Laine, Sammy Davis Junior apparaît presque déjà à un autre monde, apparaît comme l'un des derniers représentants d'une génération de chanteurs qui étaient d'abord des hommes de scène avant de fabriquer des disques dans les studios.

Sammy Davis Junior a fait ses débuts professionnels à trois ans, parcourant avec son père les États-Unis, en quête de cachets. Plus tard, et bien avant de s'imposer, de tenter le respect de tous ou peu à la manière d'un boveur, ce petit homme maigre, le métron en galoche, « Non, moi et l'orgue », a connu les pires vexations sans jamais s'humilier, la haine des racistes et le paternalisme des autres. Et c'est sans doute pourquoi Sammy Davis Junior, qui sait tout faire, qui chante, danse, mime ou exerce un numéro de claquement ou d'imitations, qui a une prodigieuse abnégation, qui donne l'impression à la fois de s'efforcer et d'être toujours en deca de ses moyens, reste d'abord profondément humain, terriblement vivant. Il sait comme Sinatra faire monter la tension à partir d'un tempo apparemment tranquille. Il a du punch. Il est l'exemple même de ce que les Américains appellent un « entertainer », un homme de spectacle. Mais ses mots, ses pirotechnes, son intelligence, son humour, nous amènent bien au-delà du sens, d'allégresse procure naturellement par le show.

Landi soir, Sammy Davis Junior se produisait à l'Olympia avec son propre orchestre de dix-huit musiciens dans la tradition carrie et solide de Count Basie. Il a chanté ses « standards » et ceux des autres, de Sinatra et des Beatles. L'important était ailleurs, dans la représentation même. Et c'était superbe. Et on oublie certaines images qui avaient un peu altéré son personnage, il y a quelques années, à l'époque où il participait activement à la campagne de réélection du président Nixon.

CLAUDE FLOUTER



BAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
BAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VF
GAUMONT SUD VF
14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTEUILLE II VO
12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30
HAUTEUILLE II VO
13 h 30 • 17 h 10 • 20 h 30

ROBERT HOSSEIN A PLAQUE
LA MARQUISE DES ANGES
POUR LE THEATRE POPULAIRE.
IL A GAGNE SON PARL.
C'EST TOUT.

une interview, cette semaine dans
Télérama

Un hebdomadaire d'opinions
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

Pour 100 briques t'as plus rien maintenant

CRITIQUES UNANIMES :
« Viens chez moi, j'habite chez une copine », du même auteur, s'est donné pendant deux ans. Avec sa nouvelle pièce, Kaminka risque d'occuper le théâtre La Bruyère pour un bon bout de temps. On rit beaucoup.

(LE NOUVEL OBSERVATEUR)
Fou rire. Gags bien huilés.
(LE MONDE)
Bonne soirée garantie.
(L'AURORÉ)
Burlesque, dénonciation hilarante.
(LE FIGARO)
Franche rigolade.
(LE QUOTIDIEN DE PARIS)
Farce très réussie, fait mouche à tous les coups.
(L'EXPRESS)
Irresistible drôlerie.
(LE PARISIEN LIBRE)

LA BRUYÈRE Loc. : TRI. 76-99 et agences

CONCERTS

Radio France

SAISON LYRIQUE

RICHARD STRAUSS :
La femme silencieuse
avec E. Gruberova, M. Wulfer, P. Rung, R. Ensi, L. Labrun, G. Carvillat, A. Penner.
NOUVEAU ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Dir. LOIF SEGERSTAM

SAISON LYRIQUE

VERDI
Nabucco
avec J. Patrice, A. Edwards, G. Carvillat, A. Penner, R. Ensi et H. Rung.
NOUVEAU ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Dir. F. LOZANO

NOUVEAU ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

Direction et soliste
Emmanuel KRIVINE
MOZART - SCHUBERT

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Dir. M. ROSENTHAL
Sol. : J. BERRIE et L.-C. PENNETIER
RAYEL - M. ROSENTHAL

MUSIQUE DE CHAMBRE

BAEDEL - SCHUMANN
avec S. Blum, M. Maréchal, L. Labrun, G. Carvillat et les Quatuor Arts Nova

LES RENCONTRES DU PALAIS ROYAL

XI^e ANNÉE SAISON 1976-1977

ANIMÉES ET RÉALISÉES PAR
BERNARD GAVOTY
et **PAUL-ÉMILE DEIBER**

OCTOBRE
JEAN MISTLER de l'Académie française
VICTOR HUGO... le génie et l'exil
en compagnie de LISE DELAMARE

NOVEMBRE
BERNARD GAVOTY de l'Institut
REYNALDO HAHN...
le musicien de la Belle Époque

DÉCEMBRE
PAUL-ÉMILE DEIBER
QUAND LES ANIMAUX... Parlent
dans une réalisation de JEAN-LOUIS COCHET

JANVIER
DOMINIQUE TIRMONT et CLAUDE DUFRESNE
QUAND PARIS... chantait l'Opéra
dans une réalisation d'ANDRÉ LEVASSEUR

MARS
JEAN-LOUIS THAMIN
MASQUES ET VISAGES...
à partir de la Commedia dell'Arte

AVRIL
ALAIN DECAUX
IL ÉTAIT UNE FOIS... Versailles
Décorées par ANDRÉ LEVASSEUR

ABONNEMENTS - RENSEIGNEMENTS - LOCATION
THEÂTRE DU PALAIS ROYAL TEL. 742.79.16
38 RUE DE MONTPENSIER, PARIS 1^{er}

QUELQUES PLACES ENCORE DISPONIBLES

CALENDRIER DES CONCERTS

Samedis Musicaux

25^e FESTIVAL concert-hall

LE SILLAGE

Moyen-Âge et Renaissance
9 octobre : Cath. Collard

27^e SAISON MUSICALE DE ROYAUMONT

19 h. : Film « La Jumeau »
de Jean-Marie Remy
Aldo PLANE, piano.
Aldo MEUNIER, violoncelle
Balthazar - Schubert - Dittus
C. Crumb - Bére

Les 16 Orchestres de Jeunes

A. LOEWENGUTH

avec orchestre
programmes différents

CHOPIN

par
MALCUZYNSKI

MOZART

REQUIEM

soprano : Carole G2
Sofistic, chœur
symphonique et orchestre
de la direction
GILBERTIAN DE LISBONNE
Dir. M. CORBOZ

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE

THEÂTRE DES AMANDIERS

DIRECTION : PIERRE DEBAUCHE
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

LE TARTUFFE

de MOLIÈRE
mise en scène :
Roger PLANCHON T.N.P.
28,30 sept. 1,2,3 oct.

RESERVATION : 204.78.81
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

Après son succès à Genève le Théâtre Populaire de Reims présente à Paris

PROCÈS de JEANNE D'ARC

écrit par Robe. BRESSON
mis en scène par Robert HOSSEIN



Ce n'est pas Jeanne vue par Shakespeare, par Voltaire, par Péguy, par Brecht, c'est Jeanne par elle-même. Avec émotion et simplicité. Le procès de Jeanne est un procès politique, c'est en quoi il reste actuel. Une grande soirée.

LA TRIBUNE DE GENEVE,
François TRANCHANT.

Ce spectacle révèle un merveilleux travail. Le texte de BRESSON est une partition limpide que la sérénité de la langue rend belle comme une épopée. L'œuvre du spectacle tient tout entière dans cet art de la suggestion dont le metteur en scène Robert HOSSEIN a su bien que le décorateur Jean DUBAROUX sont les maîtres incontestés.

Chaque visage a son profil, chaque voix vaut par le caractère unique de son timbre. Les comédiens tous excellents semblent galvanisés par la présence de Henri VIRLOJEUX, évêque Cauchon souverain de présence, complicité dans l'exercice de son pouvoir.

LA SUISSE,
Catherine UNGER.

On est pris aux tripes dès l'ouverture du rideau. Spectacle d'une grande beauté où le spectateur participe pleinement.

La fresque du tribunal aurait séduit un Van Dyck. Vingt-huit comédiens de talent, constituant un ensemble scénique exemplaire, contribuant au succès de cet extraordinaire spectacle, dont on ne peut donner qu'un faible aperçu, et qui incitera longtemps à la réflexion.

LE PROGRES.

30 représentations exceptionnelles
THÉÂTRE DE PARIS
Du 1^{er} au 30 octobre
Location : THEÂTRES et AGENCES

SPECTACLES

théâtres

Les salles conventionnées

Opéra, salle Favart, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Don Quichotte, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Comédie-Française, 20 h. 30 : « Cyrano de Bergerac ». Odéon, 20 h. 30 : « La Cérémonie ». TEF, 20 h. 30 : « Mercedes Sosa et Catherine Ribeiro ». Petit TEF, 20 h. 30 : « À la campagne ».

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. 30 : « Parole de femme (salle Papi) » ; 20 h. 30 : « Olympe à l'ancienne ».

Les autres salles

Antonia, 20 h. 30 : « Le Tuba ». Atelier, 20 h. 30 : « Monsieur Chasse ». Athénée, 21 h. 30 : « Le Séducteur ». Bouffes-Parisiens, 21 h. 30 : « La Servante ». Comédie-Camartin, 21 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur ». Grands-Frères, 21 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur ». Le Théâtre, 21 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur ». Le Théâtre, 21 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur ». Le Théâtre, 21 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur ».

Les 16 Orchestres de Jeunes

A. LOEWENGUTH

avec orchestre
programmes différents

CHOPIN

par
MALCUZYNSKI

MOZART

REQUIEM

soprano : Carole G2
Sofistic, chœur
symphonique et orchestre
de la direction
GILBERTIAN DE LISBONNE
Dir. M. CORBOZ

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE

THEÂTRE DES AMANDIERS

DIRECTION : PIERRE DEBAUCHE
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

LE TARTUFFE

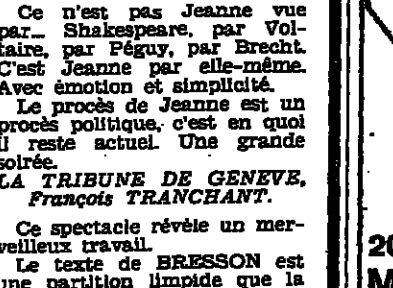
de MOLIÈRE
mise en scène :
Roger PLANCHON T.N.P.
28,30 sept. 1,2,3 oct.

RESERVATION : 204.78.81
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

Après son succès à Genève le Théâtre Populaire de Reims présente à Paris

PROCÈS de JEANNE D'ARC

écrit par Robe. BRESSON
mis en scène par Robert HOSSEIN



Ce n'est pas Jeanne vue par Shakespeare, par Voltaire, par Péguy, par Brecht, c'est Jeanne par elle-même. Avec émotion et simplicité. Le procès de Jeanne est un procès politique, c'est en quoi il reste actuel. Une grande soirée.

LA TRIBUNE DE GENEVE,
François TRANCHANT.

Ce spectacle révèle un merveilleux travail. Le texte de BRESSON est une partition limpide que la sérénité de la langue rend belle comme une épopée. L'œuvre du spectacle tient tout entière dans cet art de la suggestion dont le metteur en scène Robert HOSSEIN a su bien que le décorateur Jean DUBAROUX sont les maîtres incontestés.

Chaque visage a son profil, chaque voix vaut par le caractère unique de son timbre. Les comédiens tous excellents semblent galvanisés par la présence de Henri VIRLOJEUX, évêque Cauchon souverain de présence, complicité dans l'exercice de son pouvoir.

LA SUISSE,
Catherine UNGER.

On est pris aux tripes dès l'ouverture du rideau. Spectacle d'une grande beauté où le spectateur participe pleinement.

La fresque du tribunal aurait séduit un Van Dyck. Vingt-huit comédiens de talent, constituant un ensemble scénique exemplaire, contribuant au succès de cet extraordinaire spectacle, dont on ne peut donner qu'un faible aperçu, et qui incitera longtemps à la réflexion.

LE PROGRES.

30 représentations exceptionnelles
THÉÂTRE DE PARIS
Du 1^{er} au 30 octobre
Location : THEÂTRES et AGENCES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 28 septembre

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : « New York City Ballet, O. Balanchine (Stravinsky) ».

Musée Galliera, 20 h. 30 : « Bill Dixon ».

Les concerts

Opéra de Paris, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Don Quichotte, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Comédie-Française, 20 h. 30 : « Cyrano de Bergerac ». Odéon, 20 h. 30 : « La Cérémonie ». TEF, 20 h. 30 : « Mercedes Sosa et Catherine Ribeiro ». Petit TEF, 20 h. 30 : « À la campagne ».

Les opérettes

Opéra de Paris, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Don Quichotte, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Comédie-Française, 20 h. 30 : « Cyrano de Bergerac ». Odéon, 20 h. 30 : « La Cérémonie ». TEF, 20 h. 30 : « Mercedes Sosa et Catherine Ribeiro ». Petit TEF, 20 h. 30 : « À la campagne ».

Les cafés-théâtres

Opéra de Paris, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Don Quichotte, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Comédie-Française, 20 h. 30 : « Cyrano de Bergerac ». Odéon, 20 h. 30 : « La Cérémonie ». TEF, 20 h. 30 : « Mercedes Sosa et Catherine Ribeiro ». Petit TEF, 20 h. 30 : « À la campagne ».

Festival d'automne

Opéra de Paris, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Don Quichotte, 20 h. 30 : « Les Femmes de bonne humeur », de Molière. Comédie-Française, 20 h. 30 : « Cyrano de Bergerac ». Odéon, 20 h. 30 : « La Cérémonie ». TEF, 20 h. 30 : « Mercedes Sosa et Catherine Ribeiro ». Petit TEF, 20 h. 30 : « À la campagne ».

CHAILLOT

INFORMATION

« ELISABETH UN »
LE DROIT DE SE MOUVER
DE L'HISTOIRE

Première création dans le nouveau Chaillot : dès le 1^{er} octobre à 20 h. 30, « Elisabeth Un », de Paul Foster, mis en scène par Liviu Ciulei. « Elisabeth Un », c'est l'histoire d'une troupe de comédiens ambulants qui se livre à une sorte de recherche ironique du temps perdu, passant très vite d'hier à aujourd'hui, comme on crève, en sautant, des carcasses de papier. Le droit de se mouvoir de l'histoire pour en mieux juger.

Location ouverte (727-61-15).

MUSIQUE

28-30 septembre 1-2 octobre
pour la première fois à Paris
BILL DIXON
avec **STEPHEN HORENSTEIN**
et **ALAN SILVA**

THEATRE MUSICAL

5-9 octobre
RORSCHACH 2
création de
FRANÇOISE ACHARD ET TAMIA

location : FNAC MONTPARNASSE et par tél. 278.10.00

MERcredi

MARIGNAN PATHE - FRANCE ELYSEES - GAUMONT MADELINE
REX - MONTPARNASSE 63 - GAUMONT SUD - PANTHEON
THIAIS-BELLE ÉPINE PATHE - ASNIERES-BOULEVARD - CHAMPIGNY-MULHOUSE PATHE
EVRY-GAUMONT - PARY 2-STUDIO

Ecoutez les images...
Regardez la musique!

WALT DISNEY productions FANTASIA

TECHNICOLOR

L'Italie devrait rencontrer le Chili en finale de la Coupe Davis

LES JOUEURS ITALIENS DÉCIDÉS A SE RENDRE EN AMÉRIQUE DU SUD

VOILE

**Réservée aux petits voiliers habitables
la Micro Cup sera disputée l'été prochain**

Avantage à la mobilité

Il reste que ces bateaux de 16 pieds, longs de 6,50 mètres environ, équipés et affrétés pour la course, reviennent à environ 40 000 francs. Or il existe des voiliers habitables de 5,50 mètres, répandus à des milliers d'exemplaires, comme le Casaire ou l'Edel-V, qui valent deux fois moins cher. En construction amateur, il devrait être possible, dans ces dimensions, de s'en tenir en général à 12 000 francs.

La nouvelle Micro Cup lancée

YVES ANDRÉ

141 Eg St-Honoré - Paris - 359 27.64 +
papetiers spécialistes

BOULEVARD DE LA

MADELINE - PARIS

TEXAS
le salon cuir 5 places : 3950 f.
le canapé 3 places 230 x 70 x 80
+ le canapé 2 places 170 x 70 x 80

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Tél. 373.36.13/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble

SULLY
le salon cuir 5 places : 5800 f.
le canapé 3 places 240 x 82 x 80
le canapé 2 places 175 x 82 x 80

Burberrys
8, bd Malesherbes
Paris 8^e
tél. : 266.13.01

unno
service

17

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,23
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	25,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE BATIMENT ET T.P.

recherche

• UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour le NIGERIA

résidence à LAGOS

Bilingue français-anglais - Age minimum : 30 ans. Il a une expérience de plusieurs années, principalement de chantier et de l'étude de prix (bâtiment). Il a des qualités de négociateur. Sous la responsabilité de son Directeur, il participe aux études et suit le déroulement commercial des affaires avec les clients. Il connaît l'Afrique anglophone. Rémunération intéressante pour un cadre de valeur qui désire participer à l'expansion d'une Société à l'étranger. Référence 639/A.

• UN INGÉNIEUR ÉQUIPEMENT TECHNIQUE BATIMENT

Résidence PARIS

Bilingue français-anglais.

Il a une expérience minimum de 3 ans dans le domaine :

- conditionnement d'air ;
- électricité ;
- plomberie.

Il est capable :

- d'établir les descriptifs et les plans ;
- de consulter les fournisseurs ;
- d'établir les prix ;
- de rédiger les marchés en anglais.

Référence 639/B.

Pour chaque poste adresser votre dossier en anglais et en français à n° 1588.



20, rue de Chabrol 75010 Paris 9^e arr.

FOUGEROLLE

GRUPE T.P. BATIMENT

d'envie internationale - 16.000 personnes

C.A. prévu pour 1976 : 3 milliards

recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

UN DIRECTEUR TRAVAUX souterrains

qui aura sous sa responsabilité un secteur tunnels.

Notre préférence sera accordée à un INGENIEUR, qui aura au moins 3 ans d'expérience récente de ce type d'activité en chantiers.

La rémunération sera liée aux avantages de l'expatriation.

Larges possibilités d'évolution au sein d'un groupe en expansion.

Chaque candidature sera étudiée confidentiellement.

Ecrire à réf. 382 en détaillant les différents postes que vous avez occupés à G. PINTÉ.

Service Recrutement
3, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY VILLACOUBLAY.

EXPANSIAL

recherche pour importantes Sociétés Nationales Algériennes

SECTEUR TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ET BATIMENT

- **ingénieur des méthodes**
charge de créer et de développer un service des méthodes Réf. 1503
- **chefs métreurs**
pour l'animation et la formation des métreurs Réf. 1515
- **directeurs de travaux**
pour ouvrages d'art Réf. 1526
pour travaux industriels Réf. 1549

SECTEUR RÉALISATIONS DE BATIMENTS TRADITIONNELS

- **architecte**
Coordonnateur de travaux gros œuvre et tous corps d'état. Réf. 2616
- **ingénieur**
Coordonnateur de travaux gros œuvre et tous corps d'état. Réf. 2615
- **conducteurs de travaux**
hautement qualifiés Réf. 2614

Pour tous ces postes, les candidats devront maîtriser la construction semi-industrialisée et industrialisée.

- **techniciens des prix** Réf. 2609

SECTEUR CONTRÔLE ET SURVEILLANCE TECHNIQUE

- **ingénieurs**
Chef de bureau d'études génie civil Réf. 3301
Calculateur construction métallique Réf. 3307
Calculateur béton armé Réf. 3310
Réalisateur opérations de génie civil Réf. 3309
- **techniciens supérieurs**
chargés de la surveillance de chantier Réf. 3308

Pour l'ensemble de ces postes, il est exigé une solide formation de base et une expérience professionnelle de plus de 5 années.

Il est offert :

- une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable) ;
- un logement meublé ;
- le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadres ;
- la scolarisation des enfants est assurée.

Adresser c.v. détaillé et photo sous référence correspondante à : EXPANSIAL, 6, rue Halévy - 75009 PARIS (France).

Dans le cadre du démarrage d'un centre de calcul et d'importants projets informatiques

alra

(Filiale SONATRACH)

spécialisée dans

les travaux pétroliers de surface

recherche pour ALGER :

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Les candidats devront :

- être diplômés de l'Enseignement Supérieur Scientifique ;
- posséder une expérience minimum de 5 ans dans les domaines de l'analyse et du démarrage de projets informatiques ;
- avoir de solides connaissances du matériel de 3^e génération et du système d'exploitation.

Nous offrons :

- un travail intéressant au sein d'une société en pleine expansion ;
- un salaire selon compétence et expérience ;
- de nombreux avantages sociaux.

Les dossiers de candidature (curriculum vitae et pièces justificatives) devront parvenir à :

ALTRA - Direction Administration Générale et Finances,
114, rue de Tripoli - HUSSEIN DEY - ALGER (Algérie).

BOUYGUES

ouvre un important chantier de génie civil de 300 millions de Francs en IRAK

Nous cherchons

le

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Il assume de façon autonome l'entière responsabilité technique et financière du chantier.

Il maîtrise parfaitement les techniques de pointe de la profession.

Il a déjà fait la preuve de ses qualités en dirigeant un chantier équivalent. Bien sûr, c'est un meneur d'hommes. Le poste peut évoluer vers une direction locale.

Résidence : Bagdad

Les directeurs de travaux intéressés adressent un dossier de candidature

à

Thierry Pique,

direction du personnel

BOUYGUES

381, avenue du Général de Gaulle

BP 204, 92142 Clamart Cedex

Groupe Commercial Français

recherche pour importante filiale

AFRIQUE NOIRE Francophone

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S.

Ayant plusieurs années d'expérience professionnelle. La poste comporte un aspect formation important et intéressant.

Env. lettre manuscrite avec C.V. à n° 77.750

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

LE NICKEL - SLN

recherche pour prendre la responsabilité d'importantes

services d'entretien dans la

Nouvelle Calédonie

2 ingénieurs d'entretien

de haut niveau

AM - ESE - CENTRALE

50 ans minimum et ayant plusieurs années d'expérience de la fonction dans l'industrie lourde. Ils dirigeront chacun un service de 50 personnes travaillant en équipes permanentes.

La fonction fait appel à la fois à un professionnel expérimenté et à un sens aigu des relations humaines.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement sur téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h

par l'intermédiaire de l'Agence SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 875.

85, avenue de Wagram 75017 Paris

Envoyer C.V. détaillé à : S.E.S.T.P. 2, rue Brancas 75009 Paris Cedex 15

industrie au Maroc ch. ing. ou

act. sup. pour occup. le poste

de : Directeur Technique.

Une grande expérience de : en-

taillage, soudure, traitement

des surfaces sera déterminante.

Envoyer C.V. compl. à :

Sid Dar El Berrad, B.P. 751

Casablanca (MAROC).

Petite école de langues pr. adult.

T.P.A. (FULDA) rech. d'urg.

JEUNE COLLABORATRICE

pour enseigner fr. et secrétaire.

Expér. univ. ou él. min.

Ecr. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

li. n° 744, « Le Monde » Pub-

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

édresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emploi dans « Le Monde », concernant chacune des fonctions ou professions suivantes :
• Direction générale, fonctions multipostes • Marketing, relations publiques, publicité • Informatique • Production, entretien • Ingénieurs
• Etudes, organisation et recherche • Direction financière et administrative • Comptabilité • Personnel formation, relations humaines et
• Direction commerciale, vente • Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
Envoyez votre candidature à l'adresse de votre choix. Pour tout renseignement, écrire :
LE MONDE Information-Professions 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 ou téléphoner : 874-72-05



emplois internationaux

SOCIÉTÉ CHIMIQUE FRANÇAISE

recherche pour une Filiale Commerciale
en Allemagne (Francfort/Main)

CHEF DE VENTES PRODUITS CHIMIQUES

MISSION :
Assumer sur le territoire allemand la pleine responsabilité des ventes de produits chimiques techniques (chimie organique).

PROFIL :
- Formation supérieure : technique ou commerciale ;
- Expérience souhaitée de vente de produits chimiques s'adressant aux secteurs : peintures, colorants, pharmacie, phyto-sanitaires ;
- Aptitude à responsabilité de gestion.

CONDITIONS :
- Implantation à Francfort/Main ;
- Connaissance indispensable de la langue allemande ;
- Age : 30 ans minimum.

Recherchers Afrique de l'Ouest
chémiste, diplômé école de
haut. Expérience minimum 1 an.
Notions gestion et commerce.

INGÉNIEUR CIVIL
pour Direction de projet
en Arabie Saoudite. Route, VRD.
5 ans d'expérience minimum.
Anglais obligatoire.

Ecrire : S.A. AMCI, B.P. 20.415
Abidjan CÔTE D'IVOIRE.

Téléphone : (01) 38-22-53

GROUPE INTERNATIONAL HOTELLERIE - TOURISME

recherche

pour la Côte d'Ivoire, dans le
cadre de la coopération techni-
que avec la Compagnie de
Chemins de fer Abidjan-Niger
(C.A.N.).

ASSISTANT TECHN.

Chargé :
- De la mise en place de pro-
cédés hôteliers et touris-
tiques ;
- De la réalisation d'études de
marketing et de formation
de personnel ;
- De la programmation de pro-
duits touristiques susceptibles
d'utiliser les services de la
Compagnie (trans, hôtels,
voyages).

Diplômé H.E.C., Sup. de Co
ou équivalent.

Le candidat devra :
- Être âgé de 25 ans minimum,
avoir un esprit vif et logique,
avoir le sens de l'organisation,
justifier de 2 années d'expé-
rience ministérielle dans les ser-
vices hôteliers ou touristiques.

Envoyer C.V. détaillé + photo
sous le n° 49.122 à :
J.R.P. Paris (89), qui trans.

Société de T.P. et Bâtiment
recherche pour Agence
Afrique française

INGÉNIEUR

ayant travaillé sur travaux
BÂTIMENT.
Poste intéressant nécessitant
stages affaires et suivi des
chantiers sur place.
Ecrire avec C.V. à : S.N.T.P.,
M. Flaut, 10, rue Cambacérès,
75008 PARIS.

Organisme para-public
à vocation internationale
recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

DIPLOMÉ
ayant acquis, si possible, en Afri-
que, une expérience de quatre années en
matières de Chantiers T.P. et
motivé par l'aspect formation,
les ingénieurs intéressés par
un séjour de longue durée en
Afrique nous peuvent adresser
leur candidature, n° 44/112 à
L.T.P. 21, rue Bonne-Nouvelle,
75001 PARIS, qui trans.

UN INGÉNIEUR

DIPLOMÉ CONFIRME
Age minimum 45 ans
pour la direction de travaux
d'un ensemble de complexes
agro-industriels.

Envoyer C.V. et prétentions
à : S.N.T.P., M. LICHOUX S.A.,
10, rue de Louvois, 75003 Paris
Cedex 02, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi



RELATIONS INDUSTRIELLES :

UN INGÉNIEUR COORDONNATEUR

réf. L
• Vous êtes convaincu que la formation moderne d'un ingénieur se fait par
l'alternance entre vie universitaire et vie professionnelle.
• Vous vous proposez d'intégrer l'équipe d'ingénieurs chargée de la pro-
jection, définition et négociation de stages industriels de longue durée
ainsi que de la promotion du diplôme et du marketing des débouchés de
nos ingénieurs.
• Votre profil : Ingénieur, vous cumulez expérience industrielle et activités
de service. Vous êtes ouvert aux relations publiques.

FORMATION GÉNÉRALE DE L'INGÉNIEUR :

UN CHEF DE PROJET

réf. O
• Vous avez mené une réflexion personnelle sur la formation actuelle d'un
jeune ingénieur et vous avez des idées sur la façon de concilier une for-
mation générale et humaine avec les exigences de la technique.
• Vous vous proposez de piloter la Division Développement Général de la
Personnalité tant dans le schéma directeur pédagogique et conception de
programmes que dans les relations avec les enseignants.
• Votre profil : Bien entendu, il est pluridisciplinaire. Ingénieur ayant
approfondi les sciences humaines, économiques et de la communication
ou, venant d'une formation générale type S.F., Sciences Humaines, Lettres,
ayant tâté de la vie industrielle et de ses problèmes.

Les deux postes à pourvoir sont des postes contractuels de l'Université.
La Division « Orientation des Carrières » de l'U.T.C. étudiera votre candi-
dature avec une grande discrétion.
Veuillez écrire et adresser curriculum vitae détaillé sous référence RL/DP
DIVISION O.C.F.C. - B.P. 136 - 60206 COMPIÈGNE CEDEX

REPRODUCTION INTERDITE

SAHBY

Spécialisation
Automatismes (Paris 17)
recherche
pour son Département
automatismes industriels

UN INGÉNIEUR

ELECTRONIEN

(I.E.S. ou Grandes Ecoles
équivalentes)

qui se verra confier pro-
grammer la responsabilité
d'installations complètes
en France ou à l'étranger,
dans le cadre
de budgets importants.

Une première expérience
de la maîtrise
des techniques de pointe
dans le domaine des assem-
blages serait appréciée
ainsi que la connaissance
de la langue anglaise.

Ecrire avec C.V. détaillé
et prétentions sous réf.
1119 à : Solange Henzel

PLEIN EMPLOI

10, r. de Mail, 75002 Paris.

ORGANISME SOCIAL NATION.

recherche

FONCTION PERSONNEL

UN CADRE chargé de l'admi-
nistration et de la gestion du
personnel, ainsi que des pro-
blèmes de formation profession-
nelle.

Date de prise de fonction :
DEBUT OCTOBRE 1976.

Traitement de départ 50.000 F/3.

Adresser C.V. et prétentions
sous n° 6134 à L.T.P., 21, rue
Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LES 3 SUISSES RECHERCHENT 1 RESPONSABLE DES ETUDES QUANTITATIVES

Il sera le spécialiste en structuration et
analyse de données, à l'intérieur d'une
équipe marketing.

Il devra assumer un rôle de conseiller
technique auprès de tous services suscep-
tibles d'utiliser ses compétences.

Formation niveau 3e cycle de spécialité.
D'une première expérience en milieu
études est souhaitée.

Ce poste exige une faculté de communi-
cation, un travail d'équipe et de la créativité.

Lieu de travail : Métropole Nord.

Adresser C.V. et prétentions au :

3 SUISSES
Directeur du Personnel
3 SUISSES FRANCE
12, rue de la Centenaire
59170 CROIX

directeur département femme

pourrait son expansion et
confort sa position de leader
du SPORTSWEAR avec un C.A.
de 120 millions de F. et un
effectif de 1.200 personnes.

Au sein d'une structure décentralisée, ce nouveau
collaborateur doit prendre le dévelop-
pement du département Femme. Son action portera
tant sur la gestion de son département que sur le
marketing mix de l'ensemble. Il est chargé d'une
équipe de création, de publicité et de promotion) et
sur la commercialisation en France et progressi-
vement à l'étranger. (Animation des relations clients
et d'agents).

Ce poste nécessite chez le titulaire le feeling pour
ce type de produit et une expérience réussie de
Direction Commerciale (marketing et vente) acquise
dans la confection ou dans l'industrie de la mode.
Anglais et Allemand souhaités.

Résidence : Cholet.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle sous la référence 2641/M (à mentionner
sur l'envoi) à :
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Entreprise RÉGION SUD-OUEST prédominante sur son marché, recherche INSPECTEUR DES VENTES

La mission :
aider, former, alerter et motiver une équipe impor-
tante de V.S.P. multiscatégorielles. Participer
avec la Direction des Ventes, dont il dépend direc-
tement, au choix des moyens à mettre en œuvre.

L'homme :
véritable « entraîneur », il sera essentiellement
homme de terrain, animateur et promoteur des
ventes, agissant en autonomie concertée. Une
connaissance de la vente dans le secteur VIN et
ALCOOLS est souhaitée. Position CADRE. Rému-
nération intéressante. Voiture fournie.

Résidence Sud-Ouest

Déplacements fréquents en France.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo
et prétentions au n° 7.284, « Le Monde » Publ.,
5, rue des Italiens, 75437 Paris-9.

directeur de production

NORMANDIE 100 000F +

PORON, Société française Textile Inter-
national recherche pour sa filiale décen-
tralisée en Normandie un ingénieur mi-
nimum 50 ans, bon gestionnaire, possé-
dant la fibre commerciale, dépendant
directement du Directeur général qu'il
doit remplacer pendant ses voyages.

La candidate devra justifier d'une expé-
rience de commandement et avoir par-
ticipé à l'élaboration et au suivi d'une
gestion budgétaire.

Véritable « homme orchestre » polyvalent,
possédant une grande puissance de tra-
vail, il devra avoir le sens de l'initiative
et de la décision. Bref ce sera un entre-
preneur capable de seconder le Directeur
Général de cette unité de 350 personnes.

Ce poste peut évoluer rapidement pour
un excellent candidat soit dans la filiale
Normande, soit dans une autre Société
du Groupe.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous
réf. C2215/M - 25, rue du Renard, 75003 Paris

PROSSEL
international
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ région MIDI-PYRÉNÉES, recherche

2 INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Les candidats auront
de 3 à 5 ans d'expérience

DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS

et une aptitude marquée au travail en équipe.

Le poste pourra nécessiter
de fréquents déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et
prétentions à : No 77.573 CONTEXTE Publicité
20, avenue Opéra 75004 PARIS CEDEX 01,
qui tr. : il sera répondu à chaque candidature.

Société commerciale de taille nationale, nous créons à notre siège social à Lyon, le poste de

chef des services juridiques

Il est nécessaire d'avoir une expérience
complète de la fonction en entreprise, y
compris celle du contentieux et des assurances.
La formation souhaitée est : DES droit + nota-
riat ou GAPA ou expertise comptable ou ESC.
Pour un premier contact téléphonez au
78/28 94 60 ou écrivez à Mme G. DILL, ss
réf. 384 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75005 PARIS
LYON - ILLUL - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

PETITE ENTREPRISE CHARPENTE MÉTALLIQUE intégrée dans un groupe plus important recherche son

DIRECTEUR

Celui-ci doit être un homme ayant l'expérience
de l'atelier et du bureau d'études, outre la
coordination des services, sa fonction implique
une participation active à l'action commerciale
de formation type A.M. ou I.C.A.M.

Il sera un homme d'expérience capable de faire
progresser l'entreprise.

Adresser C.V. et photo à DELTA-CONSULTANTS,
3, rue la Boétie, 75008 PARIS.

LA M.A.C.I.F.

recherche pour son centre régional de

SAINT-ÉTIENNE

RÉDACTEURS (TRICES)

contractuels ayant une expérience professionnelle
dans l'emploi de plusieurs années.

Ecrire à M.A.C.I.F., boîte postale 57,
42100 ANDREZIEUX-BOUTHÉON.

Société Promotion Immobilière
Région DEUVILLE
ADJOINT CHEF COMPTABLE
B.P. comptable exigée.

Adresser C.V. et prétentions à :
Agence HAVAS, 14 CAEN 907.

URGENT. L'éc. Tech. Cath.
St-Vincent-de-Paul, 7, des Ducs
de Bourgogne, 54000 Nancy, T. (03)
83-38-47, ch. 1 prof. Eco. Soc.
Fem. (B.T.S.), 1 semaine soc.
6 h. enseignement en 2° T.O.

MANOSQUE (Alpes-de-Haute-
Provence) cherche bonne à tout
faire, à temps complet.

Logée, nourrie, blanchie.

Téléph. : 03 72-10-27.

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son centre de
LANNION

UN INGÉNIEUR

SYSTÈMES

Connaissance SIRIS 7 ou 8
indispensable.

Libre immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions
au département RG/SIC
C.N.E.T.
70000 LANNION.

Single Buoy Mooring INC Terminal Installations INC

Une filiale du Groupe IHC Holland,
spécialisée dans les Terminaux Offshore et
Systèmes de Stockage flottant pour
l'industrie du Pétrole recherche :

CHEFS DE PROJETS

Capable d'assumer l'entière responsabilité
d'un projet d'installation de Terminaux
Offshore (relations avec client sur chantier,
administration et procédures d'instal-
lation, etc.).

Basé à Monaco, il sera appelé à travailler
sur des chantiers dans le monde entier.

Qualifications et expérience :

• Diplôme d'ingénieur (E.C.P., E.T.P.,
A.M., INSA, ENSI ou équivalent).

• Expérience 5 à 10 ans sur chantiers
Offshore (Terminaux pétroliers, pipelines,
etc.).

• Age 30 ans minimum.

• Bonne connaissance de l'anglais indis-
pensable.

Adresser CV complet et prétentions à

M. le Chef du personnel, SBMT/II
27, Bd Albert 1er, B.P. 157
Monaco (Principauté)

LOOK

RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ

NEVERS 80/100.000 F

Notre société fabrique et distribue dans le monde
des fixations de sécurité pour le ski.

Dépendant du Directeur du Marketing, vous aurez
l'entière responsabilité des « mass media », du
mailing, des actions (catalogues, films et ex-
positions, de la P.V. et, dans une certaine mesure,
les relations publiques.

Etant donné qu'une part très importante de notre
chiffre se fait à l'export, nous avons des
filiales et agents, l'allemand courant est indispen-
sable, l'anglais fortement souhaitable.

Vous êtes par ailleurs sportif, mobile, indépendant,
autonome et imaginatif.

Nous souhaitons faire équipe avec vous, votre
expérience d'un travail en agence de publicité
ou de responsable dans une société internationale
devrait vous permettre d'être de plein-pied dans ce
nouveau poste et d'y réussir rapidement.

De notre côté, nous mettrons tout en œuvre pour
vous y aider.

Marcel d'envoyer votre C.V. sous réf. 3249 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Pour une Société Multinationale implantée en Haute-Savoie, à proximité de Genève, au bord du Léman, recrutons un

CHEF COMPTABLE

Niveau DECS ou équivalent

Le candidat aura acquis une solide expérience
en comptabilité générale et analytique comme
chef comptable ou comme adjoint, de préférence
dans une société multinationale pratiquant les
méthodes comptables françaises et anglo-
saxonnes. L'anglais serait un avantage.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à Société
Idéal-Job - Monsieur M. Grivel-Bellier, Conseil
en Personnel, 2, r. de la Gare, 74100 Annemasse

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
implanté en France
recherche pour son département

«DIAGNOSTIC CLINIQUE»

10) INGENIEURS
TECHNICO-
COMMERCIAUX

pour Paris et grande région parisienne;
région S.E.; région S.O.
Formation supérieure, spécialisation
biochimie.

Ils seront chargés de vendre des analyses
biochimiques en milieu hospitalier et
laboratoire.

20) TECHNICIENS-
ELECTRONICIENS

régions : Paris; Est; Sud.
Niveau B.T.S. en électronique.
Connaissance des microprocesseurs
appréciée.

Ils seront chargés du service après-vente.

Les candidats pour chacun de ces postes,
doivent avoir une expérience des
fonctions à remplir, une très bonne
connaissance de l'anglais, une aptitude
aux déplacements nombreux et le goût
des contacts variés.

Si vous répondez aux critères de l'un de
ces postes, vous pouvez avoir une
évaluation de carrière importante dans ce
département nouveau et en pleine
expansion.

Si vous êtes intéressés, écrivez à : CAPIC,
18 rue Volney 75002 PARIS, en
envoyant C.V., photo, références et
émoluments s/no 76098.

etap

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EN FORTE EXPAN-
SION (C.A. CONSOLIDÉ SUPÉRIEUR A 350
MILLIONS) LEADER DANS SA BRANCHE
RATTACHÉE A IMPORTANT GROUPE
très proche banlieue SUD PARIS

RECHERCHE

CADRE SUPÉRIEUR FINANCIER

RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE, IL
AURA UN RÔLE IMPORTANT DE CONSEIL
ET DE CONTRÔLE.

Il sera chargé d'étudier, proposer, suivre
toutes mesures visant à diminuer les frais
financiers de la société et à augmenter
ses profits financiers. Son action pourra
porter sur tous domaines : commercial
(France, export, filiales), production
moyens de financement, gestion de tri-
sorier.

Ce poste peut convenir à E.C.C., E.S.S.E.C.
ou équivalent, ayant 5 à 10 ans d'expe-
rience financière acquise au sein d'une
banque ou d'une direction financière de
grande société et impliquant une bonne
pratique des problèmes financiers liés à
l'exportation.

Ecrire sous référence HR 186 AM.

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORT
NATIONAL ET INTERNATIONAL

Nous recherchons pour la

DIRECTION

DE NOTRE AGENCE DE MARSEILLE

Un cadre jeune et dynamique, désireux
d'acquiescer son niveau de responsabilité,
connaissant bien les problèmes de trans-
port MESSAGERIES et TRANSPORT, capable
d'assurer la rentabilité et le développe-
ment d'une unité moderne, de moyenne
importance, dans le cadre de la politique
d'un groupe en expansion rapide.

Seront particulièrement appréciées des
qualités de commandement, de sens de la
gestion, ainsi qu'une solide expérience
professionnelle dans les spécialités ci-
dessus.

Connaissance de l'anglais vivement sou-
haitée.

Bonne rémunération avec intéressement.

Ecrire sous référence JT 185 AM.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES - UN
DES LEADERS DANS SA PROFESSION
ETOFFE SON RÉSEAU COMMERCIAL DANS
LE CADRE DE SON EXPANSION ET OFFRE
SITUATIONS INTÉRESSANTES ET ÉVOLU-
TIVES A

CHEFS D'AGENCES

— PARIS (objectif C.A. 20 millions -
5 agents commerciaux)
Ecrire sous référence AK 180 AM.

— LIMOGES (objectif C.A. 7 millions -
2 agents commerciaux).
Ecrire sous référence BL 181 AM.

De formation commerciale ou technique,
ayant une solide expérience commerciale
acquise en constructions industrielles
charpentes métalliques ou bâtiment, bien
introduits dans leurs secteurs respectifs,
ils auront la responsabilité :

- De la réalisation des objectifs et de la
promotion des activités du groupe ;
- De l'animation des agents commer-
ciaux ;
- Des contacts clients importants ;
- De la gestion budgétaire de l'agence.

INGÉNIEUR CHARGÉ D'AFFAIRES MARSEILLE

A.M., T.P. ou équivalent, ayant une bonne
connaissance des calculs et charpentes
métalliques et des qualités de commer-
çant. Rattaché au chef d'agence, il sera
chargé des « affaires spéciales » (hors
standard) : calcul et négociations (com-
merciales).

Ecrire sous référence CM 182 AM.

SOCIÉTÉ EN FORTE EXPANSION (SECTEUR
ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE) 1.500
PERSONNES - AFFILIÉE A IMPORTANT
GROUPE

banlieue immédiate SUD PARIS

OFFRE SITUATION DE

ATTACHÉ DE DIRECTION DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat
formation supérieure (E.C.C., I.C. DROIT,
INGÉNIEUR ou équivalent...), ayant au
minimum 5 ans d'expérience dans des
fonctions de personnel. Il sera spéciale-
ment chargé de la gestion des ressources
humaines (prévisions d'effectif, recrute-
ments, formation, suivi de carrières...).

SITUATION INTÉRESSANTE POUR CANDI-
DAT RÉALISTE, D'EXCELLENT CONTACT ET
MÉTODIQUE.

Ecrire sous référence IS 187 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'AMEUBLEMENT DE
STANDING RECHERCHE

ATTACHÉ DE DIRECTION COMMERCIALE

COLLABORATEUR DIRECT DU DIRECTEUR
COMMERCIAL

Ce cadre assurera les contacts avec les
différents points de vente de cette société
en France (et éventuellement à l'étranger,
connaissance de l'allemand fortement
souhaitée).

ET IL TRAITERA AVEC INITIATIVE ET
DIPLOMATIE TOUS PROBLÈMES COMMER-
CIAUX DE PROMOTION, ANIMATION,
ASSISTANCE.

La réussite dans ce poste implique une
expérience commerciale, le goût des
voyages, des qualités marquées de contact
et de méthode.

Résidence AMIENS.

Ecrire sous référence FX 179 AM.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (2.200
PERSONNES) LEADER EUROPÉEN DANS SA
BRANCHE PROPOSE POSTE FORMATEUR ET
ÉVOLUTIF A

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

Ce poste peut convenir à candidat diplômé
grande école (formation complémentaire
E.S.B.A. appréciée) ayant une expérience
des problèmes de soudure (éventuellement
débutant).

Il sera formé pour être à même d'apporter
une assistance technique sur les problè-
mes de soudure à tous niveaux (dévelop-
pement technologique, mise au point de
procédés, méthodes, contrôle qualité), etc.

Poste : Usine de 1.000 personnes
Ville 100 km EST PARIS.

Ecrire sous référence OW 178 AM.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT
GROUPE CHIMIQUE AMÉRICAIN

recherche pour usine ville proche LILLE

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

capable évoluer vers Directeur usine

Ce poste peut convenir à
INGÉNIEUR A.M., I.D.N. ou GÉNIE CHIMIQUE
35 ans minimum, bonne connaissance
anglais ayant acquis dans le domaine des
résines et vernis synthétiques une solide
expérience.

• De l'exploitation (délais, coûts et
qualité) ;
• Ainsi que de la conception, mise en
œuvre et entretien des équipements.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR
POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS MAR-
QUÉES D'ANIMATEUR ET D'ORGANISATEUR.

Ecrire sous référence KU 189 CM.

etap

4 rue Massenet
75016 PARIS
discretion absolue

A.F.P.A.
ASSOCIATION NATIONALE POUR
LA FORMATION
PROFESSIONNELLE DES ADULTES
engage pour son Siège à MONTREUIL.

cadres administratifs et comptables

Ils seront chargés de missions de contrôle,
d'enquêtes, d'études et d'assistance
comptable dans les établissements de
l'Association.

Cette activité nécessitera de fréquents
déplacements en province, d'une durée
habituelle d'une semaine, qui pourront
occuper jusqu'à 50% du temps de travail.

Il est demandé :

- un âge minimum de 30 ans,
- une formation supérieure sanctionnée
par un diplôme de type :
 - D.E.C.S.
 - Diplôme E.S.C.A.E. option finances
et comptabilité.
 - B.T.S. Comptabilité et Gestion des
entreprises.
 - D.U.T. Administration des collectivités
publiques et des entreprises (option
finances et comptabilité).
 - Maîtrise de Gestion avec 2^e cycle de
gestion et certificat de Comptabilité
de la Faculté PARIS-DAUPHINE.
- une expérience administrative et
financière de plusieurs années en
milieu industriel.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à
A.F.P.A. - Service Gestion du Personnel

(Mme FRENEAU),
13, place de Villiers,
93108 MONTREUIL
CEDEX.

Filiale du groupe VICKERS

Recherche son :

Chef Comptable

Le Candidat :

- a une expérience similaire de quelques
années dans une ou des entreprises
moyennes ;
- est habitué à utiliser l'informatique
et est familier des procédures de contrôle
et reporting ;
- dynamique, innovateur, veut évoluer
; a, de préférence de bonnes notions
d'anglais.

La Fonction :

- assurer la tenue de la C.G.
- établir les balances, etc.
- préparer les opérations de reporting
pour suivre et étendre les applications
informatiques ;
- assister le contrôleur de gestion
(crédit contrôlé).

Conditions :

- statut cadre - bureau dans Paris
- rémunération et possibilités évolutives.

Envoyer C.V., photo, prétentions,
Réf. 75525
ROLAND BERGER & GREP Ass.
International Managers Consultants
E. R. E. P. 7, rue M. Allégot 92190 - MEUDON

Nous recherchons, pour la Région Parisienne,
un collaborateur spécialisé dans le conseil
et la défense au maître d'œuvre.

EXPROPRIATIONS

Adr. C.V. et photo (retournée) en indiquant
présentations à F. DERVEAUX, 2 bis, cité Thury,
75015 PARIS.

CONTROLEUR DE GESTION
80.000/100.000 F

Dépendant directement du Directeur Général, vous
aurez des fonctions plus vastes que celles de
Contrôleur de Gestion.

En effet, nous recherchons avant tout un homme
d'action qui, tout en prenant immédiatement la
direction des services comptables pour assurer leur
bon fonctionnement et leur réorganisation, mette
en place des tableaux de bord synthétiques, prépare
les budgets, rédige les comptes rendus budgétaires
mensuels, traite les questions juridiques et fiscales
et assiste la Direction Générale dans ses prises
de décisions financières.

C'est un travail actif qui requiert soit une bonne
expérience dans un cabinet d'Audit, soit une réus-
site complète dans un poste similaire et, en tout
cas, une bonne aptitude au commandement.

Un DECOS, l'ICO, un MBA ou un diplôme DESO
peuvent être l'une des clés nécessaires pour prendre
ce poste.

L'Anglais est indispensable, car les échanges dans
cette langue sont fréquents.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3.267 A
à **INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

La filiale d'une importante
Société Américaine recherche
pour PARIS

chef du service
recouvrement et crédit

Formation Finances.
Ayant 5 années d'expérience dans
poste similaire ou en qualité d'audit.

comptable
2ème échelon

Ayant 3 années d'expérience dans
un service recouvrement et études
de crédit.

Pour ces deux postes l'anglais est exigé.

Les candidats sont invités
à adresser leurs CV, photo
et salaire actuel au Cabinet
Claude VITET - 2, rue
Marange - 75001 PARIS

Groupe de crédit coopératif
recrute.

RÉDACTEURS ENGAGEMENTS

NOUS SOUHAITERONS :

- Formation secondaire, niveau terminal.
- Formation B.T. ou équivalent.
- Expérience professionnelle 3 à 5 ans.
- Pratique du Crédit Bât et bonne connais-
sance des crédits moyens termes.

NOUS PROPOSONS :

- Rémunération et évolution de travail
attrayant.
- Nombreux avantages sociaux (restaurant
entreprise, horaires souples, etc.).

Env. lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions.
Direction du Personnel,
C.C.C.C., 15 bis, avenue Roche, 75008 PARIS.

VOUS AVEZ :

- une expérience professionnelle dans vente
crédit immobilier, notariat,
- aptitude à l'organisation,
- niveau d'enseignement supérieur.

UN IMPORTANT GROUPE DE
PROMOTION vous offre

- opportunités de carrière commerciale,
- statut cadre,
- rémunération élevée

deux postes
à pourvoir d'urgence

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo à
No 76570, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av.
de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, q. r.

SERETE AMENAGEMENT

Société de
Promotion
de Centres
Commerciaux
et d'équipements de loisirs chargée
notamment de la réalisation du Forum
des Halles et du Centre Commercial
de la Défense recherche pour l'intégrer au sein du
Service "Communication".

chef de publicité (FEMME)

LE POSTE :

- participer à l'élaboration des programmes
de publicité ;
- négocier les conditions d'exécution avec les
agences ;
- assurer la réalisation pratique des actions.

LA CANDIDATE :

- être âgée de 30 ans minimum
- formation supérieure
- solide expérience comme chef de publicité
en agence (stratégie publicitaire, création et
réalisation) ;
- goût pour les réalisations d'intérêt public
- qualités créatives et imagination
- sens des contacts humains
- anglais souhaité.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo
et prétentions à : **SERETE AMENAGEMENT**
Direction du Personnel - 63, rue La Boétie
75008 - PARIS.

GRANDE BANQUE PRIVEE
recherche pour sa Direction Financière

un ingénieur

(électricité, électronique) possédant
une formation financière et
économique complémentaire.

Les candidats seront titulaires d'un
diplôme d'une Grande Ecole et
pourront justifier d'une première
expérience de gestion d'entreprise.

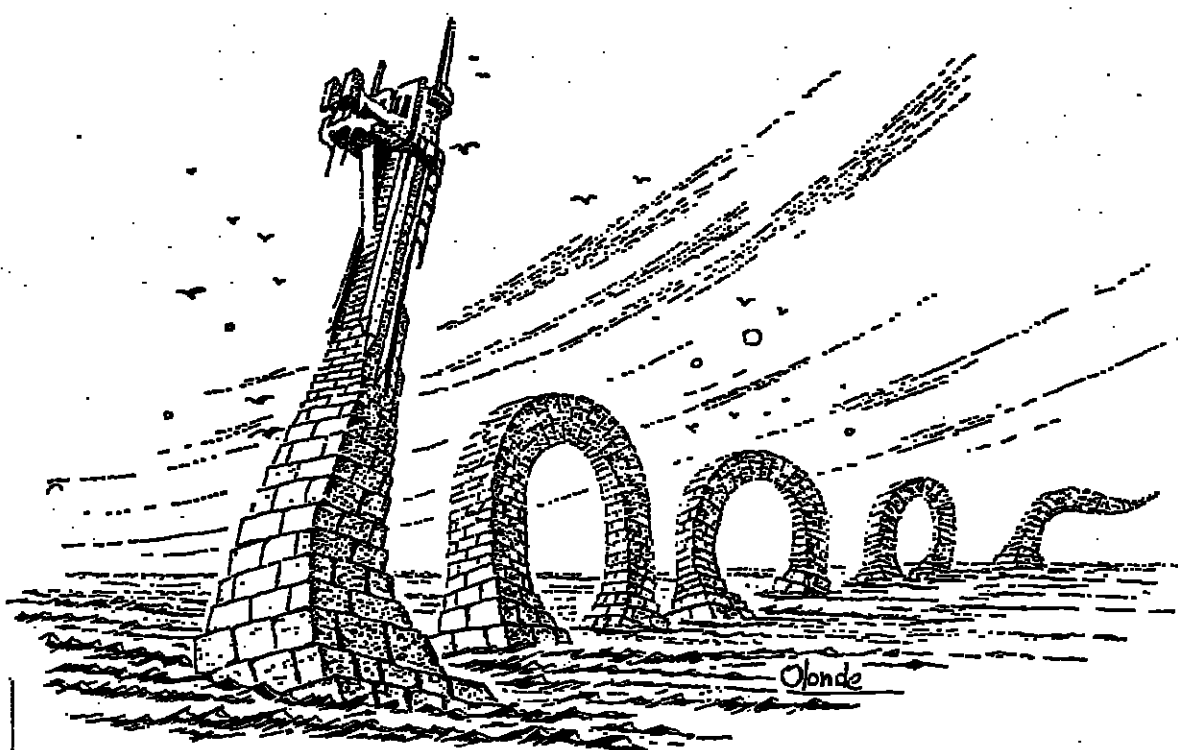
Envoyer lettre manuscrite, curriculum
vital, photo et prétentions
à **HAYAS CONTACT**, 156, Boulevard
Haussmann, 75008 PARIS,
sous référence 31538.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Un jeune diplômé :

Moi, entrer à IBM... pas question !
D'abord, c'est trop difficile.
Et puis, c'est la grosse multinationale
on y travaille dur, à coups de primes...

Une voix :

Mythes que tout cela !
Votre mangeuse d'hommes,
c'est le dragon de la fable, le serpent de mer.

Un jeune ingénieur commercial d'IBM :

J'aime la vie,
j'aime le changement, les responsabilités.
Je suis d'accord pour travailler dur
et bien gagner ma vie.
Des opportunités internationales,
cela m'intéresse, surtout chez IBM.
Donc, comme les autres,
j'ai bien l'intention d'y rester.

**Alors, puisqu'IBM recrute des commerciaux,
à vous de voir !**

IBM Service Emploi Conseil Orientation - 2, rue Marengo - 75001 PARIS.
Division des Systèmes de Grande Diffusion

IBM

Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents,
qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des
clients : c'est le but de notre action technique.
Mais, nous ne pouvons pas atteindre une situation
optimale sur le marché sans la complémentarité
de l'action commerciale.
Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider
les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté
à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture
économique (formation commerciale supérieure)
et la tournure d'esprit permettant le dialogue
avec les clients et leurs collaborateurs.
Des postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Adresser C.V. et prétentions à Mlle BONNEMAISON,
sous réf. I 42, OLIVETTI FRANCE, D.E.R.H.,
91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

olivetti

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRANSPORTS
1,5 milliards de Francs de C.A.
implantée dans 30 pays recrute

contrôleurs de gestion

Nous recherchons des candidats créatifs et imaginatifs, ayant une
maîtrise suffisante des problèmes comptables et économiques pour
participer à la prise de décision des Opérations.
Sous la dépendance hiérarchique des principaux Responsables de la
Société, leur action consistera à favoriser la prise des décisions, à
contrôler les effets économiques attendus, à exploiter l'information
disponible pour proposer des solutions concrètes.
De tels candidats doivent être des Diplômés de Grandes Ecoles et
avoir, pendant 2 ans environ, obtenu des résultats significatifs dans
une Entreprise, soit dans la mise en place de méthodes de Gestion,
soit dans des fonctions opérationnelles.
Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo - prétentions sous référence 16954.

SEXTANT/DPA
182, av. Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine
qui transmettra

SECURICOR FRANCE

LA PREMIERE
ORGANISATION DE
SECURITE AU MONDE
cherche
pour son siège social
à Créteil (94)

CHEF COMPTABLE

- B.E.C.S. ou équivalence ;
- Une maîtrise de la langue
anglaise exigée ;
- Connaissances complètes sur
ordinateur applicable ;
Il aura la responsabilité du
Service comptabilité, de la
préparation des comptes
d'exploitation mensuelle, du
bilan et des déclarations fiscales
et sociales.
Poste convenant à un candidat
dynamique et ambitieux.
Possibilité voyages
en province.
Nous offrons : un salaire
annuel de départ de l'ordre
de 65.000 F + voiture de
fonction.
Adresser C.V. à SECURICOR
FRANCE S.A., 1, Vole Fédé-
ration, 94021 Créteil Cedex.



recrute

L'ADJOINT A SON

DIRECTEUR DES VENTES

GRANDE CONSOMMATION

Dans ce poste opérationnel il seconde
efficacement le Directeur des Ventes
National aussi bien sur le terrain que dans la
conduite de la force de vente.
Le candidat retenu aura :
- au moins 30 ans ;
- une formation Sup. de Co.
- le sens des responsabilités et des hommes ;
- une bonne expérience :
o de la vente
o des contacts au plus haut niveau en
hypers, M.A.S. et centrales.
Sa rémunération ne sera pas inférieure à
Fr 75.000.
Envoyer C.V. détaillé manuscrit et photo à
WILLIAM SAURIN
St-Thibault - 77400 LAGNY.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU SECTEUR BANCAIRE

recherche :

INSPECTEURS OU CHARGÉS D'ÉTUDES

- Hommes ou Femmes - nationalité française -
libérés O.M.
- Possédant diplôme grande école, licence +
D.E.S. et formation ou expérience bancaire in-
dispensable.
- Carrière intéressante, durée du stage à Paris
avant contrat définitif : 1 an.
- Début du stage : décembre 1976.
- Affectation ultérieure à Paris ou dans Métro-
pole régionale.

Ecrire avec curriculum vitae
CAISSE NATIONALE des MARCHES de l'ÉTAT
Bureau du Personnel, 14, rue de Gramont, Paris-2^e

Une société d'Édition Française importante recherche un

chef comptable

de formation supérieure : Expertise en DECS, mini-
mum 30 ans, ayant pratiqué comptabilité sur ordina-
teur et acquis une bonne expérience professionnelle
dans une Société de services utilisant l'informati-
que.

Il devra instaurer les procédures comptables clas-
siques, tant au niveau de la comptabilité générale
que de la comptabilité analytique, permettant la tenue
du compte d'exploitation mensuel.

Il aura de plus la charge de toutes les tâches d'un
Chef Comptable : suivi de la trésorerie, déclarations
fiscales, etc.

Pour accomplir sa tâche, il aura sous ses ordres un
Chef de groupe et 3 comptables.

Localisation : PARIS.

La rémunération sera intéressante en fonction de
l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 504 M
25, rue de Valenciennes, 75004 Paris

PROSSEL
international
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

directeur du personnel

100 000 +
PARIS

Nous sommes un groupe spécialisé dans le négoce
de produits sidérurgiques et créons le poste de
Directeur du Personnel pour prendre en charge la
politique du personnel de 4 de nos Sociétés (350
Millions de C.A. - 750 personnes).
Ce cadre devra mettre en place une politique de
recrutement, de formation et de promotion,
assurer les relations sociales (syndicats - CE...) et
gérer l'administration du personnel (création de
procédure, étude des salaires, services paie...).
Le poste doit évoluer à terme vers une fonction
« Relations Humaines ».
Une expérience similaire acquise dans une Société
de même importance est indispensable.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle sous la réf. 2648/M (à mentionner sur
l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

IMPORTANTE STE DU SECTEUR DES LOISIRS
40 km OUEST PARIS
crée le poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

En collaboration directe avec le P.-D.G.
Il devra :

- Définir la politique commerciale.
- Structurer et étirer les réseaux de vente.
- Coordonner et animer les fonctions qui concou-
rent à l'application de la politique commerciale.
- Maîtriser l'expansion dans le cadre d'une opé-
ration commerciale.

Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre supérieur,
35 ans minimum, pouvant justifier d'une solide
expérience commerciale.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et
prétentions à COGEFI, sous référence 3503, qui
transmettra. Discretion assurée.

COGEFI, Tour Septentrion,
92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 08.

Société indépendante
secteur chimie et parachimie
recherche pour son département
traitement interne des eaux

UN CHEF DE PRODUIT

- expérience industrielle souhaitée
- goût pour l'organisation et la gestion.

Importantes possibilités d'évolution

Adresser C.V., photo et prétentions en rappelant
sur l'enveloppe la réf. 7627 à Axial Publicité
91, Fbg Saint Honoré 75008 Paris, qui transmet.

INSTRUMENTS S.A.

Recherche pour son département

CHROMATOGRAPHIE
EN PHASE LIQUIDE

2 INGENIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

POUR FRANCE ET EXPORT

Référence vente et expérience chromatographie
appréciées.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé,
photo et prétention à :

Monsieur MONTASTIER
JOBIN-YVON
16-18, rue du Canal - 91160 LONGJumeau

GRANDE BANQUE FRANÇAISE
recrute pour son

GRUPPE de RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

3 INGENIEURS

GRANDE ÉCOLE

Double formation économique (doctorat,
M.S.A. ...) et mathématique (stats, économé-
trie ...) exigée.

- 1 confirmé ayant l'expérience de l'entre-
prise et de la recherche appliquée.
- 2 débutants (large possibilité de carrière)

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2244 à

RL Pierre Lichon 10, rue de Louvois
75003 Paris cedex 02 qui transmettra

NOUS SOMMES L'UNE DES PREMIÈRES
ENTREPRISES FRANÇAISES DE BATIMENT
(C.A. 1,7 milliard de F).

Nous recherchons, pour développer notre action,

un ingénieur commercial

C'est un créateur d'affaires, à qui sa bonne
connaissance du marché et son agilité
permettent de décrocher des contrats auprès
des promoteurs publics et privés, des adminis-
trations, des industriels.

De formation ECP, Ponts, TP ou équiva-
lent, il a acquis une expérience de la
conduite de travaux et des négociations
commerciales dans le bâtiment, les TP ou
le second œuvre. Agé assez indifférent.

Le poste, en résidence à Paris, nécessite des
déplacements dans toute la France.

Écrire à Y. CORCELLE ss réf. 3084 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

150

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TE
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TE
"Placards encadrés"	28,00	32,68
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
"L'AGENDA DU MONDE"	40,00	46,70
	28,00	32,68

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
recherche

programmeurs débutants
niveau DUT Informatique

programmeur système

- 2 ans d'expérience
- connaissances du matériel G.A. appréciées

Dégagés des obligations militaires
Résidence :
REGION PARISIENNE
Possibilités d'évolution vers l'analyse.

Ecrire C.I.C., service recrutement,
66, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

DIRECTEUR DE LA REGION DE PARIS

140.000/160.000 F

Vous aurez la responsabilité de plus de 150 à 200 personnes dont une majorité de techniciens. Votre mission sera donc, bien sûr, de réaliser des objectifs commerciaux mais aussi de faire en sorte que sur un plan technique et administratif votre région réponde parfaitement aux besoins de la clientèle.

Une expérience des biens d'équipement en général, ou peut-être des télécommunications, des produits électriques ou d'informatique est un gage de votre adaptation.

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles ou équivalentement un bon niveau de technicien complétés par une expérience similaire des télécommunications est nécessaire.

Enfin, le poste étant évolutif, l'anglais courant est très souhaitable.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3245 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
22, avenue de Messine, 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
(8000 personnes en plusieurs usines)

recherche

CHEF SERVICE législation sociale

Dans la ligne hiérarchique du Directeur des Relations Sociales, il sera chargé :

- d'assister les établissements du Groupe en matière d'interprétation et d'application de la législation sociale.
- de les conseiller en cas de conflits
- d'assumer la gestion du personnel du siège de la Division.

Le poste à pourvoir est à Paris

Il exige :

- une formation juridique solide (licence en droit ou équivalent).
- une expérience pratique du droit du travail dans un service du même type.
- une expérience de plusieurs années dans un service du personnel en usine de préférence dans le domaine métallurgique.

Expérience pratique des négociations avec les représentants du personnel et des relations avec les syndicats.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 122N077 au :

CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE
30 rue Mogador - Paris 8ème

NOUS SOMMES UN GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS DE TAILLE INTERNATIONALE
Nous cherchons, pour notre siège à Paris, un

ingénieur adjoint au chef du service marketing

Cet ingénieur ECP ou AM, d'au moins 30 ans, a acquis une double expérience de la vente ou du technico-commercial et d'études de marchés de produits industriels de base : métallurgie, verre, chimie, pétrole, dans une société internationale ou en cabinet.

Sa mission : conduire les études de marchés de nos produits ; établir les prévisions d'évolution à l'aide de modèles économiques et d'analyses statistiques ; fournir à la direction commerciale les documents de synthèse permettant de définir sa politique commerciale et sa politique produits.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements à l'étranger et la pratique courante de l'anglais.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3107 LM.

ALEXANDRETTIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

NOTES RECHERCHONS DES COLLABORATEURS INTERESSES PAR LES PROBLEMES

d'ÉVALUATIONS

Il s'agit d'élaborer des évaluations patrimoniales, des évaluations d'entreprises et des évaluations d'indemnités d'expropriations.

Il doit avoir l'un des diplômes suivants : Licence Sciences Économiques, Sciences Po (Ecofi), Ecole Supérieure de Commerce, licence droit + diplôme de gestion.

pour pouvoir rapidement maîtriser l'environnement de l'évaluation aux plans technique, économique, financier, juridique et fiscal. Nous proposons une formation adaptée, dans le cadre d'une société de conseil et un intérêtement ultérieur.

Les postes sont à pourvoir :

- à LILLE où il faut un candidat originaire du Nord ;
- à PARIS ;

et s'adressent : à des spécialistes, à des débutants ou à des candidats ayant une expérience bancaire de 1 à 3 ans.

Adresser C.V. et photo (retour) en indiquant, résidences préférentielles à J. Bravard, 50, rue Fénelon à MONTROUGE 92120.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES BANLIEUE NORD DE PARIS

recherche

un cadre technico-commercial

- Pour lui confier sous l'autorité de son Chef de Service le développement et le suivi de ses marchés dans le domaine de la marine militaire.
- Sa mission consistera à nouer et à multiplier les contacts commerciaux avec la clientèle potentielle, à le conseiller en vue d'obtenir des commandes de moteurs diesel.
- En outre, en liaison avec les services techniques, devis et financier, il aura à mettre en forme l'offre au client. Ce poste suppose de la part du candidat une capacité réelle de contact et de négociation à tous les niveaux.
- Le poste s'adresse à un ingénieur de formation Grande École ayant si possible une bonne connaissance de la construction navale.
- Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.
- Des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V., détaillé et photo sous no 360 à SPEAR 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Siège à PARIS
distribuant en France des biens d'équipement Industriels

recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

25 ans minimum

Pour être en charge des fonctions comptabilité, fiscalité, trésorerie, gestion du personnel.

Le candidat que nous recherchons devra avoir :

- une formation comptable supérieure (niveau minimum certificat supérieur de révision comptable) ;
- une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire lui ayant permis d'affirmer sa compétence technique ainsi que le sens de l'organisation et des responsabilités.

Adresser lettre man., curriculum vitae et niveau rémun. souhaité, à Mme PRESVOST, réf. 300, 186, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

GROUPE MULTINATIONAL D'INGÉNIEURS CONSEIL
Siège Paris, recherche pour études d'aménagements hydrauliques et de constructions portuaires

UN INGÉNIEUR DE GÉNIE CIVIL DE GRANDE EXPÉRIENCE

Les candidats doivent être diplômés d'une Grande École et pouvoir effectuer des séjours de longue durée à l'étranger. Une excellente connaissance de l'anglais est obligatoire.

Envoyer lettre de candidature, C.V. détaillé tout particulièrement en études de projets hydrauliques, d'ouvrages portuaires et maritimes et références, et un numéro de téléphone où nous pourrions vous joindre rapidement à n° 7.580.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 9ème

courtiers en oeuvre d'art

100 000 + / AN

Jeunes, diplômés de l'Enseignement Supérieur ou autodidactes possédant une bonne culture générale, si vous êtes attirés par la vente et la négociation d'un produit pour lequel vous avez déjà goût : peinture contemporaine et si vous êtes prêts à payer de votre personne (déplacements fréquents) pour signer largement votre vie ; nous vous proposons de faire partie de notre équipe après une période de formation à nos produits et à nos techniques de vente.

Envoyer C.V., photo récente, et rémunération actuelle sous la réf. 2493/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche

CONCEPTEUR ANALYSTE DE GESTION

Chargé de concevoir et de réaliser des systèmes automatisés de traitement de l'information.

Il DEVRA :

- Justifier de plusieurs années d'expérience dans cette fonction.
- IL S'ERA APTE :
— à effectuer des études d'organisation administrative ;
— à chiffrer les économies possibles ;
— à guider, en tant que Chef de Projet, des équipes d'analystes programmeurs, pour la réalisation des chaînes informatiques.

Les qualités humaines seront à la mesure des responsabilités de ce poste qui bénéficie d'une rémunération élevée et de possibilités d'évolution.

Ecrire avec C.V. s/réf. 528 à SWEET'S, R.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 06, qui transmettra.

BANQUE DE DÉPÔTS PRIVÉE
recherche

DIRECTEUR AGENCE

25 ans minimum - Bonne présentation

Expérience exploitation confirmée

Pour quartier OPERA-VENDÔME.

Rémunération 65.000 à 72.000 F.

Convientrait à exploitant confirmé souhaitant poste à responsabilité et d'avenir.

Env. C.V. manuscrit et photo sous réf. 8.500 M à O.C.B.P. - 68, rue de la Chaussée-d'Antin, 75008 Paris.

L'équipe de conseil en formation d'une société d'organisation de réputation internationale

recherche

UN FORMATEUR

Pour animer des stages d'expression écrite dans des entreprises industrielles.

SON PROFIL :

- Il a environ 30 ans.
- Il est de formation supérieure.
- Il a une réelle expérience de la pédagogie active des adultes en milieu industriel.
- Il est disponible (nombreux déplacements d'une semaine en province).
- Il est à la fois créatif et rigoureux.
- Il a envie de s'intégrer à une équipe.

IL BÉNÉFICIERA : d'une ambiance de profession libérale, de la méthodologie, de la recherche et du développement technique du groupe ainsi que de sa réputation.

Ecrire avec C.V. dét. et photo ss références C.F. 7.518 à : INTERMEDIA, 68, rue La Fayette, PARIS (9e), qui transmettra.

Librairie française et étrangère
(17 personnes) à PARIS, recherche :

DIRECTEUR

- sans des relations humaines développées ;
- expérience de direction même autre branche ;
- gestion administrative et commerciale ;
- bonne connaissance de l'anglais ;
- libre rapidement.

Env. C.V., photo, ss n° 77.238, CONTEXTE Publ., 28, av. Opéra, Paris-1e, qui transmettra assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE CONSTRUCTIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

ingénieur planning

Sa mission consistera à diffuser et mettre en application le planning général au sein d'une de nos divisions regroupant 200 ingénieurs et techniciens.

Le candidat retenu aura une expérience d'au moins cinq années acquise de préférence au sein du service planning d'une société d'études et de constructions mécaniques.

Ecrire à No 77.271 - Contexte Publiée - 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Recherchons

pour CONSEILS ET INTERVENTIONS dans entreprises industrielles moyennes (P. M. I.)

CADRE

Formation supérieure ayant expérience concrète d'entreprise (5 ans). Expérience formateur.

Spécialiste : Gestion, gestion comptable et financière, diagnostic

Ecrire sous n° 78.196 B, à ELEX Publité, 17, rue Lebel, 92400 Vincennes, qui transmettra.

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISÉS PAR LES

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

recherche

DIPLOMÉ D'ÉTUDES COMMERCIALES

ESCP - HEC - DEA ou DES (marketing de Grande École) ou LICENCE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES + : ESCAS - ESCC Angers - EDHEC du Nord - JC Saclay - ESCS Strasbourg - ESC - IEP de Paris (Section économique et financière)

Pour procéder à des études ayant trait à des problèmes généraux de personnel.

Adresser curriculum vitae manuscrit pour le 30 SEPTEMBRE 1976 à :

La Direction du Personnel et des Affaires Sociales, Bureau 32, 20, avenue de Ségur - 75006 PARIS.

DIEBOLD FRANCE
recherche pour l'un de ses clients

UN DIRECTEUR INFORMATIQUE

Chargé d'orienter la politique et de définir le plan informatique dans le cadre des axes de développement d'un groupe important du secteur alimentaire distribuant des produits de prestige. (Référence CX 1.)

Pour ce poste, il faut : être diplômé d'une grande école, posséder une forte personnalité, être âgé au minimum de 35 ans.

Rémunération : elle est fonction de l'expérience et de l'âge des candidats.

Envoyer curriculum vitae, photo et salaire actuel en précisant la référence à :

DIEBOLD FRANCE
63, rue La Boétie - 75008 PARIS.

CONCEPTEUR-ANIMATEUR DE FORMATION INFORMATIQUE

- Vous avez une formation supérieure et une expérience en informatique dont l'analyse de gestion.
- Vous avez le goût du travail en équipe et vous souhaitez pendant quelques années vous consacrer à la conception et à l'animation d'actions de formation en informatique.
- Vous avez décidé de participer à l'activité d'un établissement financier de premier plan et continuer à développer votre expérience.

Envoyez avec C.V., photo et salaire à n° 7.580, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES BANLIEUE NORD DE PARIS

recherche

un cadre technico-commercial

- Pour lui confier sous l'autorité de son Chef de Service le développement et le suivi de ses marchés dans le domaine de la traction ferroviaire diesel.
- Sa mission essentielle consistera à nouer et à multiplier les contacts commerciaux avec la clientèle potentielle, à le conseiller en vue d'obtenir des commandes de moteurs diesel. En outre, en liaison avec les services techniques, devis et financier, il aura à mettre en forme l'offre au client.
- Ce poste suppose de la part du candidat une capacité réelle de contact et de négociation à tous les niveaux et d'excellentes connaissances techniques dans le domaine mécanique ou thermique. L'expérience préalable de la fonction est nécessaire, la connaissance des problèmes ferroviaires souhaitée.
- Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable, des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V., détaillé et photo sous no 363 à SPEAR 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra.

- VOUS AVEZ DES RESPONSABILITÉS.
- VOUS AVEZ LE GOUT DE LA VENTE.
- VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE COMMERCIALE.

NOUS VOUS OFFRONS UN POSTE DE RESPONSABLE DE PROGRAMME
(MEMORILDES)

chez un important Promoteur-Constructeur

Fixe + commissions + primes + Drais.

Ad. currie, vite manuscrit, photo, ss la n° 77.612, CONTEXTE Publ., 28, av. Opéra, Paris-1e, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 15
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	45,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,39
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 15
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

ANALYSTE - INFORMATICIEN

9 ans expérience Matériel IBM 370
Langage - Assembleur COBOL - ALGOL
CAP - Expérience Travaux REEL C.I.E.S.
cherche emploi EDITION ou BANQUE
PARIS - BANLIEUE
Ecrire sous le numéro 6350, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens - 75227 Paris-9, qui transmet.

CADRE - 42 ans

offre collaborer de haut niveau à sociétés intéressées
• Polyvalente ;
• 15 ans expérience professionnelle sociétés de services internationaux ;
• Niveau D.E.C.S. ;
• pouvant prendre la responsabilité services :
— Administratifs ;
— Financiers et Comptables (pratique de l'audit) ;
— Du Personnel ;
• Notions d'anglais.
Ecrire n° 3264, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75227 Paris (9).

FORMATEUR (42 ans)

apporte créativité, pédagogie, expérience conception, réalisation plan formation DEA psychopédagogie - Formation conduite des groupes, cherche situation responsable, dans un cadre agréable, dynamique, Ecr. n° 3141 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

INGENIEUR AGRONOME

33 ans, cult., anglais courant, maîtrise, réact. post. dyn., secteur agricole ou autres, météorologie, Outillage, Ecr. n° 3284, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

CADRE DE BANQUE

35 ans, ESC, niv. DECS, 4 ans exp. en financement et trésorerie entreprises ;
— Connaissances financières ;
— Compt. générale et analyt. Rech. poste de responsable, financier ou directeur, région Ile-de-France, Paris, Libra très établie, Ecr. n° 3282, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

TECHNICIEN SUP - 25 a.

I.U.T. 3^e année, exp. en électronique, aéronautique, électromécanique, ch. emploi en région SUD-OUEST, Ecr. n° 3140 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

LICENCIÉ DROIT PRIVÉ

25 ans, conc. en O.M., ch. situation, Ecr. Régie-Presse, 5^e et 10^e, 4^e ét., 75001 Paris.

CADRE FEMININ

Excellente présent., leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, Libre, dynamique, Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

CADRE FEMININ

Excellente présent., leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, Libre, dynamique, Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

CADRE FEMININ

Excellente présent., leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, Libre, dynamique, Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

CADRE FEMININ

Excellente présent., leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, Libre, dynamique, Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

CADRE FEMININ

Excellente présent., leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, Libre, dynamique, Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

CADRE FEMININ

Excellente présent., leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, Libre, dynamique, Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

CADRE FEMININ

Excellente présent., leader dans la branche VENTE DE SERVICES depuis 7 ans à très haut niveau, Libre, dynamique, Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MONTEAU

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BASTILLE

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

JARDIN

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

ALMA

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

PREL PLACE WAGRAM

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

3 PIECES

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

JARDIN

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

PL. Clichy

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

16^e AVENUE DU MARCHEAL

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

MARAI

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

BOIS

10^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

échanges

Echange terrain 1.800 m², près Chantilly contre Mercedes, BMW ou Porsche - 757-09-77.

locations non meublées

Paris

appartements occupés

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

locaux commerciaux

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

NATION

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

RUE DE VAUGIRARD

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAVOIE

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

viagers

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

F. CRUZ

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SAINT-FRANCOIS-XAVIER

12^e arr. Part. v. tr. beau 4 p. 1^{er} étage, 100 m², 100 000 F. Ecr. n° 3257, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Grâce à la mise en service des trains Corail entre Paris et Clermont-Ferrand, l'axe qui relie la capitale à la région du Massif Central est désormais à trois heures quarante-cinq de la capitale. D'autre part, sur la transversale Limoges-Ussel-Clermont-Ferrand, des améliorations notables seront apportées grâce à de nouveaux autorails.

L'égalisation des chances entre les dif-

férentes régions passe par le développement de tous les moyens de communication dans les zones les plus reculées, comme l'a rappelé M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, à l'occasion d'un débat organisé, le 27 septembre, à Paris, dans le cadre du SICOB.

A titre d'exemple, M. Lecanuet a souligné l'effort consenti par l'Etat dans le cadre du VII^e Plan : le programme d'actions prioritaires des télécommunica-

tions se verra consacrer 104 milliards de francs ; les routes, les ports et les voies navigables absorberont 35 milliards, et les investissements de la S.N.C.F. 18 milliards.

Le ministre d'Etat et M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., ont dit combien le réseau Transpac de transmission de données et les salles de téléconférence faciliteront la décentralisation en province des activités tertiaires et industrielles.

Moderniser les communications pour réduire les inégalités

Par FRANÇOIS ESSIG (*)

LES services de transport et les infrastructures qui les supportent réduisent et transforment le rôle que joue la distance dans la localisation des hommes et de leurs activités.

Leur pénurie ou leur abondance renforce ou compense les inégalités régionales, elles déterminent les concentrations ou les dispersions de l'habitat et du travail, et donc contribuent à définir le cadre et la qualité de la vie.

Réduire les inégalités régionales et mieux adapter les services aux réalités humaines, améliorer la qualité de la vie, mieux utiliser les infrastructures existantes et organiser leur développement équilibré, telles sont les contributions essentielles que peuvent et doivent apporter les politiques de transports et de communication à l'aménagement du territoire.

De nombreuses régions françaises subissent le poids de trois inégalités interdépendantes : inégalité d'équipements de transport et de télécommunications ; inégalité dans la qualité du service et des tarifs ; inégalité de développement. Face à quelques régions, dotées d'un système de transport complexe et moderne, ou en voie de l'être, comme le Nord, les vallées de la Seine et du Rhône, de nombreuses régions françaises sont sous-équipées en moyens de transport interrégionaux modernes et compétitifs.

Ce sous-équipement a trois causes principales :

— Il est lié au démantèlement tardif des plans d'équipement dans le domaine des télécommunications et des autoroutes ;

— Des conditions naturelles moins favorables rendent plus coûteux le développement des infrastructures et peuvent même exclure certaines infrastructures comme les voies d'eau ;

— Le moindre dynamisme économique des régions à forte dominante rurale n'incite pas à la modernisation du système de transport.

Ce sous-équipement est particulièrement grave pour les régions périphériques ou difficiles d'accès qui sont tributaires plus que d'autres des transports. Le coût d'accès actuel aux services de télécommunication et particulièrement de téléinformatique pénalise les entreprises moyennes et petites, privées ainsi de services modernes nécessaires à leur gestion, alors qu'elles constituent dans de nombreuses régions, l'essentiel du tissu économique local.

C'est pourquoi un vigoureux effort d'équipement reste à faire dans les prochaines années pour assurer : la desserte autoroutière de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif Central ; le désenclavement routier de la Bretagne et du Massif Central ; le développement portuaire et industriel-portuaire de la façade atlantique ; la diffusion aussi homogène que possible du téléphone, du télé, la transmission de données et bientôt de la téléconférence et du courrier électronique.

Il existe aussi des inégalités quant aux services rendus et à la tarification :

— Pour les télécommunications, par exemple, une tarification plus indépendante de la distance, tout

en étant sans doute plus conforme à la vérité des prix, permettrait d'atténuer les handicaps des régions plus lointaines ou moins denses ;

— Pour les transports par fer, la recherche d'un équilibre financier conduit la S.N.C.F. à fixer ses tarifs marchandisés à un niveau aussi élevé que possible là où la concurrence n'est pas trop vive, tandis qu'elle est obligée de les baisser fortement là où elle est soumise à une forte concurrence.

Le développement du réseau autoroutier par la voie de la concession conduira aussi, si l'on n'y prend garde, au renforcement des inégalités sur le plan tarifaire. On peut déjà constater des niveaux de péage très différents sur Paris-Lyon (10 centimes par kilomètre) et sur Paris-Tours (15 centimes).

Ces inégalités risquent de maintenir le handicap de l'Ouest et du Sud-Ouest. Cela appelle une réflexion sur les conditions de financement et de concession des nouvelles autoroutes.

La réduction des facteurs d'inégalité nécessite de la part des pouvoirs publics une certaine anticipation sur l'utilité immédiate. En effet, dans les régions périphériques ou difficiles d'accès, la déficience des systèmes de transport et de télécommunication constitue un grave handicap pour le développement économique, et la faiblesse du développement est elle-même la mauvaise excuse de l'absence de modernisation de ces systèmes.

Carole fatal que seule une ferme volonté politique peut rompre.

L'amélioration du cadre et de la qualité de la vie n'est pas un privilège à accorder à une région et non à une autre, à un type de ville et non à un autre.

Il faut bien voir, cependant, que cet objectif doit être traduit de façon différente, d'une part, pour les grandes zones urbaines où le cadre de vie est menacé par la congestion et la tension quotidienne, et, d'autre part, pour les zones moyennes et petites, où pour les secteurs ruraux dont le cadre de vie est mieux apprécié par leur population, mais où manquent souvent les conditions essentielles pour que celle-ci s'y maintienne et s'y accroisse.

Dans les grandes régions urbaines, les transports collectifs doivent aider à réduire la congestion et la tension des conditions de vie, sans pour autant contribuer à relancer du même coup leur croissance quantitative.

Paris ne doit plus avoir de privilège en ce domaine. Les zones urbaines de Lyon, Marseille, Lille, Nantes-Saint-Nazaire, notamment, doivent bénéficier d'un effort semblable à celui dont a bénéficié la région parisienne depuis près de quinze ans.

L'effort de rattrapage en région parisienne étant bien engagé, l'Etat pourrait apporter une contribution plus grande à l'équipement des grandes villes de province : il y a peu d'exemples où un même transport deux fois plus cher qu'en région parisienne.

Dans les villes moyennes et les secteurs ruraux, c'est l'existence même du service public de transport de voyageurs qui est en cause. 60 % de la population, 30 % des ménages, dépendent de ce service. Le maintien de la part de la population française implantée dans le milieu rural et dans les villes moyennes n'est possible que si l'on y mène une politique vigoureuse de réhabilitation et de mise à jour des transports d'intérêt régional et local.

L'Etat devra continuer à aider ces opérations. Mais ce sera aux régions et aux collectivités locales d'animer cette politique, en liaison avec les transports, d'abord par l'élaboration de schémas régionaux de transport et de contrôle de leur mise en œuvre et, parallèlement, par l'expéri-

mentation et la mise en place de systèmes de transport public adaptés aux zones où la population est dispersée.

C'est à ce même titre qu'une priorité devra être accordée au développement du téléphone rural.

Le contexte économique actuel mais aussi le simple bon sens nous commandent de réaliser notre développement et nos objectifs d'aménagement avec la meilleure économie de moyens publics et privés.

Dans le domaine des télécommunications, il faut contenir la prolifération des réseaux spécialisés et privilégier la transmission de données. Ils correspondent, en effet, à un gaspillage de potentiel, ils asservissent le développement spatial en ne renforçant que les principaux axes d'échange, ils introduisent des pratiques monopolistiques : réseaux parallèles de réservation d'avions, d'hôtels, etc.

Pour les transports, il faut rechercher la meilleure valorisation

du patrimoine existant en matière d'infrastructure et de services. Les idées ne manquent pas, mais il reste à les mettre en œuvre concrètement : la polyvalence des services de la poste en zone rurale ; l'utilisation plus intensive des voies ferrées dans les agglomérations sur certaines liaisons régionales ; le maintien dans le domaine public et la réutilisation des emprises ferroviaires déclassées ; le développement des transports combinés de marchandises.

Il convient d'être de plus en plus conscients de l'importance des transports et des télécommunications pour la politique de l'aménagement du territoire. Bien sûr, on ne pourra pas tout faire et il y aura des choix difficiles. Mais ce serait une erreur grave que de maintenir les régions les plus faibles dans leur état de sous-équipement. La France n'est pas si grande qu'elle puisse négliger une partie d'elle-même.

* Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Clermont-Ferrand à 3 h 45 de Paris

Faits et projets

Paris

NOUVELLES FAÇADES A L'HOTEL DES VENTES

La campagne des commissions de l'Etat pour la reconstruction de l'hôtel Drouot sur son ancien emplacement, dans le 9^e arrondissement, de revêtir l'état des lieux de la rue Ronsard, Chancet et Drouot (à la fin de l'été 1976).

Le travail des architectes ne portera que sur l'habillage des façades, jugées trop « rétro ». Le programme interne du bâtiment donne satisfaction et ne sera pas modifié. Les changements demandés ne devraient entraîner aucune modification des coûts (en millions de francs) ou des délais (mise en service prévue pour 1978).

● DOSSIER OUVERT SUR LES HALLES ? — Le groupe socialiste et radical de gauche de l'hôtel de Ville de Paris annonce que « pour mettre un terme à toutes les incertitudes qui pèsent sur le projet d'aménagement du secteur des Halles, il demandera au cours de la session spéciale du Conseil de Paris qui s'ouvrira le lundi 4 octobre la constitution d'une commission d'enquête municipale dans laquelle seraient proportionnellement représentés tous les groupes de l'assemblée parisienne ».

Qualité de la vie

● CHRYSLER ET LA POLLUTION. — Le gouvernement

américain a demandé à un tribunal fédéral d'imposer 91 millions de dollars (450 millions de francs) d'amende à la firme Chrysler pour violation par cette compagnie de « la loi sur l'air propre » à laquelle tous les constructeurs automobiles doivent se conformer.

Le gouvernement affirme que Chrysler a vendu plus de neuf mille voitures sans les certificats valides de l'Agence pour la protection de l'environnement. Chrysler affirme qu'il s'agit d'une erreur humaine, non intentionnelle, et qu'elle a « corrigé » les voitures en question. — (J.P.)

● UN FICHER CENTRAL SUR LA FAUNE SAUVAGE. — M. Marcel Arnoux, secrétaire général de la Fédération nationale des directeurs de parcs zoologiques (F.N.P.S.), annonce qu'un fichier central sur la reproduction de la faune sauvage sera constitué. La Fédération nationale invite tous les directeurs de parcs zoologiques français et étrangers, ainsi que les particuliers qui ont obtenu une reproduction exceptionnelle d'animaux sauvages, de bien vouloir communiquer tous les renseignements et conditions biologiques au responsable du fichier central : docteur Horvath, vice-président de la F.N.P.S., directeur du parc zoologique d'Amiens (80000).

Transports

● FIN DE GREVE A DUNKERQUE. — Les trente-sept capitaines de remorqueurs qui ont grévés de Dunkerque ont décidé, le 27 septembre, de reprendre le travail, après neuf jours de grève.

LA SITUATION EN CORSE

Une légion devenue étrangère

De notre envoyé spécial

Corte. — Arcs de triomphe, jets de riz, gerbes de fleurs, l'euphorie, quel... Ce jour-là tout Corte était sur le cours Paoli pour saluer les légionnaires de retour d'Algérie, qui venaient prendre ici possession de leurs nouveaux casernements. Ces baroudeurs illustraient la gloire d'un empire finissant et la construction d'un nouveau monde.

Il était heureux qu'un mois de juillet 1963 la légion déménagât à Corte, jadis siège d'un centre militaire et même d'un tribunal militaire. La capitale historique de la Corse se flattait alors de recevoir dans ses murs le 17^e régiment d'infanterie qui, en 1914, fut si courageusement faire parler de lui. Juste retour des choses après un temps d'oubli : cette ville de garnison retrouvait des soldats, de vrais soldats.

A cette époque, Corte périllait. Sans trop le dire, beaucoup d'habitants n'étaient pas mécontents de voir les légionnaires qui allaient redonner un petit coup de fouet à un commerce vacillant. Comme toute, face à face, un corps d'élite aux brillants états de service et une population partagée entre l'admiration et l'intérêt.

Légionnaires et insulaires font bon ménage pendant des années. « Nous avions alors à faire à des baroudeurs durs au combat, bien intégrés à leur corps », raconte un

habitant. Pas question pour eux de partir en cavale. On voit des Cortais épouser des légionnaires sans drame de famille. « Ce furent pour certains des mariages réussis », reconnaît l'un. « De moralité douteuse ou physiquement sans attrait, ces filles n'auraient jamais intéressé les gens d'ici », soutient un autre.

Lorsque le Groupement d'ins-truction de la légion étrangère (G.I.L.E.) s'installe à Corte, la situation change du tout au tout. Les casernes se remplissent alors de jeunes recrues, d'adolescents prolongés et soumis à une discipline plus sévère, qui, à la première contrariété, cherchent à prendre la large. « Ce sont souvent des contrariétés, des excès », dit un Cortais. « Ils ont déjà déserté leur milieu familial en quête d'un idéal qu'ils croient trouver chez nous », indique le lieutenant-colonel Mougou. Depuis par les rigueurs de la discipline et par la monotonie d'une pagaille en ville, d'autres, un beau jour, désertent leur unité.

Très vite les Cortais déchantent. « Nous nous sommes rendus compte à quel triste état nous étions réduits », note un habitant. Passe encore que des militaires en bordée dépassent un peu bruyamment leur « quinzaine ». On a vu, en effet, des légionnaires en mal de distractions envahissent les bars de la ville. « Chez nous le café est un lieu de rendez-vous », dit un habitant. « Nous avions alors à faire à des baroudeurs durs au combat, bien intégrés à leur corps », raconte un

ont un verre dans le nez, n'ont d'autres idées en tête que de tout casser ».

Les incidents se multiplient. Au des légionnaires, les cafetiers baissent leurs rideaux. Impossible pour eux de s'installer cours Paoli. Loin du centre, quelques petits bars discrets tenus par des palmiers à la poignée de fer les accueillent : le Beauséjour, le Vieux Port. Et puis il y a des boîtes à filles : le foliole. Et chez Manu. « De toute façon, ils ont à l'hôtel de Ville de Paris quatre ou cinq professionnels à leur disposition », précise un Cortais.

Villages cambriolés, voitures volées, chapardages divers : ce sont encore des légionnaires qui passent aux aveux. « En ville on court moins de risques, mais en campagne la population n'est pas la même », admet le sous-préfet. « Nous avons champ libre sans problème sur beaucoup de terrains, car il y a peu de cultures dans qu'on prend la montagne ».

Indique le lieutenant - colonel Mougou. Certains secteurs du Bocio, du Niolo et du Venaco n'ont plus de secrets pour ses hommes. Ce maquis où ils manœuvrent leur est devenu familier. Trop familier pour qu'ils ne soient pas tentés le moment venu d'y commettre des agressions ou de s'y réfugier en cavale faute de pouvoir gagner le continent en bateau ou en avion.

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y aurait donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalistes s'ont représentés parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. ».

« Ici, il y a toujours des légionnaires qui en chassent d'autres, dit un fonctionnaire. Cela n'est pas tout à fait étonnant : l'entraînement, jadis très germanique, est aujourd'hui franchement latinisé. » Il y aurait donc du laisser-aller. Une cinquantaine de nationalistes s'ont représentés parmi les sept cents hommes que j'ai sous mon commandement. La majorité sont originaires du sud : Italie, Espagne, Portugal, etc. ».

La légion, elle aussi, a fait ses calculs : « En 1974, nous laissions au commerce local 1,1 million de francs par mois, note le lieutenant-colonel Mougou. Mais au

regard de quelques exactions commises, la plus importante n'est-elle pas l'aide bénévole que nous apportons à la population ? », participent-ils à la lutte contre les incendies ; l'aider, délogement des villages envahis par la neige. Une fête patronale ? Nous prions nos tentes et nos tabourets. Restaurer des gîtes et débarrasser des sentiers dans le parc naturel ? Mes hommes répondent présents. »

Il y a maintenant trop de « bavures » pense la population, et ceci ne compense plus cela. La légion doit partir, un point c'est tout. Elle n'est plus ce qu'elle a été. Il faut donc tourner la page. Et vite, car l'université doit en prendre conscience. Elle n'est plus ce qu'elle a été. Il faut donc tourner la page. Et vite, car l'université doit en prendre conscience. Elle n'est plus ce qu'elle a été. Il faut donc tourner la page. Et vite, car l'université doit en prendre conscience.

JACQUES DE BARRIN.

LES ÉLUS SUR LA TOUCHE

Certains s'étonnent que, devant la montée des violences, la population reste sans réaction. Dans sa grande majorité, elle est pourtant très loin de partager les idées politiques des mouvements autonomistes et nationalistes qui, en Corse, font l'actualité.

Il y a dans cette attitude de l'opposition passive, le plus de gêne que de complicité. Comment, en Corse, condamnerait-elle sans appel des compatriotes qui, depuis des années déjà, soulèvent les vrais problèmes, posent les bonnes questions, même si, pour obtenir des réponses, ils emploient des méthodes souvent contestables.

Qui a mis le doigt sur le « scandale des vins » et obligé la justice à faire diligence ? Les autonomistes.

Qui a dénoncé le « raptatoire des urnes » et contrainst le gouvernement à normaliser le suffrage universel ? Les autonomistes.

Qui prend la défense des militaires de jeunes sans emploi, trop attachés à leur terre pour vouloir la quitter ? Les autonomistes.

Mais s'inquiète de devenir de la communauté corse en mal de renouveau et bientôt étrangère sur son propre sol ? Les autonomistes encore.

Si, un jour, la légion quitte la Corse — ce qui n'est plus tout à fait une hypothèse d'école — les nationalistes et les autonomistes sauront, à juste titre, s'abstenir cette « victoire » et les insulaires leur en donneront acte. Une nouvelle fois les élus auront été mis sur la touche. — J.P.

150

Les régions

DEUX RÉFORMES POUR UN MINISTRE

Ceux qui jusqu'à maintenant croyaient M. Jean Lecanuet un homme pondéré, modéré et mesuré devront peut-être réviser leur jugement. Le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire vient en effet de déclarer devant les journalistes qu'il avait « toujours éprouvé une véritable passion, le mot n'est pas trop fort, pour la planification et pour le développement régional », et qu'il était prêt à consacrer à cette nouvelle tâche « toute la ferveur » dont il est capable.

Cet enthousiasme, s'il ne reste pas une intention, sera éminemment utile pour redonner impulsion et dynamisme à une politique passablement reléguée dans l'ombre depuis trois ans. M. Michel Poniatowski, accaparé par les exigences du maintien de l'ordre et intéressé par les grandes questions politiques, avait un peu négligé la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), éphémère par le départ de M. Jérôme Monod ; quant à la planification, elle n'a jamais tenu auprès du chef de l'Etat une place d'honneur.

La détermination de la conjoncture depuis la crise du pétrole, en rendant chaque jour plus aiguës les difficultés immédiates de l'emploi, a dûment entamé l'influence de ceux qui se consacraient à la prévision, à la programmation et à l'action en profondeur.

On se réjouira d'entendre M. Lecanuet vouloir « donner une impulsion à la nouvelle croissance et réduire les inégalités régionales, donc sociales ». Ces intentions devraient recueillir un large consensus. Mais on s'étonnera que le ministre d'Etat n'ait encore rien dévoilé de ses idées et de ses réformes à propos de deux domaines qui lui sont pourtant particulièrement chers : la régionalisation et la politique européenne.

A la fin de 1971, M. Lecanuet, alors président du centre démocrate, voyait dans la réforme régionale en gestation « une pseudo-réforme et un faux-semblant ». Le mouvement réformateur se prononçait pour une région avec un exécutif désigné par une assemblée élue au suffrage universel. Cinq ans après, alors que les établissements publics issus de la loi de juillet 1972 ne jouent dans les institutions françaises qu'un rôle économique mineur, et parfois inutile, face aux départements et aux communes que le chef de l'Etat veut renforcer, M. Lecanuet pourrât-il et voudrât-il reprendre l'initiative et affronter les thèses de M. Giscard d'Estaing ?

Confusion

On rappellera au ministre d'Etat sa belle formule prononcée juste après les événements d'Algérie : « La vraie république à l'autonomie, ce doit être la régionalisation ».

Et l'Europe ? Dans quelques mois, les Neuf devront réexaminer les principes de base d'une véritable politique régionale communautaire et les règles de fonctionnement du Fonds européen régional. Créé à la fin de 1974 pour les trois années 1975, 1976 et 1977, le fonds s'est borné à verser des subventions aux Etats, qui se sont ajoutées ou substituées (ce qui évidemment a une portée toute différente) aux aides nationales.

La France et l'Allemagne ont davantage cotisé qu'elles n'ont reçu. L'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande ont bien tiré leur épingle du jeu. Mais le système, techniquement bien rodé, fonctionne dans une relative confusion politique.

La prochaine renégociation de cette politique, après la période probatoire de trois ans, revêt une importance capitale pour quatre raisons au moins :

— Les sommes en jeu ne sont pas négligeables : 500 millions d'unités de compte à distribuer en 1977, soit 2,5 milliards de francs. Le Fonds régional est le deuxième budget de la Communauté ;

— La politique régionale peut réorienter ou infléchir toutes les autres politiques des Neuf (agricoles, monétaire, industrielle, économique, sociale) ;

— La politique régionale ne laissera évidemment pas indifférents la Grèce, la Turquie, l'Espagne et le Portugal, qui négocient, ou rêvent de négocier, leur adhésion à la C.E.E. ;

— Dans chaque Etat les régions commencent à se poser la question pourquoi les fonds de Bruxelles passent-ils par les gouvernements et pas par nous ?

L'Europe et la régionalisation : voilà deux terrains politiques qui ne sont pas sans rapport sur lesquels on attend « la œuvre » la passion et « la ferveur » du ministre d'Etat.

FRANÇOIS GROSCHARD.

A GRÉOUX-LES-BAINS

Une explosion thermique à 20 kilomètres de Cadarache

C'est une vieille histoire : « Gréoux vient du celtique « Gresum », douleur ou maladie, et de « Lin », eau. C'est-à-dire eau pour les douleurs ou les maladies. » (1) Les Romains, conquérants et praticiens, firent, plus tard, de Gréoux une véritable station-service pour la remise en état de leurs légionnaires endormis. Les eaux gréouliennes étaient, en effet, des vertus particulières en matière de traumatologie, et l'on imagine volontiers que les thermes firent leur plein de curistes au lendemain de la victoire de Pourrières (Var), à 40 bornes de là. L'histoire créditait Marins de quelque 100 000 Tautons massacrés — « à la main », — on peut supposer que les Romains, conjointement, ne s'en tirèrent pas sans pleurs ni bosses.

De cette époque incertaine, quelques-uns se sont peut-être souvenus quand ils décidèrent, voici quelques années, de transformer Gréoux-les-Bains en « station thermale numéro 1 de l'Europe » : à côté des traitements traditionnels — rhumatismes, peau, voies respiratoires, — le département de traumatologie fut — avec l'O.R.L. — l'objet de soins spéciaux. Il prend un bel essor. Les hédo-modaires et méthodiques massages de la route, un peu oubliés depuis l'inflation, suppléeront avantageusement l'exceptionnel massage de Pourrières au nom évocateur. (Les bombardeurs de champs s'y firent longtemps, dit-on, avec des ossements humains.) Quel qu'il en soit, voici des chiffres. En 1953, au plus bas de la courbe : 800 curistes ; l'année dernière, 15 000 ; cette année, 17 000. (On a refusé du monde, malgré le bon sens et les possibilités d'hébergement.) Pour l'horizon 80, la Chaine thermique du soleil, propriétaire de l'établissement depuis 1962, prévoit 25 000 curistes et se propose, pour l'avenir, d'atteindre les 45 000. Enfin, dernier chiffre : la population sédentaire de Gréoux-les-Bains compte seulement 1 300 habitants. Sous le flot prométhéen, il faut parler, pour cette aimable bourgade des Alpes-de-Haute-Provence, d'expansion, de mutation ou de traumatisme ?

M. le maire, lui, n'a pas peur de demain. Style jeune, dynamique. Il fait face.

De 1965 à 1975, le budget communal est passé de 450 000 francs (« lours ») à 4 850 000 francs. Après la stagnation et le déclin, de 1932 à 1964, tout était à refaire ou à faire, et d'abord les structures de base : par exemple, des kilomètres de canalisations, pour les adductions d'eau et les égouts. Hébergement, équipements, ont suivi et suivent. » Dès 1965, Gréoux était un vaste chantier d'où allaient surgir, entre autres choses, hôtels et immeubles de location saisonnière. « Parmi les projets : parkings, nouveau jardin public, piscine (l'an prochain), salle des fêtes, restauration du massif châteaues des Tempeliers et un casino... pour peu qu'un « spécialiste » prenne conscience de notre exceptionnel développement. Nous sommes la seule station qui, chaque année, depuis dix ans, progresse régulièrement de 10 %. » Au programme encore, un aménagement réclamé à l'E.D.F., qui a pratiquement annexé le Verdon, laissant un débit insuffisant pour « diluer » la pollution. En attendant : « Baignades interdites », par la municipalité. Ajouté le « grand bond en avant » a eu lieu avant même la réalisation de ces accessoires — dont le casino — inhérents aux villes d'eaux. « Alors, quand tout sera en place... »

Au départ la société thermique en chaîne a misé la grosse plaque. Et continue. Elle investit « par milliards » (lancés) : dix fois plus pour Gréoux, cette année encore, que pour les plus favorisés de ses autres établissements (Vallat, Barboton, Eugénie, Saint-Christau, Cambol. Modernisation des équipements traditionnels — spoliarium tepidarium, sudatorium, frigiderium, etc., — ouverture de nouvelles unités, installation de tout un appareillage très sophistiqué, de piscines élaborées en « trombes » réglables et de « pédicouches » en « manudouches » aux allures de machine à lever à quatre vitesses. Ça veut dire, nouveau n'a pas condamné l'antique caractère des « Thermes troglodytes celtes gallo-romains ». Derrière les arcades en pierre de Rognes tout se passe sous terre (2), dans une lumière diffuse « pour garder aux eaux leur action radio-active ». (Jadis les Romains n'y prenaient leurs bains que la nuit.)

Puisance des moyens de la société, activité de la municipalité mais aussi, pour contribuer à cette explosion de la station, ses plus vieux charmes : outre le climat, il y a cet authentique village provençal — ouvert à la fois sur Aix, la Haute-Provence et le Verdon — qualifié par Giono d'« oasis romantique ». Et c'est vrai.

(1) Gréoux-les-Bains, par Emile Potevin (Ed. Michel, Gréoux). Cette étymologie justifierait la présence du L dans Gréoux, souvent orthographié aujourd'hui Gréoux.

(2) Visite publique le jeudi.

qu'au cœur des collines riches surprennent des fraîcheurs de source, des prairies et des feuillus centenaires. Beaucoup vinrent ici avant qu'on ne songe aux « manudouches ». On vous parle de Faustina, nièce de Marc Aurèle, qui a laissé une « pierre écrite » en hommage « aux nymphes de Gréoux ». On vous raconte les templiers « comme si c'était hier » ou les histoires plus récentes et plus élégantes de la tumultueuse sœur de Napoléon, Pauline, et de son comte Forbin. On a vu Stendhal et Marcel Dassault, le maréchal Bugeaud et la Béguin « et aussi une foule d'artistes » dont Bernard Buffet, derrière Lucien Jacques, premier éditeur de Giono.

Reconnaitrait-il demain, aujourd'hui, son oasis, Giono ? C'est là qu'on interroge. Ont-ils peur, les Gréouliens, du gigantisme, du traumatisme que subit le village d'une standardisation envahissante, de la dispersion des charmes ? C'est selon. Le maire même, qui pousse si bien à la roue, hoche la tête quand on lui parle d'un horizon à quarante-cinq mille curistes. Pour lui vingt-cinq mille seraient l'idéal. Pour certains, qui se sont liés à l'expansion, ce n'est pas assez. Pour beaucoup d'autres c'est encore trop. On ne saura tout de l'opinion du pays qu'au lendemain des futures élections municipales. Pas forcément. Certains, qui voteront des deux mains pour le développement, n'en cultivent pas moins leur petit coin de nostalgie pour un passé plus intimiste. Et vice versa...

Hier les Alpes de Haute-Provence n'en finissaient pas de se dépeupler. Le dernier recensement a fait apparaître mieux qu'un coup d'arrêt, une légère remontée, d'ailleurs localisée en quelques points précis dont Manosque et Digne, où les thermes la aussi, mais repris en main par la ville elle-même, jouent déjà leur partie, sans qu'à Gréoux on parle de « concurrence ». L'expansion n'est pas automatiquement le mal qui tue la « qualité de la vie ». Le dilemme n'est pas toujours dans une alternative entre noir et blanc, simpliste, simpliste, telle que notre temps veut la présenter à propos de tout. Une fameuse stratégie révolutionnaire assure qu'il y a « les mauvais et les bons compromis ». Pour les derniers on peut l'entendre ainsi et prononcer harmonie. « C'est plus difficile mais c'est bien plus beau », dit le chanoine, l'harmonie dans le développement, on la souhaite à l'oasis du Verdon ».

JEAN RAMBAUD.

TÉMOIGNAGE

Les dernières heures de la petite gare rurale

Un de nos lecteurs, fonctionnaire, qui nous demande de garder l'anonymat, nous adresse ce témoignage sur le recul inexorable des services publics dans les zones rurales. Pour le gouvernement, qui avait pris sur ce point des engagements précis, interdisant toute fermeture de lignes ferroviaires, de bureaux de poste, d'écoles, etc. Mais entre les mots et les faits il y a parfois un abîme. Samedi 25 septembre.

Tous les Français connaissent le viaduc de Garabit qu'emprunte la voie ferrée Bédiers-Clermont-Ferrand, qui des vignes et garrigues du Midi amène les voyageurs au pied des monts d'Auvergne après avoir traversé les Causses, l'Aubrac et la Margeride.

Ce paroxysme touristique malheureusement peu connu a posé de graves problèmes aux constructeurs de cette ligne. On y trouve les pentes les plus fortes admises pour les voies ferrées normales (4 %), ce qui explique son électrification dès 1931.

A la limite de l'Aveyron et de la Lozère, un village, Saint-Laurent-d'Olt, huit cent cinquante habitants environ, qui jusqu'à présent avait la chance de disposer d'une gare et d'une poste. Car, à partir d'octobre, on les supprime : pas rentables, disent ces messieurs de la S.N.C.F. et des P.T.T. Jusque'en 1930, il y avait un petit dépôt de machines à vapeur qui assurait la poussée des trains sur une section très accidentée. Dix personnes travaillaient à la gare. Cet établissement, de suppression de postes en suppression de postes, fut déclassé il y a six ans environ. Depuis cette date, une auxiliaire (trente - deux ans d'ancienneté dans la S.N.C.F.) est responsable de l'établissement. Il y a certes, un modeste trafic : trois ou quatre trains dans chaque sens par jour suivant les saisons, quinze à vingt personnes environ qui prennent le train, quelques wagons de bois expédiés par mois. Ce n'est pas rentable (la S.N.C.F. octroie royalement à cette auxiliaire 1 100 F par mois !). Aucun aménagement n'avait été fait à l'établissement depuis vingt ans. Ce dont la S.N.C.F. ne tient pas compte, ce sont les services qu'as-

suraient cette « chef de gare ». Avec son cyclomoteur, elle allait prévenir les personnes qui recevaient un colis ou un message, ou le marchand de bois venant se faire livrer. Comme elle n'a pas le droit de délivrer certains billets couchettes, elle va les chercher à la gare de Banassac, à 15 kilomètres de là. Le village possède un institut médico-pédagogique : des enfants inadaptés empruntent le train chaque fin de semaine, elle va à la gare, elle passe sans problème, elle aide les personnes âgées à monter ou descendre du train.

A compter du 1^{er} octobre, la gare de Banassac sera fermée. Les vieux et les enfants inadaptés attendront le train sous la pluie et dans la neige ; le marchand de bois ira se renseigner ou nait de sa tâche. Ses wagons et ses wagons arrivent. Quelle importance cela a-t-il ?

Quant à la poste, depuis deux ans, il n'y a plus de jeunes auxiliaires qui défient à une cadence élevée. Cet établissement a le plus fort trafic du canton, mais la poste principale avec code postal est à Campagnac, au siège du canton. Il n'y aura, à compter d'octobre, qu'une agence postale avec un facteur qui assurera 2 heures de permanence par jour l'après-midi.

Si quelqu'un a une lettre urgente à poster, il fera 12 kilomètres et pour téléphoner, il ira au café, il lui en coûtera la communication et une consommation. Et le maire, me direz-vous ? Il est à Paris et passe environ quinze jours par an au village. Les conseillers municipaux basés dans les trams devant cet état de fait, ont fait une lettre urgente à la S.N.C.F. Des hauts fonctionnaires viennent de Montpellier et de Toulouse leur expliquer que la gare n'est pas rentable, que la poste n'est pas rentable, les fatigues de faire des réclamations, des demandes de subvention qui se heurtent constamment à un mur.

M. Poniatowski disait, il y a peu de temps, qu'il fallait maintenir une présence administrative dans les villages, afin qu'ils ne se vident pas de leur substance. M. Giscard d'Estaing mettait en place, au printemps, une action prioritaire pour revitaliser le Massif Central. Il était prévu notamment une réorganisation et une remise en état des voies ferrées existantes. Paroles, balayées que tout

cela ! Et Saint-Laurent-d'Olt n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres. Pourtant, ce village n'a pas vu sa population diminuer depuis une dizaine d'années, grâce

à l'Institut médico-pédagogique, qui assure une trentaine d'emplois. Une aubaine qu'envisagent bien d'autres communes. La S.N.C.F. et les P.T.T. ont décidé

de rayer Saint-Laurent de la carte. Pas rentable, l'auxiliaire chef de gare qui gagne 1 100 francs par mois !

**pour vaincre
en mars 1977
sachez convaincre
vos électeurs**

LISEZ

VIE PUBLIQUE

Le Journal des élus et des administrateurs locaux

Vous y trouverez chaque mois :

- Des idées nouvelles pour votre programme ;
- Des informations directement utilisables ;
- Des dossiers qui font le point sur les grandes questions à l'ordre du jour et qui enrichiront les thèmes de vos discours ;
- Des enquêtes sur les expériences originales de gestion locale ;
- L'essentiel de l'actualité municipale et régionale ;
- Un dialogue ouvert entre les responsables locaux.

Entièrement vouée aux problèmes communaux, départementaux et régionaux, VIE PUBLIQUE est une revue professionnelle indépendante de tout parti politique et dénuée de tout esprit partisan.

**pour être plus convaincant soyez mieux informé
abonnez-vous à VIE PUBLIQUE**

Ce cadeau de bienvenue vous est réservé :

"le guide du conseiller municipal"
par Pierre Cabanes.

Pour le recevoir avec votre premier numéro de VIE PUBLIQUE remplissez et renvoyez aussitôt votre **BON D'ABONNEMENT PRIVILEGIE**.
(11 numéros : 150 F)

NOM

ADRESSE

FONCTION

CODE POSTAL

VILLE

Je vous règle ci-joint le montant de mon abonnement par :

- ☐ chèque bancaire à l'ordre de
- ☐ virement postal 3 volets VIE PUBLIQUE
- ☐ mandat administratif (C.C.P. 3283900X LA SOURCE)

(dès réception de votre facture établie en 3 exemplaires)

La revue OBLIQUES ouvre une librairie

Pour Roger Borderie et ses collaborateurs, il s'agit de « constituer un lieu de rencontres et d'échanges d'idées (conférences, débats, présentation de livres par leurs auteurs), de proposer un véritable petit centre de documentation qui réunirait tous les livres et documents disponibles sur un thème abordé par la revue (Strasbourg, Gaule, Kelte, Don Juan, Belmer, Butor, Masurovsky, l'expressionnisme allemand, Vian, etc.) et d'offrir, aux abonnés d'OBLIQUES, des conditions préférentielles sur tous leurs achats de livres ».

La librairie sera inaugurée le mercredi 29 septembre, à partir de 18 heures, par le vernissage d'une exposition rétrospective des œuvres rassemblées à l'occasion de la publication des dix premiers numéros de la revue.

Librairie Galerie OBLIQUE, 58, rue de l'Hôtel-de-Ville - PARIS



"Grâce à cet ouvrage, les cinq cent mille Conseillers Municipaux qui gouvernent les trente sept mille communes de France, pourront plus aisément s'y retrouver dans la maquette administrative (Le Monde)".

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
SECRETARIAT D'ÉTAT AU PLAN
Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques
E. C. O. T. E. C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
 DT/DM - 102/76.

Le Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques lance un appel d'offres international pour la fourniture de divers matériels répartis en trois (3) lots :

LOT N° 1 : MATÉRIEL POUR BÉTON :

Bétonnières Centrales à béton Camions malaxeurs Stations de concassage Aligues vibrantes Marteaux brise-béton Brise-roche hydraulique, etc.

LOT N° 2 : MATÉRIEL DIVERS DE CHANTIER :

Moto-compresseurs - Groupes électrogènes 150 à 350 KVA - Moto-pompes de 70 à 150 m³/h. - Armoires distribution électrique - Echafaudages - Unités mobiles de graissage Rouleaux vibrants 600 kg.

LOT N° 3 : COFFRAGE-OUTILS :

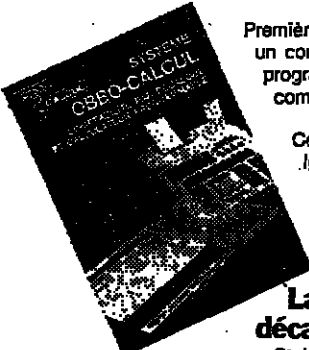
Tables et banches - Demi-coquilles - Coffrage tunnel.

Les éventuels soumissionnaires sont invités à retirer les cahiers des charges définissant les caractéristiques du matériel et les conditions générales d'achat à partir de la date de parution du présent avis contre le paiement de la somme de deux cents (200) Dinars algériens à :

ECOTEC Direction des Travaux 6, boulevard BOUGARA-ALGER
 B.P. n° 33 Téléphone : 60-25-80 à 83 Téléc. : 52737.

Les offres doivent parvenir à la même adresse sous pli recommandé portant la mention : « APPEL D'OFFRES 102/76 LOT N° A NE PAS OUVRIR » avant le 25 octobre 1976, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Vient de paraître
L'INFORMATISATION
du DECALQUE



Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programmé OBBO type MEGA 7630 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

La comptabilité par décalque en régime électronique

Ce document est disponible au SBOB, stand n° 3 E 3502

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'information du décalque"
 M. _____
 Société _____
 Adresse _____
 T.N. _____
 OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9 - 878.25.50 et 26.06

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le renouveau difficile des coopératives de production

(Suite de la première page.)

Au départ, il est vrai que Manu est un bénéficiaire d'un financement relativement important, rare en tout cas dans une coopérative. Outre le capital, constitué par le versement des indemnités de licenciement des salariés et une retenue sur leurs salaires, elle a reçu, pour constituer son fonds de roulement, deux subventions de la Société de développement régional et de la profession, et une série de prêts à moyen et long termes (du FDES, de la Société de développement régional, de la Caisse centrale de crédit coopératif et de la Confédération des coopératives). Le redressement n'en est pas moins appréciable, compte tenu de la concurrence qui règne dans le secteur (meubles de cuisine et de salles de bains).

Trouver un leader...

Les causes de cet échec ? « C'est un problème de personnel, il avait le pouvoir dans l'entreprise depuis cinq ans, il a lutté pour le garder, mais sans accepter, en contrepartie, aucune responsabilité », affirment les dirigeants. « Il s'est trouvé coincé entre son rôle de syndicaliste et son rôle de coopérateur. Il n'a remporté ni la section syndicale ni le comité d'entreprise. Or, nous avons besoin de militants, le syndicat devait les former. L'Union départementale C.F.D.T. estime, de son côté, qu'il s'agissait d'un « problème de fond sur le partage des responsabilités et du pouvoir dans l'entreprise ». Le délégué a, dit-elle, adressé des reproches à la nouvelle direction et celle-ci les a mal acceptés. Quant aux travailleurs de Manu, ils n'ont apparemment guère compris les causes « profondes » du différend : « On ne sait pas ce qui s'est passé entre lui et la direction », disent-ils. Toujours est-il que M. Montesinos n'a pas réussi à entraîner ses troupes. « Si c'était été un vrai patron, tout le monde aurait arrêté... »

Pour l'heure, une timide section syndicale tente à grand-peine de se constituer. « Les gens disent qu'un syndicat dans une coopérative, cela ne doit pas être. Ce sont les dirigeants qui veulent une section », explique gauchement un délégué de fortune, manifestement embarrassé dans ses fonctions toutes neuves. Réinventer le rôle d'une section syndicale au sein d'une coopérative n'est pas chose facile, d'autant que le sentiment d'appartenir à une entreprise « différente », même limitée à un petit nombre d'ouvriers, semble assez fort. « La nouvelle direction, c'est nous, quand même ».

« On sait si on travaille pour quelque chose », assure, l'œil malin, un vieux ouvrier au visage

Réussite complète ? Pas tout à fait. Sur le plan social, les progrès sont minces. Les salaires dans l'ensemble ne sont pas supérieurs à la moyenne du secteur, bien qu'un réajustement important (30 %) des rémunérations les plus faibles ait permis de réduire leur écart de 1 à 4,5 (contre 1 à 15 auparavant). Les conditions de travail n'ont guère changé et la participation des travailleurs est limitée à un tout petit noyau d'hommes. Enfin, sous une apparence guillerette, Manu cache mal les cicatrices de l'abandon qui, bien failli, l'an passé, gangrener tout l'ensemble. En décembre 1976, le délégué syndical C.F.D.T. de l'usine, M. Montesinos, leader incontesté de l'ensemble du personnel, a démissionné avec fracas, entraînant avec lui deux des « personnalités » de l'usine.

Manu est deux ans après : une réussite commerciale et financière sympathique, mais aussi un désenchantement certain des salariés et des dirigeants. L'un et l'autre étaient des leu de l'usine. D'un côté, un montage financier solide, un marché en expansion et une équipe de gestion très qualifiée ; de l'autre, un syndicat C.F.D.T. tout-puissant, qui n'a accepté la coopérative que du bout des lèvres, un personnel peu formé, habitué au confort moral d'une gestion autoritaire, désarçonné par l'arrivée de deux hommes trop jeunes aux idées généreuses, qui les ont, bûchés trop vite et n'ont trouvé d'interlocuteur qu'un délégué syndical exaspéré sur sa position de force.

En clair, dès le départ, une incommunicabilité quasi totale. Le cas de Manu est une exception. Il est rare que la direction d'une coopérative soit « parachutée » de l'extérieur. Il est cependant significatif de l'une des difficultés majeures d'une coopérative naissante : celui du « leader », qui doit à la fois être accepté et suivi par la base et bon gestionnaire. Le problème a pris une acuité particulière depuis quelques années.

Jadis, en effet, la plupart des coopératives ouvrières étaient créées ex nihilo par un petit groupe de travailleurs, générale-

ment qualifiés et politiquement très formés. Cela explique d'ailleurs les secteurs d'activité dans lesquels se sont formées le plus grand nombre des « vieilles » coopératives (bâtiment, imprimerie, mécanique, verre). Le leader était alors le plus souvent un ancien contremaître qui avait entraîné plusieurs de ses camarades. Il était par nature bien accepté par la base. La taille de l'entreprise étant au départ limitée au strict minimum (une dizaine de personnes), l'apprentissage de la gestion pouvait se dérouler « en douceur », avec quand même un certain nombre d'échecs.

Cet « âge d'or » de la coopération a vécu. Désormais, du fait de l'évolution des techniques et de la concurrence, les investissements de départ sont tels que, sans dans certaines professions du bâtiment, de telles créations sont presque impossibles dans l'industrie. La plupart des créations de coopératives « ouvrières » sont soit le fait de quelques membres de professions libérales ou de travailleurs intellectuels (dessinateurs, ingénieurs, géomètres, bureaux d'étude, avocats, médecins, etc.) qui décident de travailler ensemble, soit bâties sur les débris d'une entreprise « classique » en liquidation afin de sauver les emplois. A quoi s'ajoutent quelques cas d'entreprises patronales « saines », transformées en coopératives pour les besoins de la cause (dirigeant sans successeur, par exemple). Si dans le premier cas le problème du « leader » se pose moins, il

est en revanche particulièrement difficile à résoudre dans le second.

En général, les cadres ont quitté l'entreprise en difficulté et, s'ils sont restés jusqu'au bout, ils sont déconsidérés par les erreurs de l'ancienne direction. Reste la « base » des travailleurs. Mais on ne s'improvise pas abrutement gestionnaire d'une entreprise qui, faillie, connaît déjà de graves problèmes et compte parfois plusieurs dizaines (voire centaines) de travailleurs. Les anciens salariés de l'OTAC (Union des travailleurs associés de la chaussure) à La Soufrière (Creuse) l'ont appris à leurs dépens.

Crée en 1972, sur les ruines de l'entreprise Ours, qui employait une soixantaine d'ouvriers et fabriquait des chaussures de sport, cette coopérative s'est effondrée au bout de deux ans d'existence. Sa chute résultait d'un fâcheux effet de dévalorisation : les fonds promis ont été versés avec retard, l'ancienne direction a plus ou moins « saboté » les chances de la coopérative auprès de ses clients, le personnel a mal suivi l'initiative, etc. Mais la cause principale de l'effondrement était liée à une gestion mal assurée, confiée dans un premier temps au fils d'un notable du village, notoirement incompétent, puis à une ancienne comptable, énergique et courageuse, qui n'a malheureusement pu assez vite « faire le poids », là où une gestionnaire expérimentée aurait eu peine à tirer son épingle du jeu.

... et des capitaux

Outre le problème du « manager », les coopératives qui se créent se heurtent à un obstacle essentiel : la faiblesse de leurs capitaux. Les indemnités de licenciement reversées par les salariés suffisent généralement tout juste à constituer le capital. Pour le fonds de roulement, il faut la plupart du temps improviser : sans trop compter sur les banques (coopératives ou non) qui, compte tenu des risques, s'engagent rarement ou du bout des doigts. L'expérience de la « Coop Sport Vacances » à Angoulême est à cet égard significative.

Elle est créée après la fermeture, en septembre 1974, de l'entreprise La Prairie, jugée insuffisamment rentable par le groupe Bayer, qui en avait pris le contrôle. L'usine est vite occupée par les ouvriers, menés par un des cadres cégétistes. Après deux mois de lutte, le tribunal condamne le groupe Bayer à ne pas fermer l'usine. Celui-ci est contraint de négocier avec les salariés, qui reçoivent dix à quatorze mois de salaires en plus des indemnités normales. Au bout de quatre à cinq mois, sur deux cent trente

personnes licenciées, cinq seulement sont réembauchées, et le cadre (cégétiste) qui avait dirigé la lutte décide de monter une coopérative.

« Il nous est venu l'idée de recréer une entreprise pour prolonger dans les faits l'ambiance et l'émotion qui s'étaient créées au cours de la lutte », explique le nouveau directeur, un homme jeune, ouvert et posé. « Pourquoi la forme coopérative ? Parce que j'avais fait une thèse sur le droit coopératif. »

Décision prise, les difficultés vont commencer. Pour constituer le capital tout d'abord : « Tout le monde a apporté ses économies, certains ont mis plusieurs millions d'anciens francs, d'autres 50 francs actuels. » Pour constituer le fonds de roulement ensuite : « L'entreprise a été créée, les gens ne comprennent plus. » On tourne la difficulté en demandant aux salariés de faire un emprunt à titre individuel pour le représenter à la société. « Ça a marché, quarante personnes ont apporté 47 millions. » Puis, après avoir trouvé des locaux, l'entreprise redémarre en juin 1975. « Dans la plus totale illégalité », dit le C.N.P.F., ironise le directeur. Qu'on en juge : l'entreprise est déclarée « sans salariés », les anciens salariés sont donc toujours officiellement chômeurs et indemnisés à 90 % de leur ancien salaire, mais une soixantaine d'entre eux travaillent bénévolement dans l'entreprise.

Cela dure trois mois. Le temps de préparer les collections et de faire rentrer quelques fonds en vendant aux particuliers du matériel de camping. En novembre 1975, après le Salon professionnel et la prise de commandes importantes, l'usine redémarre pour de bon avec quarante-quatre salariés, officiellement déclarés. Aujourd'hui, elle emploie quatre-vingt-seize personnes et s'apprête à déménager... dans les anciens locaux de l'usine qu'elle vient de racheter. Coop Sport Vacances espère doubler son chiffre d'affaires l'an prochain : elle a réalisé au cours de l'exercice précédent 4 millions de bénéfices (répartis à 56 % entre les salariés). Le problème essentiel demeure cependant financier.

L'exemple de cette coopérative montre que la réussite est possible si l'on a le minimum de capitaux au départ, mais au prix d'acrobaties juridiques financières. Là encore, le succès est celui d'un homme. Seul ou presque. Car si les conditions minimum de départ pour qu'une coopérative fonctionne tiennent à un marché solide et à un financement approprié, c'est presque toujours au réalisme, à l'initiative et aux capacités d'un dirigeant qu'elle doit de passer le cap difficile des deux ans, au-delà duquel elle a de bonnes chances de « tenir » de longues années.

VÉRONIQUE MAURIS.

Prochain article :

LES MALADIES DE L'ÂGE ADULTE

Renault 5: prix et levier au plancher

Il y a maintenant une nouvelle Renault 5. Son prix 17 900 F clés en main. C'est une vraie Renault 5 amusante, séduisante et un peu snob, comme toutes les Renault 5. La nouvelle Renault 5, c'est une 5 CV, levier de vitesses au plancher et beaucoup de brio. La Renault 5 a des ceintures de sécurité à enrouleur comme toutes les Renault 77. Pour 17 900 F c'est vraiment chouette de rouler en Renault 5.



5CV
 Renault préconise elf

Pour toute information s'adresser à : R.N.U.R. B.P. 142 92109 Boulogne-Billancourt

_____ *

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
 - Le règlement du problème rhodésien.
 - Dans les trois pays du Maghreb : le Ramadan des parades.
2. AMÉRIQUES
3. ASIE
 - CAMBODGE : y a-t-il une explication politique au retrait temporaire du premier ministre ?
- 3.5. EUROPE
 - Avant les élections du 3 octobre en Allemagne fédérale : « Encombrante Allemagne » (II), de notre envoyé spécial J.-C. Guillebaud.
 - Les élections en Allemagne fédérale.
- 8.10. PROCH-ORIENT
 - La guerre civile au Liban.
 - Un Clandestin devant un tribunal militaire israélien.
11. OUTRE-MER
- 11-12. POLITIQUE
 - Le comité central du P.C.F. M. Gosnat réclame le respect du pluralisme à la radio et à la télévision.
- 12-13. PRESSE
13. DÉFENSE
 - Universitaires et militaires ont confronté leurs points de vue sur la défense.
14. JUSTICE
 - Un tribunal de Bordeaux : frappe à la chaux et espionnage industriel.
- 16.18. ÉDUCATION
 - La rentrée universitaire : « Le défilé », par Maurice Duverger.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Pages 18 et 20
— Les entretiens de Bichat.
— Le congrès international de diététique.

21. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
21. SOCIÉTÉ
 - Les entretiens de Bichat : l'enfant à problèmes.
22. PHILOSOPHIE
 - Umberto Eco : mort.
- 23.25. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : La victoire en chantant.
26. SPORTS
 - TENNIS : la victoire de l'Italie sur l'Australie en coupe Davis.
34. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : moderniser les communications pour réduire les inégalités.
35. LES RÉGIONS
 - Deux réformes pour un ministre.
 - A Gréoux-les-Bains, une explosion thermique à 20 km de Cadarache.
- 36.40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - Les réactions au plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (27 à 33) : Aujourd'hui (18) ; Carnet (29) ; « Journal officiel » (18) ; Micrologie (18) ; Mots croisés (18) ; Bourne (141).

Le numéro du « Monde » daté 28 septembre 1976 a été tiré à 589 951 exemplaires.

NOUVELLES COLLECTIONS
Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
dans un choix de 3.000 droperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS (Opéra)

A B C D E F G

AU CONGRÈS MONDIAL DES COOPÉRATEURS

« Un projet de loi pour faciliter le développement des coopératives ouvrières de production sera bientôt soumis au Parlement »

déclare M. Giscard d'Estaing

« Un projet de loi qui sera bientôt soumis au Parlement français a été préparé par le gouvernement à ma demande, pour faciliter le développement des sociétés coopératives ouvrières de production et pour accroître les possibilités offertes aux travailleurs de parti-

ciper réellement à leur gestion », a indiqué M. Giscard d'Estaing, qui participait ce mardi 28 septembre, à la première séance du vingt-sixième congrès de l'Alliance coopérative internationale (A.C.I.), qui se tient, du 27 septembre au 1^{er} octobre à Paris, au palais de l'Unesco.

« Si j'ai tenu, à l'invitation de notre président, M. Kerneec, à participer à l'ouverture de votre congrès, c'est précisément parce que je vois en votre alliance coopérative internationale une des structures internationales qui peuvent apporter leur contribution à la recherche de ce nouvel ordre économique mondial dont la nécessité devient de jour en jour plus urgente », a déclaré M. Giscard d'Estaing, qui a poursuivi :

« Dans un grand nombre de pays, des réflexions sont en cours afin de donner un meilleur contenu à la vie de travail et de faire de l'entreprise une véritable communauté d'hommes : par exemple la cogestion en Allemagne et, en France, la co-surveillance et la réforme de l'entreprise. Chaque pays a sa spécificité et il serait naïf de croire qu'un exemple quelconque puisse s'exporter d'une nation à l'autre. »

« Il serait non moins naïf de croire qu'il est possible d'imposer une formule abstraite, imaginée à partir de principes et non de réalités, et dont la multitude de qualités utopiques n'aurait de comparable que la rareté des applications concrètes. »

« A cet égard, le mouvement coopératif présente deux caractéristiques qui lui confèrent une indéniable valeur d'exemple : il existe, il existe partout. (...) Les entreprises coopératives locales, conservent en général les dimensions humaines et constituent ainsi des pôles de résistance à l'effacement des zones rurales. N'étant pas fœtales ou succursales de groupes nationaux ou multinationaux, elles ont, d'un côté, une autonomie de gestion réelle. Le système coopératif est ainsi le contraire de la centralisation et de la bureaucratie. »

« Après avoir rendu hommage au « coopérateur (cet homme) que l'on considère comme le « citoyen producteur-consommateur » et qui est un « homme de démocratie », le président de la République a évoqué le rôle que pourrait jouer le système coopératif dans les actions d'aide internationale au développement. « Lorsque nous répétons que la coopération entre les pays développés et les autres doit consister, non pas à transférer nos propres schémas de développement mais à « aider les autres à s'aider eux-mêmes », n'est-ce pas à l'heure des phrases clés de votre mouvement que nous prononçons ? »

« C'est dans cet esprit que le mouvement coopératif a pris l'initiative de susciter la conférence Nord-Sud qui, en ce moment même continue ses travaux de recherche d'un nouveau ordre économique mondial (...) En écoutant les aspirations exprimées par les participants, le président de la République a souligné la nécessité d'intervenir sur le marché des changes et d'accroître ainsi la masse monétaire contre son gré. »

(Publié)

Texas-Inst. ou Hewlett-Packard ?

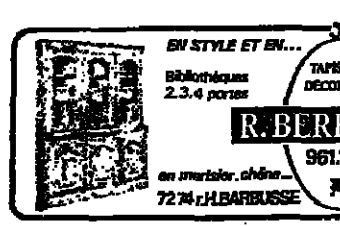


Rockwell, Commodore ou ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous ira.

Si vous êtes professeur et cherchez une bonne petite calculatrice à opérations, fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez. Si vous êtes un scientifique étourdi ne vous trompez pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont excellentes (les Minimax, les calculatrices à microprocesseur, les programmables). Mais il faut demander conseil aux spécialistes de Duriez. Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en discount les meilleures machines imprimantes, silencieuses, avec une mise en page automatique sur mesure. Duriez - 123, bd Saint-Germain, tél. 336-43-31, ouvert sauf lundi de 9 h à 19 h.



LA CHUTE DE LA LIVRE SE POURSUIT

La chute de la livre sterling s'est poursuivie mardi matin. Elle était cotée un peu au-dessous de 1,96 dollar (alors qu'à l'ouverture du marché, lundi matin, le cours était encore de 1,96075). Il semble bien que les ordres de vente émanant principalement de détenteurs de « balances sterling », balances que les autorités britanniques avaient fort imprudemment encouragées à constituer au cours des années précédentes en accordant une garantie de change qui n'a été supprimée qu'à la fin de 1974. A Paris, le cours de la devise britannique est tombé jusqu'à 8,15 francs. Le marché était défavorablement impressionné par les nouvelles en provenance de la Libération de la monnaie à Blackpool, où une motion critiquant les économies budgétaires du gouvernement a été votée lundi.

Il est probable que la Bundesbank interviendra mardi matin pour freiner la baisse du deutschemark. A Francfort, on cotait le dollar 2,4685 DM, ce qui correspondait à Paris à un cours de 1,29 F, le dollar valant pour sa part 4,3120 F. A son tour, le chancelier Helmut Schmidt a tenu mardi matin un entretien radiodiffusé : « Il n'est aucun besoin de modifier la parité du deutschemark au sein du « serpent », mais, à l'heure des années ministères de l'Institut I.W.I., ont exprimé une opinion contraire. Dans leur dernier bulletin, ils estiment que le gouvernement fédéral devrait réviser la parité du deutschemark vis-à-vis de ses partenaires du « serpent », « afin de faciliter la tâche de la Bundesbank en la libérant de la nécessité d'intervenir sur le marché des changes et d'accroître ainsi la masse monétaire contre son gré. »

(Publié)

Logo Unie des Théosophes (Entrée libre)

11 bis, rue de Valenciennes, PARIS 75116.

LA RÉINCARNATION

Vendredi 1^{er} octobre, 20 h. 30 : La doctrine de la Réincarnation

Dimanche 3 octobre, 17 h. 30 : Le Bhagavad Gita et la Réincarnation

Le Bhagavad Gita et la Réincarnation

Le Bhagavad Gita et la Réincarnation

Le Bhagavad Gita et la Réincarnation

Le Bhagavad Gita et la Réincarnation

Le Bhagavad Gita et la Réincarnation

Le Bhagavad Gita et la Réincarnation

La France fait attendre son agrément pour l'ambassadeur des îles Fidji auprès du Marché commun.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le gouvernement français bloque depuis six mois la nomination de M. Satya Nandan comme ambassadeur des îles Fidji auprès de la Communauté. Cette obstruction, qui est vivement déplorée à Bruxelles, est d'autant plus gênante que les Fidji, archipel de l'Océan Indien, membre du Commonwealth, indépendant depuis 1970, assurent actuellement la présidence du groupe des quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) associées à la Communauté par la convention de Lomé.

C'est en février que les Fidji ont demandé que M. Nandan (nommé ambassadeur en Belgique) soit accrédité auprès de la Communauté. Selon la procédure normale la Commission a donné son agrément et transmis le dossier aux Etats membres, lesquels disposaient alors en principe d'un mois pour se prononcer. Mais aucune réponse n'est venue de Paris en dépit de plusieurs interventions officieuses de la Commission.

Ce sont les délais survenus entre la France et les Fidji au moment de la campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique qui sont à l'origine du différend. M. Nandan, qui représentait alors son pays aux Nations unies, avait tenu en 1975 des propos particulièrement violents à l'égard de Paris.

Un second sujet de controverse a compliqué cette affaire. La France est traditionnellement représentée aux Fidji par son ambassadeur en Nouvelle-Zélande. Or, un nouveau titulaire de ce poste a été nommé en octobre dernier, M. de Schoonen, pour qui le Quai d'Orsay a demandé l'agrément des Fidji. Ceux-ci, qui préféraient avoir un ambassadeur résidant dans le pays, ne l'ont pas encore donné.

An cours d'un entretien à Bruxelles, le 15 juillet, en marge du conseil des ministres C.E.S.-A.C.P. avec M. Destremau, alors secrétaire d'Etat, le haut commissaire des Fidji à Londres avait expliqué que si l'agrément tardait, c'est qu'il dépendait de la Couronne britannique, dont les procédures sont longues. Puis sont survenus les vacances et le changement de gouvernement à Paris.

L'attitude française est considérée comme d'autant plus regrettable à Bruxelles qu'elle porte atteinte à l'esprit de la convention de Lomé.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(A Paris, où l'on minimise cette affaire, on pense qu'elle sera prochainement réglée.)

Aux États-Unis

Un Américain sur huit vit dans la pauvreté

Le nombre des pauvres a augmenté de 10,7 % aux États-Unis en 1975, pour atteindre le chiffre record de 25 millions 900 000, soit un Américain sur huit, selon les statistiques publiées samedi 25 septembre par le Census Bureau, un organisme fédéral comparable à l'INSEE. Le niveau de la pauvreté est statistiquement réévalué chaque année pour tenir compte de l'inflation. En 1975, ce seuil est fixé à 2 217 dollars annuellement pour un individu isolé, 3 055 dollars pour une famille de deux enfants et 5 469 dollars pour une famille de quatre enfants.

De notre correspondant

Washington. — L'augmentation de la population « pauvre » est due essentiellement, selon le Cen-

sus Bureau, au haut niveau du chômage et au fait que beaucoup plus de personnes ont éprouvé en 1975 leur allocation-chômage que lors des années précédentes. Dans 42 % des cas, une famille est « tombée » au-dessous du seuil de la pauvreté lorsque son chef a été chômeur pendant quinze semaines ou davantage. Quelque 4 900 000 personnes ont été sans travail en 1975 pendant des périodes de temps assez longues pour éprouver leur allocation-chômage contre 2 millions seulement en 1974. Cette constatation va à l'encontre de l'opinion répandue selon laquelle la récession n'aurait pas eu de conséquences graves.

Les statistiques indiquent que la pauvreté n'est plus limitée aux familles de tradition de la société américaine (Noirs et autres minorités ethniques, personnes âgées, femmes chefs de famille). Mais s'est étendue à de nouvelles catégories de la population. Par exemple, les pauvres âgés de soixante-cinq ans et plus n'ont augmenté que de 1,7 % en 1975, alors que la proportion des pauvres au-dessous de cet âge se sont accrues dans la proportion de 11,2 %. L'augmentation des pauvres parmi les femmes chefs de famille n'est que de 4,5 %, elle est de 15,3 % parmi les hommes chefs de famille.

On note d'autre part une augmentation de 12,8 % du nombre des Blancs pauvres, tandis qu'elle n'est que de 6,1 % pour les Noirs pauvres. Les Noirs représentent 31 % de tous les pauvres, alors que la population noire elle-même ne constitue que 12 % de l'ensemble de la population américaine. Il est difficile de considérer comme une amélioration significative de leur condition économique l'indication donnée par les statistiques selon lesquelles le revenu médian des familles noires représentait aujourd'hui 62 % de celui des familles blanches, alors qu'il était de 62 % en 1974. Les Noirs continuent d'avoir la plus mauvaise part d'une situation économique difficile. On évalue à 9,7 % la proportion des Blancs pauvres et à 22,3 % celle des Noirs pauvres et à 29,2 % celle des Noirs en 1975 de 13 719 dollars annuellement, si une augmentation de 817 dollars par rapport à 1974 mais le pouvoir d'achat d'une famille de quatre personnes a été réduit de 2,6 % en raison de l'inflation.

Le pourcentage des pauvres officiellement recensés qui était de 23,4 en 1969 avait déjà augmenté jusqu'en 1969 où il était tombé à 12,1. Après une hausse en 1970, il était descendu à 11,1 en 1974, mais n'a cessé de remonter depuis. Ces statistiques sont toutefois contestées, étant donné que le Census Bureau ne tient pas compte des revenus « cachés » comme par exemple les coupons alimentaires, et l'assistance médicale gratuite.

HENRI PIERRE.

(1) Ce revenu est réévalué chaque année, et marque la division entre les familles et les revenus totaux. Pour 1974, il avait été fixé à 12 000 dollars.

NOUVELLES BRÈVES

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

Mayotte, que le gouvernement « ne veut pas d'un statut qui ait l'air d'être un peu agressif, soit à l'égard des anciennes Comores, soit à l'égard de quiconque », a déclaré M. Kerpel, ministre de l'Industrie de Pologne, M. Kopeck.

Le statut de Mayotte. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a déclaré, lundi 27 septembre, à propos de l'île de

ACHETEZ VOTRE CHAÎNE HI-FI chez un crack en électronique
Les trente années d'expérience de l'ingénieur CIBOT, véritable temple parisien de la Hi-Fi - et sa grande compétence en électronique (son et vidéo) vous garantissent non seulement de bons conseils par des vendeurs qualifiés, un choix sûr parmi pratiquement toutes les marques françaises et étrangères, mais aussi un service après-vente exceptionnel. CIBOT dispose pour cela, de techniciens, d'ingénieurs, et d'un stock de pièces détachées unique en France.

CHAÎNE HI-FI

HARMAN-KARDON 730 - AMPLIFICATEUR 2 x 40 W - TUNER RADIO : AM et FM très haute sensibilité.

PLATINE THORENS TD 145, arrêt électronique, cellule Shure, socle et couvercle.

ENCEINTES ACOUSTIQUES HRC type Manhattan

La chaîne complète : 7.245 F

CIBOT

136, bd Diderot, Paris 12^e - 12, rue de Reuilly, Paris 12^e - tél. 346.63.76

Ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Réceptions : mercredi et vendredi jusqu'à 22 h. Métro : Reuilly-Diderot.

Une forte explosion s'est produite durant la nuit, du lundi 27 au mardi 28 septembre, dans un immeuble de l'Immeuble de la Seine (Haute-Seine). Une personne aurait été tuée et cinq autres blessées, apprend-on ce mardi en fin de matinée.

Une forte explosion s'est produite durant la nuit, du lundi 27 au mardi 28 septembre, dans un immeuble de l'Immeuble de la Seine (Haute-Seine). Une personne aurait été tuée et cinq autres blessées, apprend-on ce mardi en fin de matinée.

Une forte explosion s'est produite durant la nuit, du lundi 27 au mardi 28 septembre, dans un immeuble de l'Immeuble de la Seine (Haute-Seine). Une personne aurait été tuée et cinq autres blessées, apprend-on ce mardi en fin de matinée.

Une forte explosion s'est produite durant la nuit, du lundi 27 au mardi 28 septembre, dans un immeuble de l'Immeuble de la Seine (Haute-Seine). Une personne aurait été tuée et cinq autres blessées, apprend-on ce mardi en fin de matinée.

Journal de 150

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

La baisse se ralentit

Le mouvement de baisse des valeurs françaises s'est quelque peu ralenti ce lundi à la Bourse de Paris, où plusieurs titres se sont montrés résistants.

Ainsi, les vedettes habituelles de la cote, telles B.S.N., Carrefour, Michelin, Aquitaine, Français des Pétroles, P.U.K. et Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, sont parvenues à reproduire, à peu de choses près, leurs cours précédents.

Il n'en reste pas moins que la majorité des compartiments se sont remplis, les valeurs les plus touchées étant : Poclain (-6 %), C.S.F., U.D.E.F., Sogepar, S.C.R.E.G. U.F.V., Auxilium, entreprises, Galeries Lafayette, etc.

La palme de la hausse est revenue à Pétaoles B.P. (+6 %) sur lequel la spéculation s'est encore amplifiée à la suite des rumeurs d'O.P.A. persistantes et incontrôlées concernant. Notons également la fermeté de Pechebironn, Institut Mézières, Legrand et Lomcinda.

Enfin, pour ce qui concerne les échanges, les statistiques de la Commission des Nations unies pour l'Europe occidentale ont pu constater ce lundi l'impact négatif du plan "Barre" sur le climat de la zone méditerranéenne. Les échanges commerciaux ont encore diminué de 10,5 % par rapport à l'année dernière. Quelques opérations commerciales seraient pourtant poursuivies, discrètement, par la vente d'une partie de leurs actions françaises.

Enfin, pour ce qui concerne les échanges, les statistiques de la Commission des Nations unies pour l'Europe occidentale ont pu constater ce lundi l'impact négatif du plan "Barre" sur le climat de la zone méditerranéenne. Les échanges commerciaux ont encore diminué de 10,5 % par rapport à l'année dernière. Quelques opérations commerciales seraient pourtant poursuivies, discrètement, par la vente d'une partie de leurs actions françaises.

Enfin, pour ce qui concerne les échanges, les statistiques de la Commission des Nations unies pour l'Europe occidentale ont pu constater ce lundi l'impact négatif du plan "Barre" sur le climat de la zone méditerranéenne. Les échanges commerciaux ont encore diminué de 10,5 % par rapport à l'année dernière. Quelques opérations commerciales seraient pourtant poursuivies, discrètement, par la vente d'une partie de leurs actions françaises.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 31 déc. 1973.)

	24 sept.	27 sept.
Valeurs françaises ..	85,8	85,3
Valeurs étrangères ..	109	108,9

C= DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 23 déc. 1951.)

Indice général	67,5	67,2
----------------------	------	------

LONDRES

Nouveau repli

OR (ouverture) (dollars) : 117 75 contre 118 50

VALEURS	CLOTURE 27/3	COURS 28/3
War Loan 3 1/2 %	25 3/8	26 3/8
Beecham	328	329 1/2
British Petroleum	625	627 1/2
Shell	480	480 1/2
Vickers	14	138
Imperial Chemical	318	315
Courtauld	112	111
Beers	216	216 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	179	177
*Western Holdings	13 1/2	13 1/8
*West Brikfontein	16	16

NEW-YORK

Légère reprise
une d'une séance m

A l'issue d'une séance modérément active — comme la veille, 17,4 millions de titres ont été échangés. — le Stock Exchange a enregistré une légère reprise lundi. Après avoir gagné plus de 5 points en cours de journée, l'indice Dow Jones s'est finalement établi à 1013,13, en hausse de 3,82 points.

Plus de 830 titres ont monté tandis

Pour la quatrième séance consécutive, l'indice Dow Jones est donc parvenu à se maintenir au-dessus du fameux seuil des « mille ». Cette performance a, bien entendu, produit le meilleur effet auprès des opérateurs, compensant sans doute la mauvaise impression laissée par les résultats du commerce extérieur. En août, le déficit s'est légèrement contracté (797,7 millions de dollars contre 827 millions en juillet), mais est resté proche de ses records. Autre élément favorable : la confirmation

Indice Dow Jones : transports, 221,46 (+ 0,13); services publics, 98,26 (+ 0,45).

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PRETABAIL - SICOMI. — Le bénéfice de l'exercice 1976 devrait être de l'ordre de 40 millions de francs, indique la société, ce qui permettra la distribution d'un dividende de 40 F par action, contre 25,76 F en 1975 et 21,24 F en 1974.

CREDIT NATIONAL. — Pour le premier semestre de 1976, les résultats bruts s'élèvent à 153,39 millions de francs contre 139,85 millions de francs.

CROUZET. — Au 31 août 1976, Crouzet-France avait réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 269,85 millions de francs contre 227,74 millions de francs, soit une progression de 21 %.

GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER. — Pour le premier semestre de 1976, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 10,1 milliards de francs contre 9,7 milliards de francs un an auparavant.

BUFFELSFONTEIN. — Dans le rapport annuel, le président a indiqué que « la récente baisse de l'or exercera une sérieuse incidence sur les bénéfices de la société et, si cette baisse devait se poursuivre, affecterait l'avenir même de la mine ».

NORSKE HYDRO. — La société, contrôlée à 51 % par l'Etat norvégien, déclare, pour l'exercice clos le 30 juin 1978, un dividende inchangé de 12 (7,2 couronnes) sur un capital augmenté en 1975 d'un tiers par émission contre espèces et de 17 % par attribution gratuite (une pour six). La valeur nominale des actions sera portée de 60 à 80 couronnes à dater du 1^{er} juillet 1978.

VALEURS	COURS	COU
---------	-------	-----

	24/9	27/9
in	79 7.8	81.5
T.	65 5.8	65.5
in	65 5.8	65.5
Monmouth Bank.	28 1/2	28
Pool de Nemours	129	129
Amex Andak	56 1/2	62
in	59 1/2	62
in	51 1/2	62
General Electric	56 1/4	56
General Foods	72 1/2	73
Motor	72 1/2	73
Boycar	24 1/2	24
in	283 3/4	286
T.	32 1/2	32
in	32 1/2	32
Oil Oil	62 1/8	62
in	39 1/8	39
Donnerberg	160 1/2	162
in	25 1/2	25
J. Inc.	26 1/2	26
on Caribbe	54 7/8	55
in Steel	61 1/4	61
in	55 3/8	57
in	55 3/8	57

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27/9	28/
Dollar (en francs) ...	288 625	287
Taux du marché monétaire		
Effets privés		9 %

BOURSE DE PARIS - 27 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compo- sition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compo- sition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compo- sition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
981 1599	4,50 1873 C.A.L.E. 35	1858 1861	582 588	583 587	585	982 1598	Die Ele. Gum. E. L. J. Lefebvre Easo S.A.F. 35 Eurafrance 35 Soc. Ind. 35	558 567 570 576 580	558 562 561 569 570	558 562 561 569 570	983 1599	Die Ele. Gum. E. L. J. Lefebvre Easo S.A.F. 35 Eurafrance 35 Soc. Ind. 35	558 567 570 576 580	558 562 561 569 570	582 588 583 587 585	984 1599	Die Ele. Gum. E. L. J. Lefebvre Easo S.A.F. 35 Eurafrance 35 Soc. Ind. 35	558 567 570 576 580	558 562 561 569 570	582 588 583 587 585																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
325 365	Africain 35 Als. Par. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	366 366	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	367 367	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	368 368	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	369 369	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	370 370	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	371 371	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	372 372	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	373 373	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	374 374	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	375 375	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	376 376	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	377 377	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	378 378	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	379 379	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	380 380	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	381 381	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386	408 408 408 408 408	397 397 397 397 397	392 392 392 392 392	382 382	Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35 Als. Superm. 35	386 386 386 386 386																																																																																																																																																																																																																
326 366	Application 35 C.A.L.E. 35 C.A.L.E. 35 C.A.L.E. 35 C.A.L.E. 35	166 166 166 166 166	165 165 165 165 165	165 165 165 165 165	165 165 165 165 165	390 151	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	390 151	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	391 152	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	392 153	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	393 154	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	394 155	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	395 156	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	396 157	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	397 158	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	398 159	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	399 160	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	400 161	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	401 162	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	402 163	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	403 164	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	404 165	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	405 166	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	406 167	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	407 168	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	408 169	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	409 170	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	410 171	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	411 172	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	412 173	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	413 174	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	414 175	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	415 176	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	416 177	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	417 178	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	418 179	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	419 180	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	420 181	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	421 182	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	422 183	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	423 184	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	424 185	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	425 186	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	426 187	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	427 188	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	428 189	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	429 190	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	430 191	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	431 192	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	432 193	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	433 194	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	434 195	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	435 196	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	436 197	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	437 198	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	438 199	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	439 200	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	440 201	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	441 202	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	442 203	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	443 204	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	444 205	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	445 206	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	446 207	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	447 208	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	448 209	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	449 210	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	373 373 373 373 373	450 211	Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35 Par. 35